

EA NY 4 JK

Library Copy

Revue du
**MARCHÉ
COMMUN**

34

LISTE DES IMPORTATEURS DE COMBUSTIBLES INSTALLÉS AU PORT DE STRASBOURG

SOCIÉTÉ COMMERCIALE D'AFFRÈTEMENT ET DE COMBUSTIBLES

7, Quai Koch, Strasbourg

RHIN & RHONE

14, Quai Kléber, Strasbourg

J. KRONBERG & Cie

5, rue du Dôme, Strasbourg

STRASBOURG-LYON

13, Quai Kléber, Strasbourg

ALSACIENNE DE HOUILLES ET AGGLOMÉRÉS

4, route du Petit-Rhin, Strasbourg

STRASBOURGEOISE DES COMBUSTIBLES

13, rue de la Nuée Bleue, Strasbourg

EST & NORD

4, Quai Koch, Strasbourg

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS NEUERBURG

8, Quai Rouget de l'Isle, Strasbourg

PÉRIN FRÈRES-CHALOT

32, rue du 22-Novembre, Strasbourg

TRAUTMANN

15, rue de la Nuée Bleue, Strasbourg

BALLAND-BRUGNEAUX

7, rue du Havre, Strasbourg-Neudorf

15 PONTS PORTIQUES

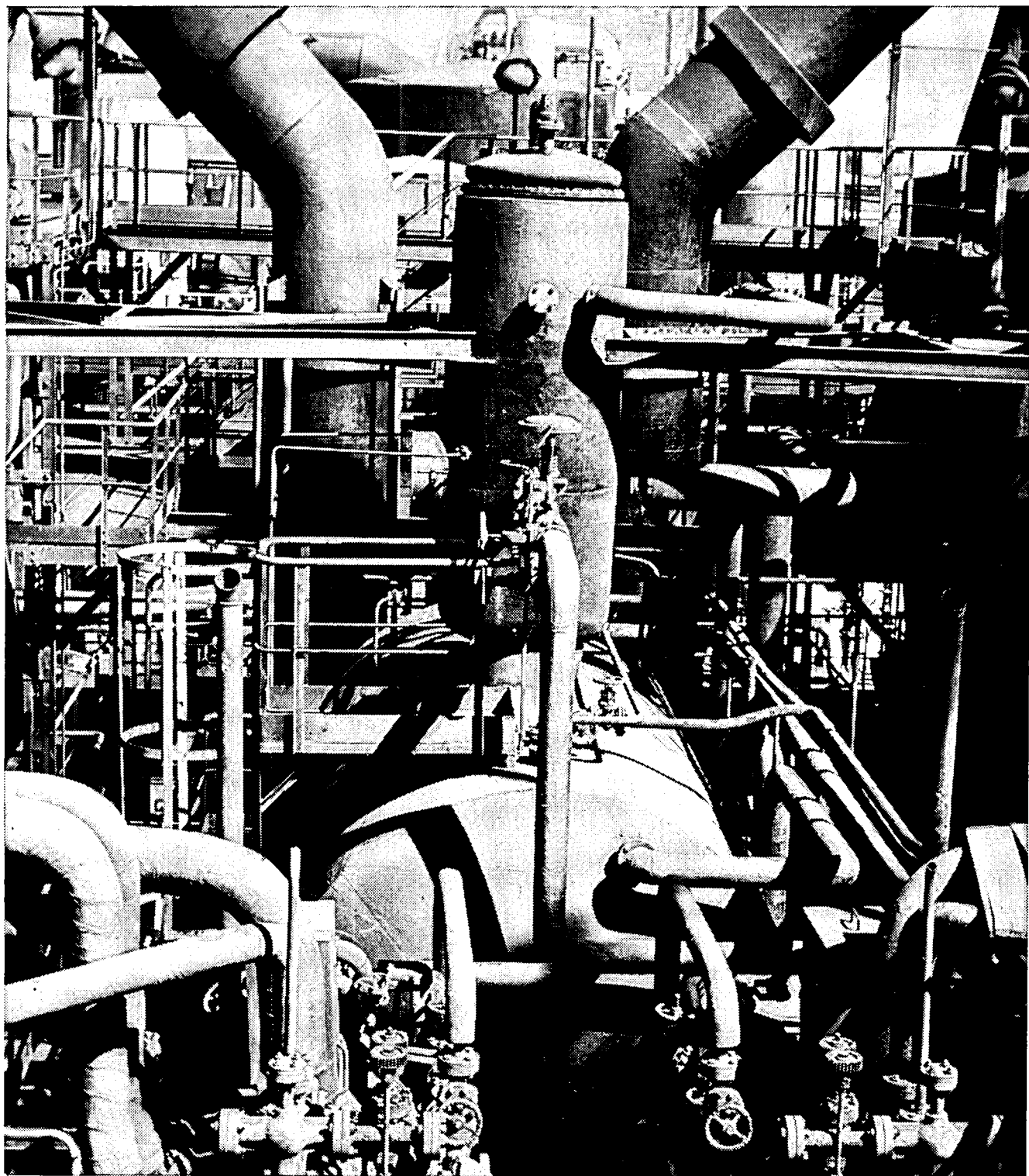
- *Capacité horaire de manutention : 1.500 t.*
 - *Capacité horaire de recriblage : 600 t.*
 - *Superficie de stockage : près de 400.000 m²*
-

Pour toute documentation s'adresser à la :

**CHAMBRE CHARBONNIÈRE
D E**

L'IMPORTATION RHÉNANE

11, rue Fischart — STRASBOURG



Cliché Magnum-Photo

SAINT-GOBAIN

VERRE 52 % du marché européen de la glace.
CHIMIE 1.000.000 de tonnes d'acide sulfurique par an.
ATOME engineering, énergie nucléaire, traitement des

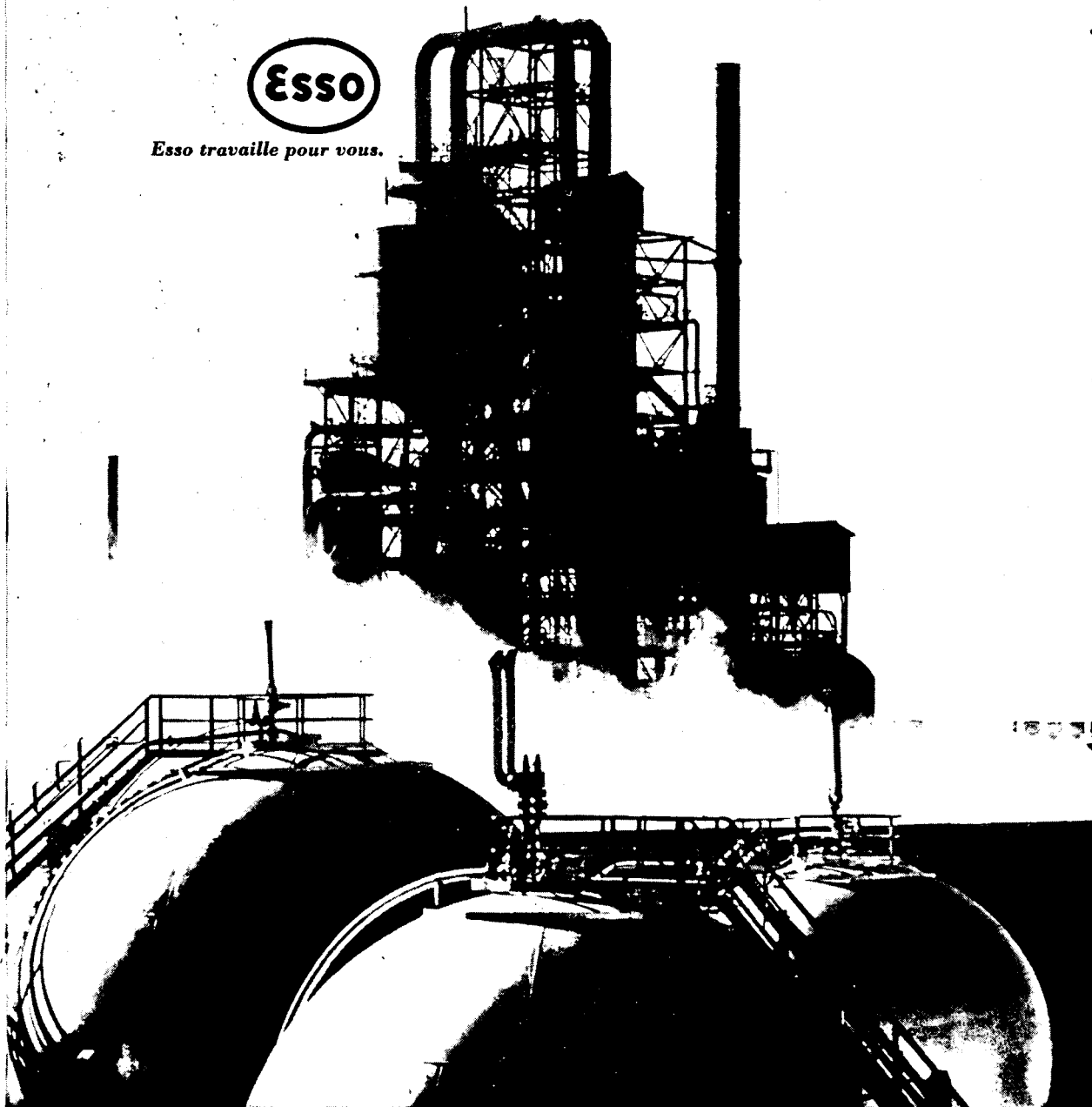
Grâce à ses puissants laboratoires de recherches, à ses installations de raffinage ultra-modernes, à ses différentes usines de transformation, ESSO met à la disposition de tous les utilisateurs une gamme de produits d'exceptionnelle qualité.

Ces produits : carburants, lubrifiants et dérivés du pétrole, contribuent largement aux progrès techniques constatés dans des domaines aussi variés que ceux de l'automobile, des plastiques et des industries chimiques.

à l'avant-garde de la technique...



Esso travaille pour vous.



Esso standard S. A. F. - 82, Champs-Élysées, Paris 8 - Balzac 46-24

NOBEL - BOZEL

Société anonyme au capital de 38.628.200 NF

67, Boulevard Haussmann — PARIS (8°)

Tél. ANJou 46.30 — Télég. Nobelboz-Paris — Télex n° 20.688

PRODUITS

ÉLECTROMÉTALLURGIQUES :

Siliciure de calcium
Ferro-alliage en briquettes
Carbure et dérivés

PRODUITS

ÉLECTROCHIMIQUES :

Potasse caustique
Carbonate de potasse
Chlore et dérivés

PRODUITS CHIMIQUES :

Acide sulfurique et dérivés
Oxydes et sels de cobalt
Silicates de soude et de potasse
Acide acétique de synthèse
Aldéhyde et paraldéhyde acétiques
Solvants chlorés

Résines urée-formol
Acétals et alcools polyvinyliques
Polyesters
Emulsions vinyliques et acryliques
Glyoxal et dérivés

PRODUITS AGRICOLES :

Désherbants
Insecticides
Anticryptogamiques
T. C. A.
M. C. P. A.
M. C. P. P.

MATIÈRES PLASTIQUES :

Celluloïd
Acétate de cellulose
Poudres à mouler urée-formol

Tuyauteries en polyéthylène et chlorure de polyvinyle pour adduction d'eau
Tuyaux d'arrosage en matière plastique marque Nobel-Supplex

•

Poupées en matière plastique inaltérable

•

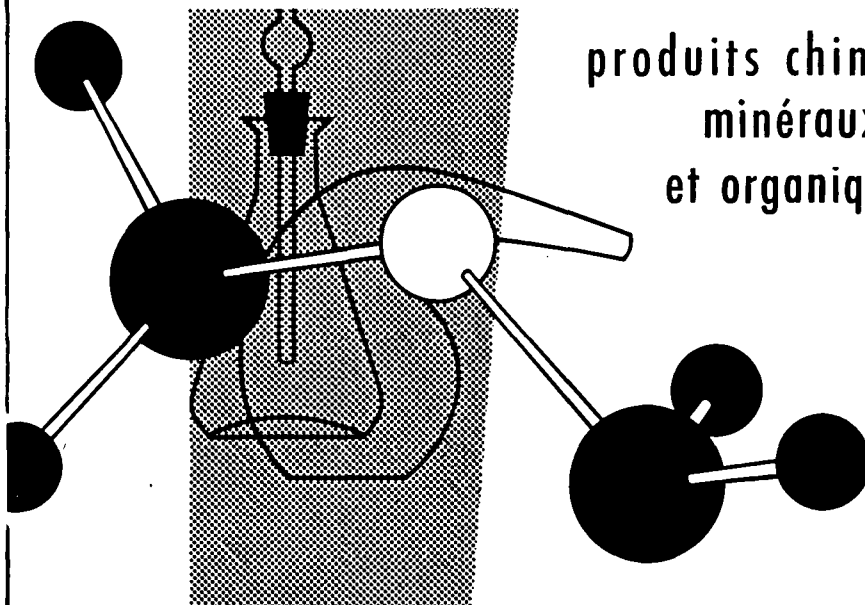
EXPLOSIFS INDUSTRIELS
et accessoires de tir

•

Sélénium - Zirconium

électro-chimie

produits chimiques
minéraux
et organiques



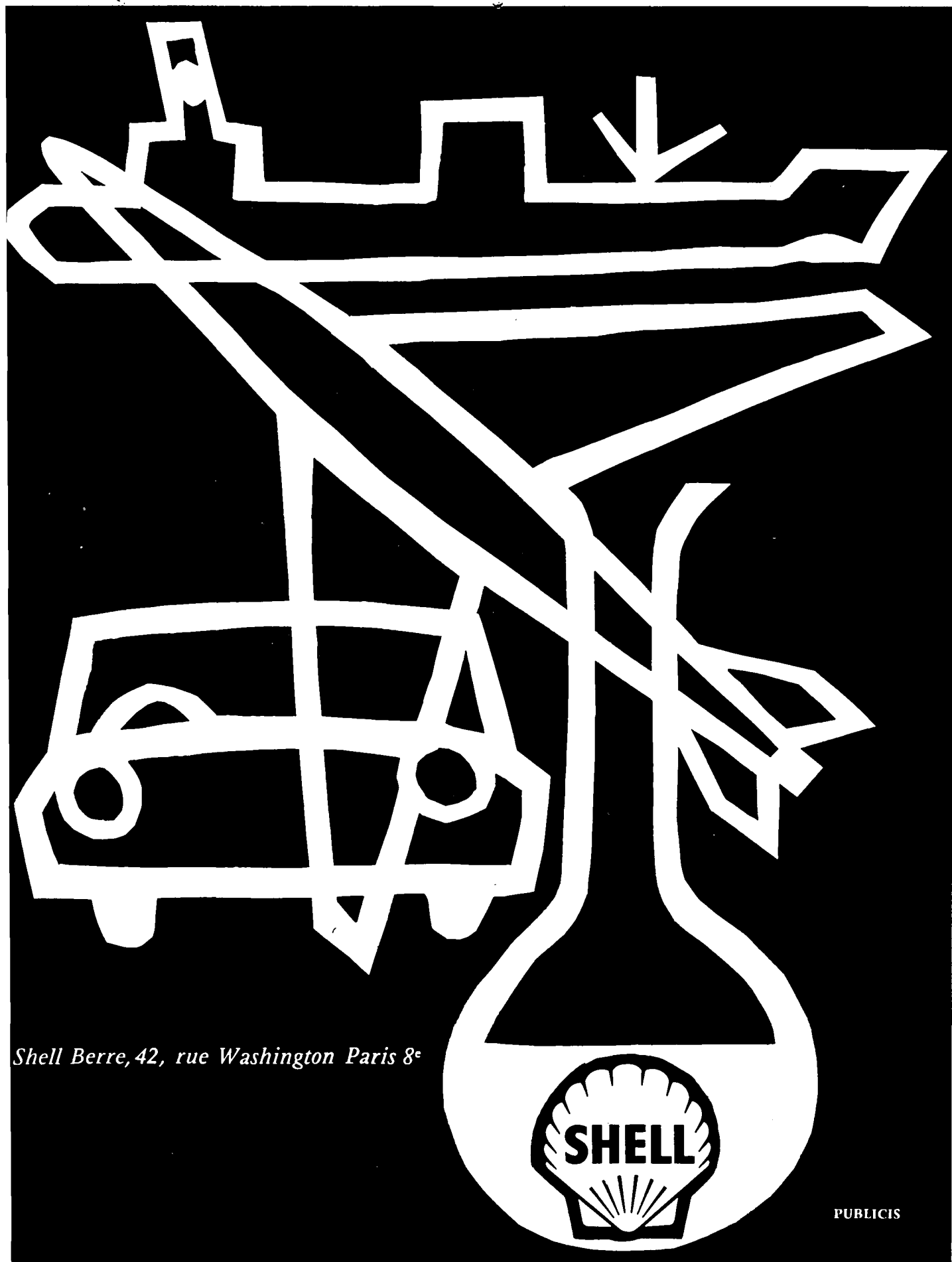
électro-métallurgie

aciers spéciaux
aciers inoxydables
ferro-alliages
aluminium

**SOCIÉTÉ
D'ÉLECTRO-CHIMIE
D'ÉLECTRO-MÉTALLURGIE
et des ACIÉRIES
ÉLECTRIQUES D'UGINE**



10, RUE DU GÉNÉRAL-FOY - PARIS 8°



Shell Berre, 42, rue Washington Paris 8^e

PUBLICIS

PECHINEY, grâce à l'ampleur de ses moyens techniques et industriels, ne cesse de multiplier les produits indispensables aux industries de transformation les plus diverses.

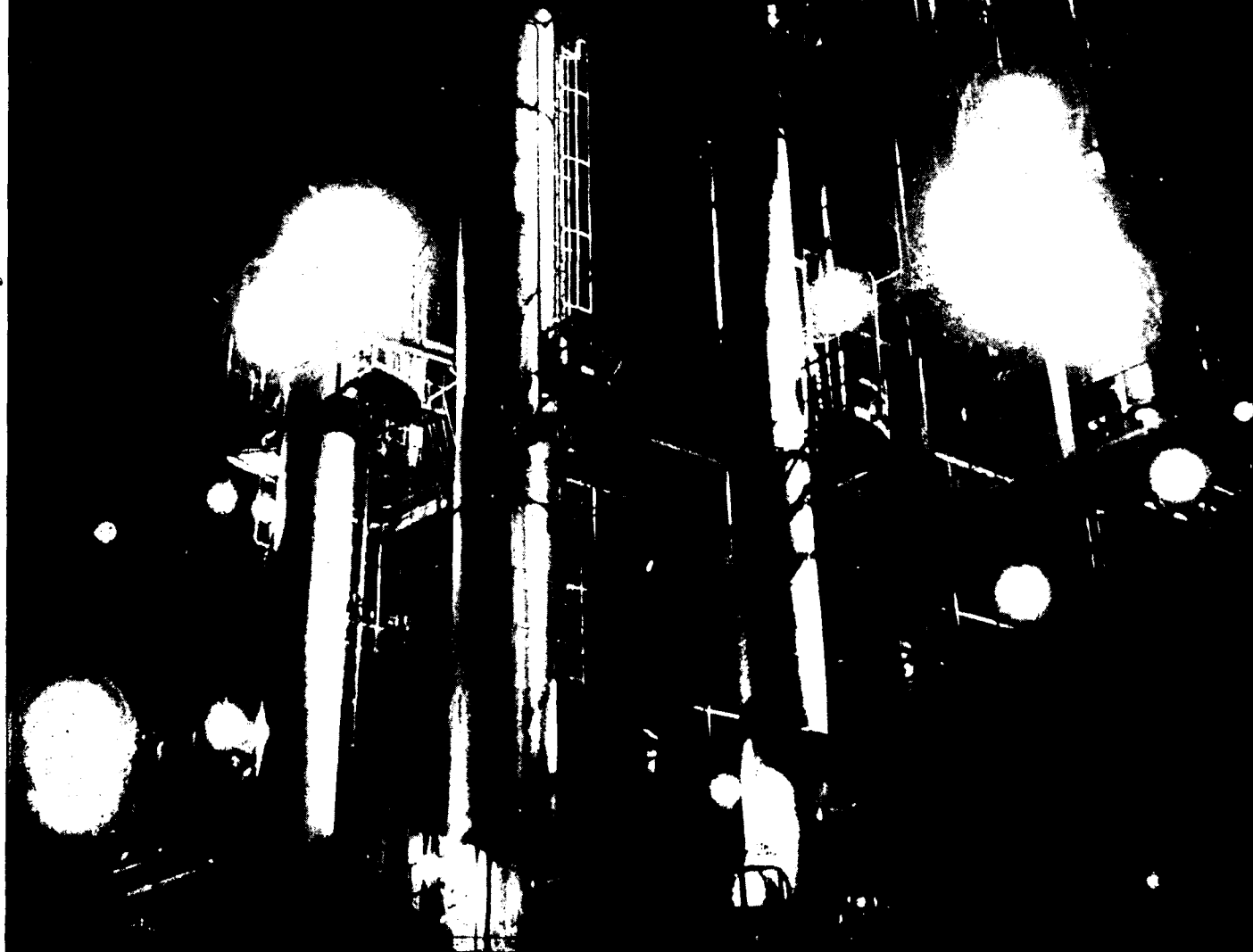
Il n'est guère aujourd'hui de secteurs industriels qui n'utilisent une ou plusieurs de ses fabrications, qu'il s'agisse des alliages légers, des matières plastiques ou des produits chimiques.

Aluminium et Alliages d'Aluminium - Ferro-
Alliages d'addition et de désoxydation - Cupro-
Alliages - Métaux Spéciaux - Produits Réfractaires
- Graphite Pur en particulier pour réacteurs
nucléaires - Matières Plastiques - Produits Dérivés
du Chlore - Produits Sodiques, Ammoniacaux,
Sulfureux, Alumineux, Fluorés, Cupriques -
Chlorates et Perchlorates.

PECHINEY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 403.147.250 NF

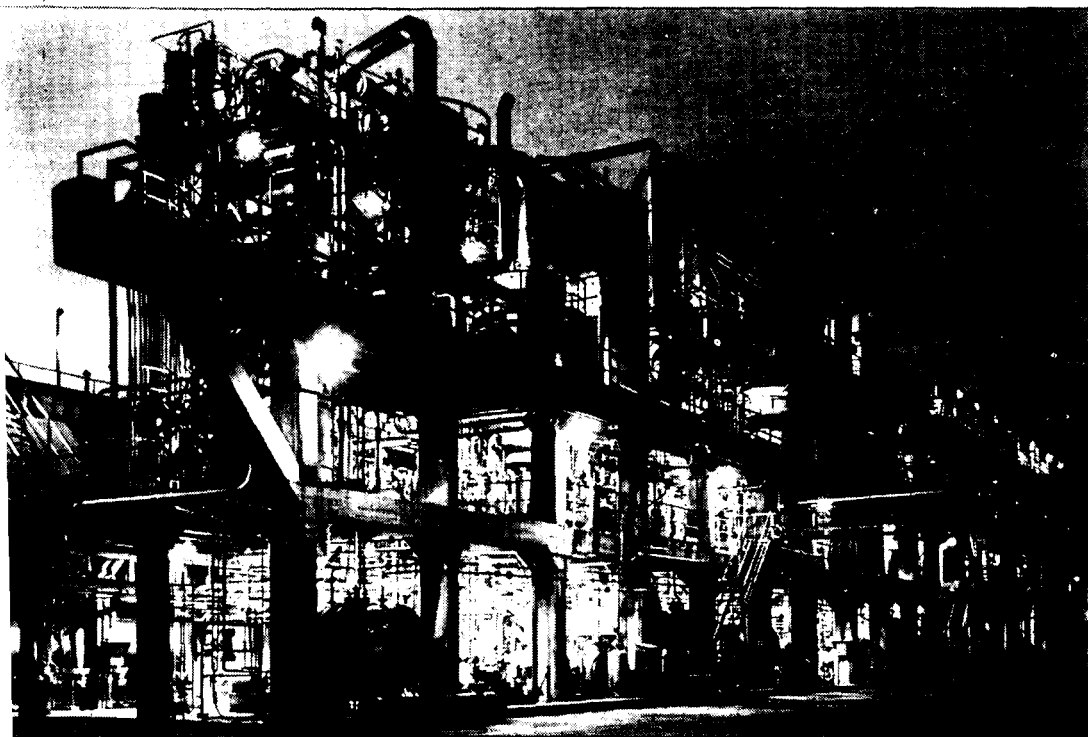
23, RUE BALZAC - PARIS 8^e - CAR. 54-72



**Produits chimiques
organiques de synthèse**

Produits minéraux purs

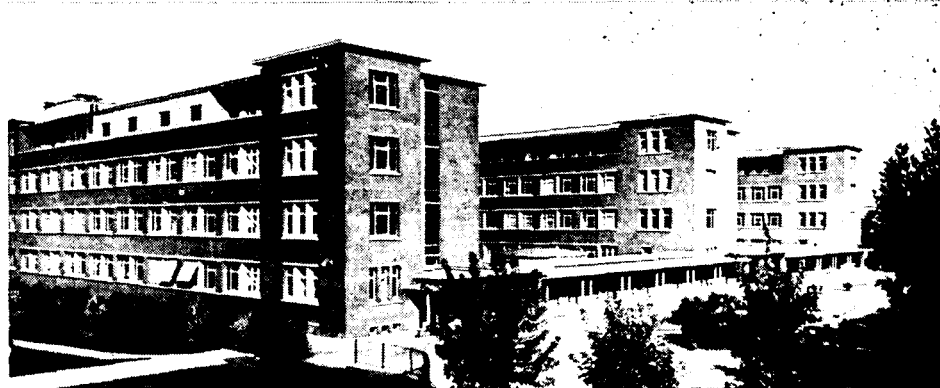
Matières plastiques



usine de ROUSSILLON - Vue générale de l'Estacade du Phénol

RHÔNE-POULENC

Centre de Recherches "NICOLAS GRILLET" (VITRY-sur-SEINE)



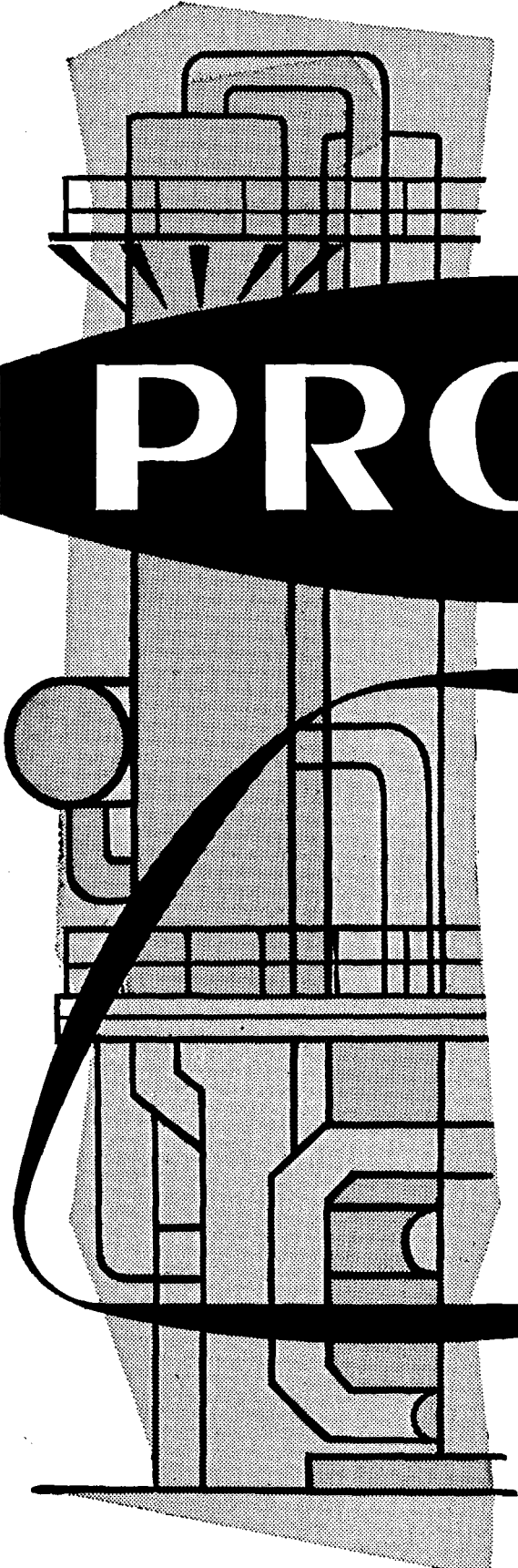
Société RHÔNE-POULENC, dont les origines remontent au début du 19^e siècle, fabrique environ 3.000 produits chimiques : produits chimiques industriels, produits minéraux fins, produits pharmaceutiques, matières plastiques,

... avec ses deux filiales : SPECIA (spécialités pharmaceutiques) et PROLABO (produits purs, appareils de laboratoire), elle dispose de 11 usines, d'une surface totale de 500 hectares, emploie 15.000 personnes.

Elle a de nombreuses Sociétés parentes ou affiliées, en France et à l'étranger.

Ses Services de Recherches sont particulièrement importants, répartis en des centres spécialisés (chimie organique pure et des hauts polymères, chimie pharmaceutique, matières plastiques, etc...) dans lesquels travaillent environ 1.500 personnes.

21 RUE JEAN GOUJON - PARIS 8^e - TÉLÉPHONE : BALZAC 22-94

A stylized, high-contrast graphic of an industrial facility, possibly a refinery or chemical plant, rendered in a halftone or stippled style. It features various pipes, tanks, and structural elements. A large, thick, black, curved line, resembling a stylized 'S' or a ribbon, sweeps across the middle of the page, partially obscuring the background graphic and the text below.

PROGIL

**Produits
chimiques
industriels**

77-79, RUE DE MIROMESNIL, PARIS 8°, LAB. 91-60

Revue du
MARCHÉ
COMMUN

3, RUE SOUFFLOT, PARIS-V* — Tél. : ODEon 23-42

SOMMAIRE

Le présent numéro est consacré aux industries chimiques des pays de la C.E.E. Ses dirigeants ont exposé très librement leurs points de vue qui parfois diffèrent grandement comme le lecteur pourra en juger. Cette diversité même fait, semble-t-il, l'intérêt principal de cette confrontation.

A titre de comparaison il a été ajouté une analyse de l'industrie chimique russe, qui montre sa difficulté d'accès, et un très bref aperçu de l'industrie chimique américaine. Il eût été du plus vif intérêt de présenter aussi une étude de l'importante industrie chimique britannique mais ses dirigeants ont décliné l'offre qui leur en était faite, faute de temps.

L'industrie chimique française, par Pierre GODARD, Vice-Président délégué de l'Union des Industries Chimiques	89
La renaissance de l'industrie chimique allemande, par E. SALA, Verband der Chemischen Industrie	97
L'industrie chimique belge dans le Marché Commun, par A. GUILMOT, Directeur Général de la Fédération des Industries Chimiques de Belgique	104
L'industrie chimique italienne, par le Docteur Dino COCCO, délégué de l'Associazione Nazionale dell' Industria Chimica	108
L'évolution de l'industrie chimique aux Pays-Bas à partir de 1945, par C. A. van HAEFTEN	112
Les échanges de produits chimiques dans la C.E.E., par Jean DESANTI, Directeur du Service Douanes et Commerce Extérieur de l'Union des Industries Chimiques	114
L'industrie chimique de l'U.R.S.S., par Jean ECHARD	118
Aperçu sur l'industrie chimique aux Etats-Unis, par G. E. H.	125
La vie du Marché Commun et des autres institutions européennes	126
I. — La Communauté Economique Européenne. II. — La C.E.E. et les Pays Tiers.	

*Les études publiées dans la Revue n'engagent
que les auteurs, non les organismes, les services
ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

Voir en quatrième page les conditions d'abonnement →

Zusammenfassung der wichtigsten in der vorliegenden Nummer behandelten Fragen

Die vorliegende Nummer ist der **chemischen Industrie in den Ländern der E.W.G.** gewidmet. Die führenden Persönlichkeiten dieser Industrie legen in sehr offener Weise ihre Standpunkte dar, die, wie der Leser feststellen kann, oft sehr weit auseinandergehen. Aber gerade in dieser Unterschiedlichkeit der Auffassungen liegt, wie es scheint, das besondere Interesse dieser Gegenüberstellung.

Die chemische Industrie Frankreichs, von Pierre GODARD, delegierter Vizepräsident der Union der chemischen Industrien ... Seite 89

Nach einem Überblick über die chemische Industrie Frankreichs und ihre hauptsächlichliche Produktion an Rohstoffen und Fertigfabrikaten weist der Verfasser auf die Hauptprobleme dieser Industrien hin. Er kommt zu der Schlussfolgerung, dass die chemische Industrie Frankreichs in der Lage ist, ohne Beunruhigung der progressiven Durchführung des Vertrages von Rom entgegen zu sehen.

Die Wiedergeburt der deutschen chemischen Industrie, von E. SALA Seite 97

Wie die deutsche Industrie ihre Vorkriegsstellung wieder hergestellt und verbessert hat. Die hauptsächlichlichen Strömungen des Wirtschaftsaustausches. Stellung zum Gemeinsamen Markt und der Freihandelszone.

Die belgische chemische Industrie im Gemeinsamen Markt, von A. GUILMOT, Generaldirektor der Federation der chemischen Industrien Belgiens Seite 104

Schwächen und Stärken der chemischen Industrie Belgiens. Veränderungen, die die Schaffung des Gemeinsamen Marktes für sie nach sich ziehen.

Die chemische Industrie Italiens, von Dr. Dino COCCO, Delegierter der « Associazione Nazionale dell'Industria Chimica » Seite 108

Durch die wirtschaftlichen Notwendigkeiten als Folge des ersten Weltkrieges hatte die chemische Industrie Italiens bis zum Ausbruch des zweiten Weltkrieges einen Stand erreicht, der sich dem der grossen ausländischen Erzeuger annäherte. Im Verlaufe der letzten 15 Jahre hat sie an praktischen Verwirklichungen und in der Forschungsarbeit einen spektakulären Dynamismus gezeigt.

Die Entwicklung der niederländischen chemischen Industrie nach 1945, von C. A. van HAEFTEN Seite 112

Die durch die Schliessung der Grenzen zwischen 1914 und 1918 entstandene Notwendigkeit, diese Lücke auszufüllen, förderte eine Expansion der chemischen Industrien der Niederlande, die sich nach dem zweiten Weltkriege in verstärktem Masse fortsetzte. Die Durchführung des Gemeinsamen Marktes bietet ihr neue Chancen.

Aussenhandel der E.W.G. in chemischen Produkten, von Jean DESANTI, Direktor der Abteilung für Zoll- und Aussenhandelsfragen der Union der chemischen Industrien .. Seite 114

An Hand von absolut vergleichbaren Ziffern zeigt der Verfasser, dass die chemische Industrie ein aktiver Faktor des Wirtschaftslebens der E.W.G. ist und weitgehend zu einer ausgeglichenen Zahlungsbilanz beiträgt.

Die chemische Industrie der Sowjet-Union, von Jean ECHARD Seite 118

Die grundlegende Verschiedenheit der russischen und der westlichen Wirtschaftssysteme sowie die Schwierigkeit, vollständige Unterlagen zu erhalten, erschweren einen Vergleich zwischen der chemischen Industrie der Sowjet-Union und der der Länder des Westens. Der Verfasser bemüht sich jedoch, ein Maximum an Genauigkeit zu geben.

Überblick über die chemische Industrie der Vereinigten Staaten, von G.E.H. .. Seite 125

Die Aktivität des Gemeinsamen Marktes und der anderen europäischen Institutionen Seite 126

Für die in dieser Revue veröffentlichten Studien sind nur deren Verfasser, nicht jedoch die Organisationen, Dienste oder Unternehmungen, denen sie angehören, verantwortlich.

Summary of the main questions dealt with in the present number

This number is devoted to the **Chemical Industries of the E.E.C. countries**. The leaders of these industries have expressed themselves freely and readers will be able to perceive that their points of view are often widely separated. It is this very diversity of opinion which seems to suggest the interest of this symposium.

For comparison we have added an analysis of the Russian chemical industry, which underlines the difficulties of access, and a note on the American chemical industry. We should have liked to include a study of the British chemical industries but its leaders were forced to refuse our offer owing to lack of time.

The French Chemical Industry, by Pierre GODARD, Vice-President delegate of the Union of Chemical Industries page 89

After having defined the French chemical industries and shown their main products, both in raw materials and in finished products, the author underlines the main pre-occupations of these industries and concludes that the French chemical industry can well face without apprehension the progressive application of the Rome Treaty.

The re-birth of the German Chemical Industry, by E. SALA page 97

How the German industry has re-established and overtaken its pre-war achievements. The main trade areas. Relation to the Common Market and the Free Trade zone.

The Belgian Chemical Industry in the Common Market, by A. GUILMOT, Director General of the Federation of Belgian Chemical Industries page 104

What is the principal strength and weakness of the Belgian Chemical Industry. What changes will be wrought by the Common Market.

The Italian Chemical Industry, by Doctor Dino COCCO, Delegate of the Associazione Nazionale dell'Industria Chimica page 108

The Italian Chemical industry stimulated by the economic urges which followed on the First World War, had already come within measure, before the Second World War, of the major foreign producers. During the last fifteen years it has shown spectacular dynamism both in research and in production.

The development of the Chemical Industry in Holland since 1945, by C. A. van HAEFTEN page 112

The Dutch chemical industry received its first impulse during the 1914-1918 war when its frontiers were closed. After the second World War its expansion accelerated. The Common Market opens up new vistas to this industry.

E.E.C.'s foreign trade in chemical products, by Jean DESANTI, Director of the Customs and Foreign Trade Department of Chemical Industries Union page 114

Using figures that are strictly comparable the author shows that the chemical industries participate very actively in E.E.C.'s trade, and contribute largely to its commercial balance.

The Chemical Industry of the U.S.S.R., by Jean ECHARD page 118

The essential differences which differentiate the Russian economy from that of the West, and the difficulty in obtaining complete information make it difficult to compare the chemical industry of the U.S.S.R. with those of the West. The author however tries to supply a maximum of facts and comparisons.

A note on the Chemical Industry of the United States, by G.E.H. page 118

The Common Market and the European Industries day by day page 126

Responsibility for the studies published in this Review belong to the authors alone; the organisations, services or undertakings to which they may belong are in no way involved.

COMITÉ DE PATRONAGE

FRANCE

- M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;
 M. Gaston BERGER, Directeur général de l'Enseignement Supérieur, Membre de l'Institut ;
 M. René BLONDELLE, Président de l'Assemblée des Chambres d'Agriculture ;
 M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens ;
 M. Joseph COUREAU, Président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles ;
 M. Joseph HAMEL, Doyen de la Faculté de Droit de Paris, Membre de l'Institut ;
 M. Etienne HIRSCH, Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;
 M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;
 M. Jean MARCOU, Président de la Chambre de Commerce de Paris et de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et de l'Union Française ;
 M. Pierre MASSÉ, Commissaire Général au Plan de Modernisation et d'Équipement ;
 M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;
 M. Jacques RUEFF, Membre de l'Institut ;
 M. Jean SARRAILH, Recteur de l'Université de Paris, Membre de l'Institut ;
 M. Georges VILLIERS, Président du Conseil National du Patronat Français.

BELGIQUE

- M. Léon BEKAERT, Président de la Fédération des Industries belges ;
 M. Emile BERNHEIM, Président de l'Association des Grandes Entreprises de Distribution ;
 M. le Baron BOEL, Président de la Ligue Européenne de Coopération Economique ;
 M. Louis CAMU, Président de l'Association belge des Banques ;
 M. Auguste COOL, Président de la Confédération des Syndicats Chrétiens ;
 M. Fernand DEHOUSSE, Président du Groupe de travail pour l'élection au Suffrage universel direct de l'Assemblée Parlementaire Européenne ;
 M. Maurice FRÈRE, Gouverneur honoraire de la Banque Nationale ;
 M. Henri JANNE, Pro-Recteur de l'Université Libre de Bruxelles ;
 M. Félix LEBLANC, Président du Conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles ;
 M. Louis MAJOR, Secrétaire général de la Fédération Générale du Travail de Belgique.
 M. Maurice MASOIN, Président du Groupement Professionnel de l'Industrie Nucléaire ;
 M. Georges MULLIE, Président du Boerenbond ;
 M. Raymond NOSSENT, Directeur général de « Fébeltex », Fédération de l'Industrie textile belge ;
 M. Georges THONE, Président de l'Association « Le Grand Liège » ;
 M. Pierre VAN DER REST, Président du Groupement des Hauts Fourneaux et Aciéries belges ;
 M. Paul VAN ZEELAND, Ministre d'État ;
 M. André VLÉRICK, Directeur du Séminaire pour l'étude et la recherche de la Productivité à l'Université de Gand.

COMITÉ DE RÉDACTION

FRANCE

- | | |
|----------------------|-------------------|
| Georges BREART | Jean LECERF |
| Jean DENIAU | Michel LE GOC |
| Pierre DROUIN | Patrice LEROY-JAY |
| Edmond EPSTEIN | Jacques MAYOUX |
| Pierre ESTEVA | Jean MILLE |
| Jean FRANÇOIS-PONCET | Paul REUTER |
| Renaud de la GENIERE | Jacques TESSIER |
| Bertrand HOMMEY | Jacques VIGNES |
| Jacques LASSIER | Armand WALLON. |

BELGIQUE

- | | |
|----------------------|----------------------|
| Roger ALLOO | Alexandre LAMFALUSSY |
| Mlle H. M. CLAESSENS | Raymond LARCIER |
| Maurice De BECKER | Raymond RIFFLET |
| Marcel De LEENER | Lucien SERMON |
| Jean DURIEUX | Jacques TREMPONT |
| Paul HATRY | Jean WALBROECK |
| Claude JOSZ | |

La revue paraît mensuellement

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉS

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, PARIS-5^e. Tél. ODEon 23-42

Abonnement annuel

France 42 NF

Etranger 46 NF

C.C.P. Paris 7336-79

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FRANÇAISE

par Pierre GODARD

Vice-Président délégué
de l'Union des Industries Chimiques

Après avoir situé les industries chimiques françaises et indiqué leurs principales productions, tant en matières premières qu'en produits finis, l'auteur insiste sur les préoccupations essentielles de ces industries et conclut que la chimie française est en mesure d'envisager sans appréhension l'application progressive du Traité de Rome.

LORSQU'ON veut évoquer les industries chimiques, un préalable s'impose : définir le domaine dont on entend traiter. En effet, si l'on devait englober dans les industries chimiques toutes les branches dans lesquelles s'effectuent des transformations chimiques, on arriverait à la limite à annexer un secteur extrêmement vaste de l'économie, y compris par exemple la sidérurgie et le traitement des métaux.

Chaque pays a sa propre définition des industries chimiques et, en ce qui concerne la France, on a l'habitude de se référer aux chapitres 35 et 36 de la nomenclature des activités établie par l'Institut National de la Statistique et des Enquêtes Economiques ; cette définition couvre la grande industrie chimique minérale, l'électrochimie, les industries de la synthèse organique et un grand nombre de produits finis auxquels elles aboutis-

sent : engrais, explosifs, produits pharmaceutiques, abrasifs, charbons actifs, lessives, détergents, produits d'entretien, peintures et vernis, encres, colorants, produits œnologiques, insecticides, anticryptogamiques et désinfectants, produits photographiques, huiles essentielles et parfumerie, colles et gélatines, produits tannants, matières plastiques, caoutchouc synthétique.

Cette définition écarte par contre les produits finis pour lesquels les opérations de transformation chimique sont en quelque sorte secondaires : verre, caoutchouc (1), papier, corps gras.

Cette précision étant apportée, nous voudrions avant de décrire les grandes branches de notre profession et ses principales préoccupations, situer rapidement les industries chimiques françaises dans le cadre de notre économie, puis par rapport à nos concurrents étrangers.

SITUER LES INDUSTRIES CHIMIQUES

Situer une industrie dans l'économie à laquelle elle appartient n'est pas chose aisée ; en effet, son importance, son influence, son rayonnement sont fonction, à côté de données aisément chiffrables (main-d'œuvre, salaires, chiffres d'affaires, exportations) d'éléments plus qualitatifs difficiles à cerner, et plus encore à évaluer et à pondérer, comme par exemple la concentration financière, la concentration géographique, etc...

Sans nous livrer ici à une telle étude, qui nous

ferait sortir du cadre de cet article, nous croyons cependant pouvoir prétendre que nos industries chimiques ont constitué, au sein d'une économie française en expansion, un élément particulièrement important et dynamique.

Un élément important : par leur chiffre d'affaires (près de 17 milliards de NF en 1960), elles se

(1) A l'exception, bien entendu, de la fabrication du caoutchouc synthétique.

placent en effet au quatrième rang de nos industries, derrière la mécanique, l'automobile et l'industrie textile, avant la construction électrique et la sidérurgie ;

Un élément dynamique : l'accroissement global de la production chimique au cours de l'année 1960 peut être évalué à 20 % et l'accroissement de nos exportations à 30 %, alors qu'au cours de la même année la production industrielle française a augmenté de 8 % et les exportations de 25 %.

Pour l'avenir, les prévisions faites dans le cadre du Plan permettent d'envisager le maintien de cette situation puisque c'est des industries chimiques qu'est attendue la progression la plus rapide dans les quatre années à venir, si l'on excepte les secteurs fournisseurs d'énergie (électricité, pétrole et gaz naturel).

Ce dynamisme n'est toutefois pas exceptionnel dans le domaine des industries chimiques et nos principaux concurrents ayant, depuis la guerre, connu une progression sensiblement égale à la nôtre, nous n'avons fait que maintenir notre place parmi les grandes puissances chimiques mondiales que nous avons à affronter dans la compétition internationale et que nous trouvons dans chacune des grandes aires économiques entre lesquelles l'univers se trouve réparti.

Dans le Marché Commun, notre principal concurrent est l'Allemagne qui représente 51,5 % de la production chimique de la C.E.E., contre 26,5 % pour la France (soit respectivement 7 % et 4,5 % de la production chimique mondiale dans laquelle la C.E.E., prise comme un tout, représente 16,5 %).

Si nous quittons l'aire de la C.E.E. pour passer à l'aire économique de la Grande-Europe, nous trouvons un concurrent d'envergure comparable au concurrent allemand : l'industrie chimique bri-

tannique qui concourt également à la production mondiale pour environ 7 %.

Mais le concurrent le plus redoutable par ses capacités de production, ses possibilités financières et la haute productivité qui en résulte (1), nous le trouvons en pénétrant dans la nouvelle aire économique que représente l'O.C.D.E., l'aire atlantique : les Etats-Unis occupent en effet sur le plan de la chimie une position dominante puisqu'ils fournissent 38 % de la production mondiale (40 % si on y ajoute la production canadienne). La puissance de l'industrie chimique américaine est avec la nôtre dans le rapport de 9 à 1. On mesure aisément les dangers d'une telle disproportion.

Si l'on passe ensuite dans l'aire du G.A.T.T., nous nous heurtons alors au Japon dont l'industrialisation marche à pas de géant. On peut considérer que l'industrie japonaise a, d'ores et déjà, rejoint, sinon dépassé, la nôtre, nous disputant cette cinquième position que nous revendiquons derrière les Etats-Unis, l'U.R.S.S., l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans le classement mondial.

L'U.R.S.S., dont nous n'avons pas encore parlé, nous la trouvons à la tête du bloc des pays de l'Est. Nous connaissons assez mal encore son potentiel de production car ses produits n'ont guère fait l'objet d'un commerce d'exportation suivi vers le monde libre. On évalue donc assez grossièrement sa production et celle de ses satellites à 25 % de la production chimique mondiale.

Si la place de cinquième producteur mondial nous est actuellement disputée par les Japonais, nous pouvons incontestablement revendiquer la quatrième place parmi les pays exportateurs de produits chimiques, nos exportations représentant 6 % du commerce mondial contre, respectivement, 25 % pour les Etats-Unis, 15 % pour l'Allemagne de l'Ouest, 12 % pour la Grande-Bretagne.

LOCALISATION ET STRUCTURE DE NOS INDUSTRIES

L'industrie chimique française s'est développée essentiellement sur les bassins houilliers : celui de Lorraine autour de Carling, celui du Nord et du Pas-de-Calais autour de Mazingarbe et Drocourt ; près des sources d'énergie hydroélectrique des Alpes et des Pyrénées ; près des ports où arrivent les produits pétroliers, les pyrites espagnoles, les phosphates d'Afrique du Nord (Le Havre et Rouen, Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille) ; près des sources de matières premières nationales (soudières de Dombasle et Varangéville sur les gisements de

sels et de calcaire de l'Est ; industries dérivées de la carbonisation du bois dans le Nivernais ; industries des huiles essentielles et des parfums dans la région de Grasse ; enfin développement récent d'un complexe chimique dans le Sud-Ouest grâce à la découverte du gaz de Lacq) ; l'abondance de la main d'œuvre et la présence des industries clientes ont également provoqué le développement

(1) Le chiffre d'affaires par personne employée a été, en 1959, de près de 150.000 NF aux Etats-Unis, contre moins de 60.000 NF pour les pays européens.

des industries chimiques autour des grandes agglomérations : dans les départements de la Seine et du Rhône sont concentrées les fabriques de colorants, de peintures et vernis, de produits pharmaceutiques, de surfaces sensibles, de produits abrasifs, etc.

La localisation de nos entreprises étant ainsi précisée, nous décrirons rapidement leurs fabrications en distinguant les produits de base minéraux et organiques, puis les produits finis dont nous ne citerons que les principaux car plusieurs volumes seraient nécessaires si nous voulions en dresser l'inventaire complet.

Industrie minérale :

Si, considérée dans son ensemble, l'industrie chimique connaît une expansion rapide et continue, toutes ses branches ne participent pas de la même façon au développement de la profession ; dans l'industrie minérale en particulier, il est des secteurs où la production plafonne et est même appelée à décroître en raison soit d'une évolution des besoins, soit d'une évolution des techniques qui permet d'obtenir différemment et à moindre coût les mêmes produits.

— *Acide sulfurique* : cette industrie était restée stationnaire pendant les dix années ayant précédé la guerre du fait de la diminution des besoins pour la solubilisation des phosphates ; elle a ensuite été très lourdement touchée par la guerre puisque sa capacité de production a été plus qu'à moitié démantelée : de ce fait la production était tombée en 1944 à 150.000 tonnes. Un effort considérable a donc été nécessaire, d'abord pour rétablir la situation antérieure, résultat obtenu dès 1949, puis pour adapter les moyens de production aux nouveaux besoins du pays. Depuis 1949, capacités, production et consommation n'ont cessé de se développer et cela à une cadence moyenne de 5,5 % par an.

La consommation pour les engrais a repris son développement ; toutefois, dans l'ensemble de la consommation totale, qui dépasse maintenant 2 millions de tonnes, les engrais n'interviennent plus que pour 50 % contre 71 % en 1938 ; cette diminution, toute relative, résulte du développement plus rapide d'autres consommations telles celles des textiles artificiels, de la sidérurgie, de l'oxyde de titane ou de l'acide phosphorique.

La vigoureuse croissance de l'industrie de l'acide sulfurique doit se poursuivre : il est prévu d'accroître, dans les quelques années qui viennent, ses

possibilités d'au moins 50 % et de les porter ainsi au niveau de celles de nos partenaires de la Communauté Economique Européenne ; cet accroissement sera accompagné de la diminution progressive des installations de « chambre », auxquelles se substituent des appareils de « contact ».

L'aisance d'approvisionnement retrouvée, tant à la suite des efforts des producteurs de pyrites français ou étrangers que du fait du soufre de Lacq, accompagnera l'essor prévu.

— *Soudières* : les soudières préparent, à partir de produits pondéreux mais bon marché (calcaires et sel), le carbonate de soude et la soude caustique de caustification. Elles ont fourni en 1960, 850.000 tonnes de carbonate de soude et 265.000 tonnes de soude caustique, contre respectivement 780.000 tonnes et 180.000 tonnes en 1959. Ces produits utilisés par les industries du verre, du savon, du textile, du papier, font en outre l'objet d'une importante exportation. On envisage dans les années à venir une réduction de la production de soude de caustification par suite du développement rapide de la production de soude électrolytique.

— *Electrochimie* : l'électrochimie est le secteur le plus dynamique de l'industrie minérale. Les dérivés du chlore prennent en effet de plus en plus d'importance dans la vie moderne ; aussi, la production de chlore, qui était de 275.000 tonnes en 1959, est-elle passée à 330.000 tonnes en 1960, soit une progression de 20 %. Des progrès substantiels ayant déjà été obtenus au cours des précédentes années, la production a doublé en cinq ans. Cet essor est dû notamment au développement des besoins en solvants chlorés, matières plastiques (chlorure de polyvinyle), chlorures décolorants (par exemple le chlorite de sodium utilisé pour le blanchiment du nylon), insecticides (comme le chloral anhydre qui entre dans la préparation du D.D.T.), dérivés chlorés aromatiques (chlorobenzène).

L'électrolyse du chlorure de sodium ou de potassium à laquelle il est procédé pour obtenir le chlore fournit de façon concomitante soit de la soude, soit de la potasse, dont la production évolue donc parallèlement à celle du chlore. C'est ainsi que la production de lessive de soude est passée de 243 à 283.000 tonnes (en 100 % de NaOH) de 1959 à 1960 et cette progression se poursuivra dans les années à venir.

— *L'électrothermie* englobe essentiellement la

fabrication du carbure de calcium et celle du phosphore.

Le carbure de calcium, dont nous avons produit 450.000 tonnes en 1960, a pour débouchés principaux la soudure oxy-acétylénique et, de plus en plus, les dérivés de l'acétylène (nous retrouvons ici les solvants chlorés et le chlorure de polyvinyle cités parmi les débouchés du chlore).

Quand on évoque l'industrie du phosphore, on pense d'abord aux fabrications pyrotechniques et à la pâte pour grattoir des allumettes de sûreté. En fait, le phosphore, l'acide phosphorique et leurs dérivés connaissent des débouchés multiples dans tous les secteurs industriels : on les utilise aussi bien dans l'industrie pharmaceutique (réactif dans la fabrication de la pénicilline) que dans les sucreries (raffinage du sucre) ou en métallurgie (pour le découpage de tôles et le polissage de certaines pièces), mais l'expansion de ce secteur est due surtout à la production de détergents synthétiques à base de phosphates alcalins ; la production d'acide phosphorique a atteint 70.000 tonnes en 1960.

— *Industrie de l'azote* : L'industrie de l'azote est basée sur la synthèse industrielle de l'ammoniac, qui a été mise au point en France après 1918 par divers savants parmi lesquels Georges Claude. L'hydrogène nécessaire provient actuellement pour plus de la moitié des gaz de four à coke et, pour près de 40 %, du cracking des hydrocarbures (gaz de pétrole ou gaz naturel), le procédé à partir du gaz à l'eau, qui exige une grosse consommation de coke, tendant à disparaître.

La production française d'ammoniac, qui dépasse 720.000 tonnes, a progressé de plus de 60 % au cours des cinq dernières années. Cette progression s'explique par l'accroissement des besoins de l'agriculture en engrais azotés, simples ou composés. L'agriculture demeure en effet le principal client de cette branche, bien que les débouchés industriels aillent croissants, notamment pour la fabrication des matières plastiques aminoplastes et des textiles artificiels.

Industrie organique :

C'est dans le domaine de l'industrie organique que les progrès les plus importants ont été réalisés : d'une part les travaux accomplis dans les centres de recherches ont permis la mise au point d'un grand nombre de produits nouveaux, d'autre part, de nouvelles ressources énergétiques et de nouvelles sources de matières premières dues au prodigieux développement de la chimie du pétrole ont étendu la gamme des productions déjà existantes, telles

que celles des engrais, des insecticides, des détergents, des colorants, des produits pharmaceutiques et des matières plastiques.

La production de la branche organique considérée isolément a plus que quadruplé au cours des 8 dernières années.

Nous passerons ci-dessous en revue les principaux produits-clés de cette branche :

L'acétylène est la matière première de dérivés très importants : acétaldéhyde, chlorure de polyvinyle, produits acryliques tels que la fibre crylor et l'altuglas.

L'acétylène était jusqu'ici préparé exclusivement par décomposition du carbure de calcium. Mais au cours du second semestre de 1959, un premier atelier de production d'acétylène par craquage du méthane des gaz de cokerie a été mis en route en France et tout récemment une nouvelle unité a démarré dans le Sud-Ouest à partir du gaz de Lacq.

L'éthylène, il y a peu d'années encore, était obtenu soit par extraction des gaz de four à coke, soit par déshydratation de l'alcool. Ce deuxième procédé fort coûteux a été abandonné et actuellement la production de l'éthylène est assurée soit, comme antérieurement, à partir de gaz de four à coke, soit par craquage des produits pétroliers.

La production d'éthylène, qui a doublé au cours de l'année dernière passant de 40 à 80.000 tonnes, sert en particulier à la fabrication de l'oxyde d'éthylène. La France qui a mis au point un procédé d'oxydation directe de l'éthylène a réalisé la première usine européenne de production d'oxyde d'éthylène, qui est le point de départ d'une gamme très variée de fabrications parmi lesquelles on peut citer les glycols (utilisés pour la préparation des explosifs et du « tergal » et tels quels comme anti-gels pour les automobilistes), les éthers et esters de glycols employés principalement comme solvants, les polyglycols (utilisés en pharmacie, dans l'industrie des textiles artificiels et comme solvants des vernis celluloseux) et les éthanolamines qui entrent dans la fabrication des cosmétiques, des émulsifiants et adoucissants pour rayonne et qui servent pour l'épuration des gaz (et notamment du gaz de Lacq).

Outre l'oxyde d'éthylène et ses dérivés, deux matières plastiques de choix sont préparées au départ de l'éthylène. Ce sont : le polyéthylène, polymère de l'éthylène, et le polystyrène, polymère du styrène dans la synthèse duquel intervient l'éthylène.

Contrairement à l'éthylène, le *propylène* est une

matière d'origine uniquement pétrolière : il est extrait des gaz de reforming thermique ou de craquage catalytique. Les ressources abondantes de propylène ont permis la création de l'industrie de l'alcool isopropylique et de nombreux solvants, dont l'acétone, la méthylisobutylcétone et le méthylisobutylcarbinol. L'acétone est également obtenue par l'intermédiaire du cumène, dont l'oxydation permet la synthèse simultanée de l'acétone et du phénol.

Ce dernier produit est à la base de la fabrication du nylon et des résines phénoplastes. Il entre dans la préparation des produits pharmaceutiques, des matières colorantes, des plastifiants, des tanins synthétiques, etc. C'est en France qu'a été installée la première usine européenne de fabrication de phénol à partir de cumène, et une seconde fonctionne aujourd'hui selon le même procédé, ce qui porte la production annuelle à 53.000 tonnes de phénol de synthèse et presque autant d'acétone.

De plus, la première usine de production de glycérine de synthèse, au départ de dérivés chlorés du propylène, a été mise en route au cours de l'été 1960.

Nous terminerons ce rapide exposé sur les dérivés du propylène en signalant les riches possibilités offertes par la polymérisation de cette oléfine qui est à la base d'alcools Oxo et de détergents intéressants.

Les deux butylènes permettent les fabrications d'alcool butylique, de butanol secondaire, base de nombreux solvants très appréciés, dont la méthyléthylcétone.

L'isobutylène, matière première du caoutchouc butyl, est fabriqué en France depuis deux ans.

Le butadiène donne, par copolymérisation avec le nitrile acrylique, un caoutchouc synthétique, dit caoutchouc nitrile, dont une unité de production fonctionne en France depuis 1960. Par copolymérisation avec le styrène, il donne le caoutchouc synthétique SBR dont la fabrication a démarré il y a peu de temps dans une usine d'une capacité de 50.000 tonnes.

Comme autre produit-clef de la chimie organique, nous citerons :

Le méthanol de synthèse, obtenu à partir d'un mélange d'oxyde de carbone et d'hydrogène, qui a permis la fabrication de la formaldéhyde et le développement des matières plastiques qui en dérivent : phénoplastes et aminoplastes.

La production de méthanol, qui a atteint 70.000 tonnes en 1960, est appelée à s'accroître considérablement par suite du développement de l'exploitation du gaz naturel.

L'industrie chimique au départ des gaz naturels est promise en France à un très brillant avenir : le gaz de Lacq contenant environ 69 % de méthane et 15 % d'hydrogène sulfuré permet, nous l'avons vu, la synthèse de très nombreux produits chimiques et plusieurs sociétés ont été constituées et poussent activement la réalisation d'un vaste complexe produisant de l'acétylène (acétaldéhyde, engrais, plastiques), de l'ammoniac (engrais azotés), du méthanol et un précieux auxiliaire de l'industrie nucléaire : l'eau lourde.

Utilisé comme source d'énergie électrique, le gaz naturel permet en outre la fabrication du chlore nécessaire, en particulier, à l'obtention du chlorure de polyvinyle, ainsi que de l'alumine et de l'aluminium.

LES PRODUITS FINIS

1. Les engrais :

La France est le quatrième producteur du monde d'engrais potassiques ; 9 millions de tonnes par an de minerai brut donnent environ 1.400.000 tonnes de potasse pure, dont près de la moitié est exportée.

La capacité de production en engrais phosphatés dépasse 1 million de tonnes de P_2O_5 , principalement en superphosphates.

La production d'engrais azotés, débouché essentiel de l'industrie de l'ammoniac de synthèse, a atteint l'an dernier 580.000 tonnes d'azote et les exportations 50 millions de nouveaux francs.

L'agriculture française absorbe chaque année plus de 2 millions de tonnes d'éléments fertilisants et il faut citer le développement de l'industrie des engrais complexes qui offrent un triple avantage : économie d'acide sulfurique ; élimination de la charge que représente, en particulier, le sulfate de calcium et obtention d'un produit où les fertilisants sont intimement mêlés à l'échelle moléculaire.

2. Les matières plastiques :

L'industrie des matières plastiques est en plein essor : polyamides, dont on fait le nylon ou le rilsan ; silicones ; polyéthylènes, dont la produc-

tion a plus que doublé en un an par suite de la mise en route de 4 usines nouvelles en 1959 et 1960 ; *polyesters* ; sans oublier le *polystyrène* et le *chlorure de polyvinyle* dont la production, plus ancienne, ne cesse également de s'accroître. De 35.000 tonnes au total en 1952 la production a dépassé 300.000 tonnes en 1960, dont 1/3 en chlorure de polyvinyle.

3. Les produits pharmaceutiques :

L'industrie française des produits pharmaceutiques, l'une des plus importantes du monde, utilise des milliers de produits et fabrique plus de 20.000 spécialités. 20 % de ses ventes, qui dépassent 2 milliards de nouveaux francs par an, vont à l'exportation.

La France, qui a été une des premières productrices du monde de pénicilline, possède d'importantes fabrications de streptomycine, dihydrostreptomycine, thyrothricine, auréomycine, tyfomycine, terramycine, spiramycine. Elle a découvert la soframycine et permis des progrès considérables dans

la fabrication des sulfamides, antihistaminiques, neuroleptiques, antithyroïdiens, vitamines et hormones.

4. Les détergents :

La fabrication des détergents de synthèse (alcools et amides gras sulfonés, alkyl-sulfates et alkyl-arylsulfonates) a dépassé 75.000 tonnes en 1960, exprimée en 100 % de concentration.

5. Les produits phytopharmaceutiques :

La liste des produits phytopharmaceutiques, devenus indispensables à l'agriculture, s'enrichit chaque année de produits nouveaux, tel le malathion.

Il nous faut mentionner encore les *colorants de synthèse*, dont la source essentielle est le goudron de houille, les *extraits tannants*, les *produits photographiques*, les *abrasifs*, les *explosifs*, les *colles* et *gélâtines*, les *huiles essentielles*, les *peintures* parmi lesquelles les glycérophthaliques qui représentent, avec 90.000 tonnes, 18 % de la production totale.

LES PREOCCUPATIONS ESSENTIELLES DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Ces préoccupations peuvent se résumer ainsi : investir, discipliner et coordonner son développement, former suffisamment de techniciens et d'ingénieurs, développer la recherche, participer à l'amélioration de la balance commerciale de la France.

INVESTIR

Industrie d'appareillage beaucoup plus que de main-d'œuvre, l'industrie chimique est une « dévoreuse » de capitaux. Beaucoup de fabrications ont lieu en continu, la plupart en milieu corrosif et les installations, même lorsqu'elles ne doivent pas être modernisées, demandent de fréquents renouvellements. D'autre part, les découvertes et les mises au point constantes de produits et procédés nouveaux imposent l'édification de coûteuses installations auxquelles le risque d'une péremption rapide interdit généralement de longs délais d'amortissement.

En moyenne, l'industrie chimique française consacre au gros entretien, au renouvellement et à l'extension de ses installations 7 % de son chiffre d'affaires, mais ce chiffre moyen est dépassé de beaucoup dans les grosses sociétés, alors que les entreprises de moindre envergure se bornent en général à l'entretien et aux modernisations strictement nécessaires.

Pour l'année 1960, les investissements peuvent être évalués à 900 millions de N.F. Ils atteindront vraisemblablement dans cinq ans le niveau annuel de 1.500 millions de N.F.

Pour une très large part ces investissements ont été financés au cours des deux dernières années par des augmentations de capital réalisées soit par incorporation de réserves, soit par émission en numéraire. Mais il est probable que, dans les années à venir, il devra être fait appel de plus en plus aux emprunts à long terme soit par l'intermédiaire du Crédit National soit par émission d'obligations, opérations qui seraient facilitées par le maintien de la stabilité monétaire dont nous jouissons depuis deux ans.

Dans cette perspective, notre profession a créé tout récemment un organisme permettant des émissions groupées d'obligations, le Groupement de l'Industrie Chimique de Synthèse, dont la première opération, d'un montant de 76 millions de N.F., a été réalisée à la fin de l'année 1960.

DISCIPLINER ET COORDONNER SON DÉVELOPPEMENT

Les représentants de notre profession — chefs d'entreprises et fonctionnaires syndicaux — ont apporté leur concours actif à l'élaboration des quatre Plans d'Équipement français et à la définition des objectifs à assigner dans le cadre de ces plans

aux grandes branches des industries chimiques françaises. Ces objectifs fixés, nos chefs d'entreprises s'en sont inspirés lors de l'élaboration des programmes d'investissements de leur firme, de sorte que les prévisions arrêtées par le Plan ont jusqu'ici toujours été réalisées en ce qui concerne la chimie.

Par ailleurs, dans l'action quotidienne, on constate entre nos grandes sociétés une coopération efficace permettant d'éviter un gaspillage et un éparpillement des efforts. C'est ainsi que, s'il s'agit d'exploiter des matières premières nouvelles provenant de la découverte de gisements de gaz ou de procédés nouveaux de cracking, s'il s'agit de démarrer de nouvelles fabrications en vue de répondre à des besoins qui devaient être jusqu'ici satisfaits par des importations en raison des lacunes de notre équipement, nos entreprises se rapprochent et réussissent souvent à définir les conditions d'une collaboration fructueuse, chacune apportant sa contribution à l'œuvre entreprise, l'une parce qu'elle possède les matières premières, une autre parce qu'elle détient des connaissances techniques, des procédés de fabrication, des services de recherches compétents, une troisième parce qu'elle peut apporter sa connaissance du marché, ce qui est précieux lorsqu'il s'agit de produits nouveaux devant se substituer à des produits anciens ou du moins les remplacer dans certains usages.

Cette coopération déborde donc largement les frontières de l'industrie chimique pour s'étendre en amont (matières premières) et en aval (utilisateurs).

Elle se traduit, juridiquement et financièrement, par la création de nombreuses filiales communes, trait caractéristique du développement de notre industrie.

Depuis la mise en application du Traité de Rome, cette coopération se manifeste aussi par le regroupement d'entreprises anciennes (comme par exemple Péchiney et Saint-Gobain pour la partie chimique de leurs activités) et par la création de filiales communes avec des firmes étrangères : la Société Progil-Bayer-Ugine (P.B.U.) associe ces trois entreprises pour la fabrication et la vente de polyesters et polyéthers, la Société Dispersion Plastique associe la Compagnie Française des Matières Colorantes et la B.A.S.F. pour la fabrication de polystyrène, etc.

Le mouvement s'étend même désormais aux entreprises américaines qui s'intéressent fort au marché européen depuis l'ouverture du Marché Commun. Déjà on note, en ce qui concerne les indus-

tries chimiques, des investissements ou des projets d'investissements américains dans des domaines aussi variés que ceux des matières plastiques (polystyrène, polychlorure de vinylidène, polyéthylène), du caoutchouc synthétique, du carbon black, du paraxylène pour la préparation du tergal, de l'acide borique, des herbicides, des produits pharmaceutiques, des produits d'entretien, des abrasifs, etc. Et au cours de 1960 ces projets se sont multipliés.

Certes, sur le plan général, cet afflux de capitaux améliorant, dans un premier temps du moins, l'équilibre de nos finances extérieures peut être accueilli avec faveur à la condition qu'il ne risque pas de faire passer sous domination étrangère des secteurs vitaux de notre économie. S'il nous cause quelques soucis c'est parce que, dans la mesure où les industriels américains désirent exploiter eux-mêmes en Europe leurs découvertes techniques, ils se montrent moins disposés à nous vendre leurs brevets ou à nous céder des licences, avec ou sans « know how », alors que cette forme de coopération avait jusqu'ici été pratiquée de façon satisfaisante par les deux parties en cause.

Nous souhaitons qu'à tout le moins les investisseurs américains procèdent par prises de participations dans des entreprises françaises déjà existantes ou par association avec elles dans des filiales communes plutôt que par implantation directe de succursales entièrement contrôlées par des capitaux étrangers.

FORMER SUFFISAMMENT DE TECHNICIENS ET D'INGÉNIEURS

S'il est exact de dire que l'industrie chimique n'est pas une industrie de main-d'œuvre, il serait faux d'affirmer que dans ce domaine elle ne connaît pas de problème.

En effet, la complexité de l'appareillage chimique exige un personnel relativement peu nombreux, mais particulièrement qualifié. Or, depuis plusieurs années, l'industrie chimique souffre, comme beaucoup d'autres, d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre spécialisée. Le souci de résoudre ce problème a conduit notre profession à coopérer très étroitement avec l'Enseignement Technique et le Ministère du Travail en vue de la formation technique, non seulement des adolescents, mais également des adultes. De grands progrès ont déjà été réalisés grâce à la multiplication des cours et des stages et grâce à la mise en œuvre de formules de formation accélérée. Notre profession a tenté par ailleurs une expérience intéressante et qui se

révèle fructueuse : en liaison et avec l'aide de l'Ecole de Chimie de Marseille et de la Chambre de Commerce de cette ville, elle a organisé des « Cours supérieurs des Industries chimiques » en vue d'offrir à des techniciens de classe employés dans nos sociétés, l'accès aux fonctions d'ingénieurs et de cadres. De la sorte deux promotions d'ingénieurs s'ajoutant à celles formées dans nos grandes écoles sont déjà sorties. Une troisième est en cours de formation.

DÉVELOPPER LA RECHERCHE

La recherche scientifique et technique joue un rôle déterminant dans le développement de nos industries chimiques. Une enquête récente a montré que nos grandes firmes n'y consacraient pas moins de 3 à 4 % de leurs chiffres d'affaires, taux comparable à celui que l'on constate à l'étranger. Grâce à cet effort, nous disposons de laboratoires et de centres de recherches dont une quinzaine au moins peuvent prétendre être de classe internationale et dans lesquels travaillent environ 6.000 personnes. Sur 100 ingénieurs employés dans nos industries, 34 se consacrent d'ailleurs à des travaux de recherches.

PARTICIPER A L'AMÉLIORATION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE

Les industries chimiques ont apporté leur contribution à l'amélioration de la balance commerciale de la France : d'une part elles ont eu le souci de prévoir dans leur plan de développement le démarrage de fabrications répondant à des besoins satisfaits jusqu'ici par les industries étrangères (et notamment américaines) faute de production nationale ; d'autre part, elles ont fait un gros effort de prospection des marchés extérieurs, et de propagande dans le monde entier.

L'Union des Industries Chimiques a, dans cette optique, créé et développé un service d'expansion commerciale dont les chargés de missions participent à toutes les grandes manifestations organisées par la France à l'étranger afin d'y faire connaître nos produits et nos techniques, et font des séjours plus prolongés dans certains pays afin d'y procéder à des études de marchés qui sont ensuite mises à la disposition de l'ensemble de la profession. C'est ainsi qu'actuellement une mission des industries chimiques françaises visite les pays du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est, et d'Extrême-Orient, et que nous préparons par ailleurs notre représentation à l'exposition française de Moscou.

En ce qui concerne les pays de la Communauté

Economique Européenne, l'organisation professionnelle n'a pas mené une action commerciale particulière. En effet, le marché est déjà bien connu de nos firmes, chacune y faisant de surcroît un effort accru depuis quelque temps ; c'est-là sans doute la raison pour laquelle nos ventes ont augmenté sensiblement l'an dernier dans ces pays : 38 % en Allemagne, 37 % en Italie et dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, 36 % aux Pays-Bas contre 30 % pour l'ensemble des pays étrangers.

Grâce à cette suite d'efforts, notre commerce extérieur enregistre désormais pour les produits chimiques un solde positif de plus de 8 millions de N.F. par mois alors que ce solde était très nettement négatif il y a peu d'années : en 1957 le déficit mensuel était de 8,6 millions de N.F. En 4 ans (1957/1960) nos exportations, exprimées en francs constants, ont d'ailleurs augmenté de 58 % alors que nos importations n'augmentaient que de 33 %.

Les données qui viennent ainsi d'être évoquées conduisent dans leur ensemble aux conclusions suivantes :

Elles permettent à l'industrie chimique française d'envisager sans appréhension la mise en œuvre progressive et même, dans une mesure raisonnable, accélérée des dispositions du Traité de Rome.

Elles excluent par contre une réduction de la protection douanière des industries chimiques de la C.E.E. *aggravant la disparité* qui existe déjà entre le Tarif Extérieur Commun et les tarifs des grandes industries chimiques concurrentes de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique. *Cette notion de niveaux relatifs des droits par secteurs industriels* est pour les producteurs français d'une importance d'autant plus primordiale que le Tarif Extérieur Commun leur impose déjà un sérieux démantèlement de la protection douanière : il se traduit en effet par un abaissement, toujours sensible et souvent important, des taux sur près des trois-quarts des positions tarifaires.

Elles justifient enfin la position affirmée par les responsables de la profession à l'égard d'une ouverture du Marché Commun à des pays européens autres que les Six : cette ouverture ne saurait être limitée à de simples aménagements d'ordre douanier, si désirables soient-ils ; elle postule en même temps une véritable intégration économique que la difficulté est évidemment de définir car si elle ne doit pas être simplement calquée sur celle que le Traité de Rome se propose de réaliser, elle doit à tout le moins pouvoir s'y adapter dans une parfaite compatibilité.

LA RENAISSANCE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE ALLEMANDE

par E. SALA
Verband der Chemischen Industrie

*Comment l'industrie allemande a rétabli et dépassé sa position d'avant-guerre.
Les principaux courants d'échanges. Position à l'égard du Marché Commun
et de la zone de libre échange.*

LE PASSE

DÈS avant la première guerre mondiale, l'industrie chimique allemande comptait parmi les plus importantes branches d'activité de l'Allemagne. Elle avait d'ailleurs une place éminente au regard de l'industrie chimique mondiale. Au point de vue production, elle représentait environ le quart de celle-ci qui avait alors une valeur totale de 2,4 milliards de dollars. Elle n'était dépassée que par l'industrie chimique des Etats-Unis. La France occupait alors la 3^e place avec une part de 11 % de la production mondiale. En ce qui concerne le commerce international des produits chimiques, l'Allemagne tenait, de loin, la première place avec un pourcentage de 30 %, suivie par la Grande-Bretagne avec 16 % et les Etats-Unis avec à peine 10 %.

Un signe caractéristique de cette époque était la prépondérance absolue de l'Allemagne en ce qui concerne les colorants organiques et les produits pharmaceutiques. Elle effectuait à elle seule 90 % des échanges internationaux de ces produits.

Deux guerres perdues ont porté de rudes coups à son industrie chimique indépendamment du fait que ces guerres ont eu des répercussions profondes sur l'ensemble de la production mondiale et, par voie de conséquence, sur le commerce international des produits chimiques.

Quoi qu'il en soit, jusqu'en 1938, l'Allemagne

représentait encore 21 % de la production chimique mondiale et participait pour près du quart au commerce mondial tandis que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ne représentaient alors chacun que 15 %.

L'effondrement total, à la fin de la deuxième guerre mondiale, eut directement pour l'industrie chimique de la République Fédérale de lourdes conséquences, car à la destruction des usines, à la pénurie de matières premières, etc., s'ajouta la rupture des liens économiques si caractéristiques pour le secteur de la chimie, qui existaient entre les régions orientale, centrale et occidentale de l'Allemagne. La suppression d'une grande partie de l'élément de base si important jusque-là que constituaient le charbon et aussi la lignite obligea l'Allemagne de l'Ouest à réorganiser complètement sa production de matières premières.

Bien que, dès l'année 1949, un niveau de production comparable à celui de 1936 fut atteint, on ne pouvait, pour autant, parler de normalisation. La situation des exportations à cette époque est à cet égard particulièrement typique. Les débouchés traditionnels sur le marché mondial étaient pratiquement perdus du fait de leur long abandon. La participation allemande n'était que de 4 % dans le commerce mondial des produits chimiques.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION

Par la suite il fut toutefois possible de reprendre pied sur les marchés extérieurs et même plus rapidement qu'on aurait osé l'espérer. Il convient à ce propos de signaler que ces résultats favorables

sont dus pour partie à de judicieux principes de politique économique, particulièrement à l'établissement d'une économie libre du marché.

Au cours des dix dernières années, le chiffre

d'affaires de l'industrie chimique a plus que triplé, passant de 7 milliards de DM. en 1950 à 23 milliards environ en 1960. Pour cette dernière année le dynamisme de l'industrie chimique est particulièrement marqué : son taux d'accroissement est le plus fort de toutes les industries allemandes. Dans les deux dernières années, l'accroissement du chiffre d'affaires a été de 13 à 14 % alors que celui de l'ensemble de la production n'a pas dépassé 9 %.

L'industrie chimique tient maintenant la deuxième place dans l'Allemagne de l'Ouest qu'elle partage avec la construction mécanique, précédée seulement par l'ensemble hétérogène des industries de l'alimentation. Elle compte plus de 4.000 entreprises, dont 1.900 emploient plus de 10 personnes, et 130 plus de 500 personnes. Par l'importance de sa main d'œuvre qui compte 470.000 ouvriers et employés, elle n'occupe que la 7^e place parmi les industries de l'Allemagne de l'Ouest nécessitant d'importants capitaux.

En volume, la production chimique de 1960 a progressé dans la même proportion que son chiffre d'affaires. L'indice de production mensuel moyen s'est élevé à 312 ; il a plus que triplé depuis l'année 1938. Il est symptomatique que l'indice des produits chimiques spéciaux qui servent à l'élaboration de produits dérivés et par suite conditionnent les investissements, s'est accru au-dessus de la moyenne en 1960 avec un indice moyen mensuel de 357 (base 100 en 1938). L'indice des produits organiques est encore plus élevé. Il dépasse de 20 % cet indice mensuel de 372. Par contre, le développement de la production de la chimie minérale est moins rapide. L'indice moyen pour 1960, qui est de 260, n'a progressé que de 12 % par rapport à celui de l'année précédente. D'une façon générale, on peut dire que les produits chimiques de consommation ont, à l'origine, moins rapidement progressé que les autres ; ce n'est que dans ces dernières années qu'ils ont rattrapé le retard grâce à l'amélioration du niveau de vie. L'indice pour 1960 atteint en effet le niveau moyen de 225, en progrès de 10 % sur l'année précédente.

Le développement de l'industrie chimique a été très différent selon les branches. C'est ainsi que les textiles artificiels et les fils synthétiques ont connu une magnifique expansion. Par contre, d'autres secteurs ont eu à lutter pour maintenir leurs débouchés et à affronter de sévères baisses de prix ; les engrais azotés en sont un exemple typique. Les

tableaux ci-après donnent une vue d'ensemble de la production des divers produits chimiques depuis 1958.

Le secteur des matières plastiques que son chiffre place en tête de toutes les branches mérite à ce propos quelques développements complémentaires. Il constitue, dans la République Fédérale comme dans la plupart des pays, la branche la plus dynamique de l'industrie chimique. C'est ainsi qu'en 1960 il a été produit, en Allemagne de l'Ouest, 982.000 tonnes de matières plastiques ; l'augmentation par rapport à 1959 est environ de 24 % ; c'est-à-dire très supérieure à l'augmentation moyenne de l'industrie chimique et même de l'industrie en général. Elle avait été de 28 % en 1959 par rapport à 1958. Au cours des 10 dernières années, la production des matières plastiques est passée de 1 à 8. Ce développement est dû pour une grande part aux nouvelles applications que ces produits ont trouvées notamment dans les diverses techniques industrielles et artisanales et l'emballage.

Ce développement est d'autant plus remarquable que la concurrence dans ce domaine s'est encore accrue en 1960 faisant pression sur le volume des ventes de la plupart des plastiques. Pour d'autres, comme le polyéthylène, les prix ont récemment considérablement baissé. Des goulots d'étranglement passagers de l'approvisionnement national ont pu être compensés dans le courant de l'année par des importations plus élevées mais aussi par l'accroissement continu de la capacité de production.

Les sommes investies dans l'industrie chimique depuis dix ans sont allées sans cesse en augmentant ; leur montant total, jusqu'à fin 1960, atteint près de 13 milliards de DM. Elles ont atteint un niveau record en 1960 avec 2 milliards de DM. contre 1,7 l'année précédente. Les investissements de ces dernières années représentent en moyenne 8,5 à 9,5 % du chiffre d'affaires, un ordre de grandeur qui n'est atteint que par très peu d'industries productrices de produits de base. Il convient d'ailleurs de noter que les investissements de l'industrie chimique de certains autres pays sont non seulement du même ordre mais dépassent parfois le niveau allemand. C'est ainsi que l'industrie chimique des Etats-Unis a investi au cours des dix dernières années un montant quintuple de celui de l'Allemagne Fédérale, ce qui montre la différence des puissances d'achat existant entre les deux pays.

Alors que dans les premières années d'après-guerre, les investissements étaient évidemment consacrés par priorité à la reconstruction, dans les années suivantes, ce sont les problèmes d'accroissement des capacités de production qui sont passés au premier plan. Actuellement leurs objets principaux sont la suppression des goulots d'étranglement et la rationalisation. La nécessité de cette dernière est d'autant plus importante que les coûts de production vont sans cesse s'élevant principalement en ce qui concerne les salaires, tandis que les prix ne peuvent être augmentés en raison de l'active concurrence internationale. Selon les indices de prix portant sur l'ensemble de la production chimique, ceux-ci marquent un recul jusqu'en 1959 compris, tandis qu'en 1960, on a pu constater une certaine stabilité ; la situation varie d'ailleurs d'une branche à l'autre ; dans celle où la demande est très forte, les prix sont en hausse.

Dans l'industrie chimique, la recherche n'est pas moins importante que la rationalisation de la production. Il existe un principe en chimie : « la recherche d'aujourd'hui constitue la production de demain ». En fait, on peut affirmer que dans les grandes entreprises, plus de la moitié des produits actuellement en vente étaient inconnus il y a dix ans. Pour l'ensemble de l'industrie chimique, les sommes consacrées à la recherche représentent environ 3 % du chiffre d'affaires, mais dans les grosses entreprises, cette proportion est beaucoup plus élevée et peut atteindre 5 % ; certaines sociétés où la recherche est très poussée, par exemple, dans le domaine pharmaceutique, y consacrent jusqu'à 10 % de leur chiffre d'affaires.

La recherche technique de la chimie allemande n'est pas seulement comparable à celle des autres nations ; elle est également capable d'apporter sa contribution au progrès technique. De nouveaux procédés et de nouveaux produits ont pu ainsi être mis sur le marché au cours des dernières années. A titre d'exemple, on peut citer le procédé de fabrication thermique à l'oxygène de carbure, procédé qui fournit du carbure liquide à haut titre.

De même dans le domaine de la recherche pharmaceutique, on a mis au point un nouvel antidiabétique par voie buccale qui a soulevé un grand intérêt dans les milieux spécialisés. La fabrication, très développée en Allemagne de l'Ouest, d'insecticides à base de dérivés organo-phosphorés est une

condition indispensable pour assurer l'alimentation mondiale. On doit signaler aussi certains succès de la recherche dans le domaine de la chimie des matières plastiques. C'est ainsi que le polyuréthane et le polyéthylène à basse pression ont connu un réel retentissement dans le monde entier. Parmi les plus récents succès de la recherche dans ce domaine, on peut citer les polycarbonates qui voient, sans cesse s'ouvrir de nouveaux domaines d'emploi, grâce à leurs remarquables propriétés de combinaison.

Au cours de ces dernières années, la pétrochimie, en Allemagne Fédérale, a vu constamment croître son importance, tout comme dans les autres pays européens. Son développement en Allemagne, pays classique de la carbochimie, s'est effectué tout autrement que dans les pays qui disposent d'importantes ressources en gaz naturel et en pétrole. C'est ainsi que d'étroites interconnexions existent en République Fédérale entre la pétrochimie et la carbochimie ; par ailleurs, la collaboration entre les grandes entreprises chimiques et l'industrie pétrolière mérite d'être soulignée. Cette évaluation sera certainement favorisée par la construction des nouveaux pipe-lines. Les investissements dans le domaine de la pétrochimie ont dû, à ce jour, dépasser très largement le milliard de marks et la production est évaluée à 560.000 t. pour 1960. Le centre de gravité de l'industrie chimique de l'Allemagne de l'Ouest représentant plus de 40 % du total est situé dans la Rhénanie du Nord et de la Westphalie, régions productrices de charbon et de coke. Les installations sont spécialement concentrées dans la partie rhénane de la Ruhr autour de Dusseldorf-Leverkusen-Cologne, dans la région du confluent du Rhin et du Main, autour de Francfort-Darmstadt-Wiesbaden et enfin près du confluent du Neckar, autour de Ludwigshafen-Mannheim-Heidelberg. Les entreprises chimiques qui transforment des produits chimiques de base et intermédiaires sont réparties à peu près également sur l'ensemble du territoire fédéral, Berlin, compris. Contrairement à une opinion répandue, ces entreprises n'ont en rien perdu de leur importance au cours de ces dernières années. On ne peut encore dire actuellement si la réalisation des pipe-lines venant de France et d'Italie constituera des centres futurs de concentration pour l'industrie chimique.

LA RENAISSANCE DE L'EXPORTATION

L'industrie chimique allemande a toujours été, tout au long de son développement, caractérisée par une forte exportation. A la fin de la dernière guerre mondiale, la situation était telle qu'il était impérieusement nécessaire de vendre au dehors. Du fait de la division de l'Allemagne, près de la moitié du marché intérieur était perdu, notamment les régions fortement industrialisées de l'Allemagne Centrale. Par ailleurs, il fallait trouver pour les 12 millions de réfugiés, non seulement un emploi, mais aussi des devises afin de se procurer à l'étranger les produits alimentaires indispensables. Deux éléments ont contribué à l'essor de l'exportation des produits chimiques allemands : d'une part, la crise de Corée qui a accru fortement les débouchés sur l'ensemble du marché mondial, d'autre part, le fait que les clients étrangers sont revenus à leurs fournisseurs allemands avec un ensemble qui a surpris les exportateurs eux-mêmes. Une enquête a montré que la cause essentielle de ce succès tenait au bon souvenir qu'avaient gardé les acheteurs de la qualité des services rendus par leurs fournisseurs qui suivaient avec soin même les ordres les plus minimes grâce à un réseau d'agents largement fourni.

L'exportation qui, au cours des dix dernières années, a sextuplé : elle a atteint en 1960 environ 6,2 milliards de DM., montre des tendances intéressantes. Alors qu'avant guerre, l'essentiel des exportations de produits chimiques portait sur le secteur des biens de consommation, il porte depuis la guerre bien davantage sur les produits de base et intermédiaires. Cette situation tient au fait que de très nombreux pays clients ont développé pendant et après la guerre leur propre industrie chimique au stade de la transformation et de la confection du produit fini. Ces conséquences partiellement autarciques de la guerre ne pouvaient évidemment que difficilement se maintenir en face de l'âpre concurrence de l'économie libre d'après guerre. La lutte contre la concurrence s'est manifestée sous la forme de restrictions administratives des importations et l'établissement de forts droits de douane. A l'heure actuelle, la suppression de ces entraves commerciales n'est pas encore suffisante et la pénurie de devises qui sévit en de nombreux pays continue à fournir des excuses au maintien de la situation présente.

PRODUITS

Les produits chimiques industriels minéraux et organiques constituent près du quart de l'ensemble des exportations chimiques de la République Fédérale. Il est d'ailleurs à noter que la proportion des produits minéraux diminue sans cesse tandis que celle des produits organiques s'accroît, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative. C'est ainsi que l'exportation de produits minéraux n'a augmenté depuis l'avant-guerre que de deux fois et demie, tandis que celle des produits organiques est vingt fois plus forte et a dépassé le chiffre de 1 milliard de DM. par an, celui des produits minéraux atteignant à peine un demi-milliard. Les nouveaux produits de base organiques sont utilisés principalement par des pays fortement industrialisés ; aussi l'exportation de produits chimiques s'accroît-elle de plus en plus à destination de l'Europe.

Depuis longtemps déjà, la deuxième place dans l'exportation des produits chimiques a été conquise par les matières plastiques. Elles représentent actuellement plus de 13 % du montant total ayant pris la place des secteurs traditionnellement exportateurs comme les produits pharmaceutiques, les colorants organiques et les engrais. En 1960, les exportations de matières plastiques ont augmenté de 19 % sur l'année précédente et atteint une valeur de plus 837 millions de DM. Les plus exportés sont les produits de polymérisation nés de recherches récentes.

Le 3^e grand secteur exportateur est constitué par les produits pharmaceutiques qui ont représenté pour 1960 un total de 596 millions de DM. C'est là que les changements de structure des exportations, par rapport à l'avant-guerre, sont les plus frappants. En qualité de « pharmacien du monde », l'industrie pharmaceutique d'avant-guerre exportait presque exclusivement des spécialités ; depuis la guerre les exportations portent surtout sur les produits non préparés. C'est dû au fait que, non seulement des pays très industrialisés, mais des pays en cours de développement, procèdent eux-mêmes de plus en plus à la confection des tablettes et pilules et au conditionnement. Toutefois, l'industrie pharmaceutique allemande a obtenu récemment d'importants succès dans l'ex-

portation de produits pharmaceutiques mélangés, dosés ou entièrement préparés, si bien que leur importance par rapport au total a de nouveau dépassé 50 %. La place des spécialités (produits tout préparés) est cependant appelée à diminuer à nouveau car les difficultés administratives, comme par exemple les réglementations d'emploi, ont le même effet qu'une interdiction pure et simple d'importer.

Les colorants organiques allemands, qui avaient acquis une renommée mondiale, ont toujours constitué un des piliers des exportations de produits chimiques. Cette branche a remporté au cours des deux dernières années des succès marqués sur les marchés d'exportation après avoir fortement souffert en 1958 de la crise mondiale des textiles. Il en aura été exporté en 1960 pour 455 millions de DM., ce qui représente un progrès de plus de 17 % par rapport à l'année précédente. Pour demeurer compétitive, cette industrie a dû se livrer à un travail constant et intensif de recherche qui a abouti à l'amélioration et l'élargissement de la gamme des couleurs offertes.

Les pigments minéraux, proches parents des colorants organiques, constituent aussi un élément intéressant des exportations, dont le chiffre s'est accru favorablement ces dernières années et a atteint 216 millions de DM. en 1960.

La situation sur le marché des engrais, et spécialement sur celui des engrais azotés, est caractérisée actuellement par un surcroît mondial de capacité de production, mais les prévisions quant aux besoins futurs des pays en voie de développement montrent que leurs besoins dépasseront largement les capacités actuelles. Quoi qu'il en soit, c'est un fait qu'actuellement les prix mondiaux des engrais ne peuvent donner satisfaction aux producteurs de la République Fédérale non plus qu'à ceux des autres pays. Les exportations d'engrais azotés de l'Allemagne de l'Ouest qui ont atteint en 1959, 340 millions de DM., soit à peine 10 millions de plus que l'année précédente n'ont pu participer en 1960 à l'accroissement général des exportations mais ont marqué un recul avec un total de 284 millions de DM.

On peut dire, en généralisant, qu'à quelques exceptions près, il n'y a pour ainsi dire pas une branche de l'industrie chimique de l'Allemagne de l'Ouest qui ne puisse annoncer des augmentations sensibles dans ses exportations. C'est ainsi qu'on peut citer également l'industrie des produits

photographiques qui exporte plus du tiers de sa production, soit pour 1960 une valeur de 144 millions de DM. De même, l'industrie des vernis a pu, ces dernières années, s'assurer une position meilleure sur les marchés étrangers. Les mêmes résultats favorables sont à signaler pour les savons détergents, colles et gélatines et, chose curieuse, pour les cosmétiques malgré la forte concurrence étrangère.

Les fibres chimiques, dont le volume des exportations est étroitement liée à la situation mondiale des textiles, méritent une remarque particulière. Leur situation s'est améliorée depuis la crise de 1958 qui avait particulièrement frappé la fibrane ; leurs exportations ont pu atteindre en 1960 le chiffre respectable de 412 millions de DM. Dans ce montant sont compris les fibres synthétiques qui ont pu, suivant la tendance générale, augmenter fortement leur place sur le marché.

SUR LES DIFFÉRENTS MARCHÉS

En ce qui concerne la répartition des exportations, on peut considérer que, depuis plusieurs années, 60 % de leur montant sont destinés à l'Europe et 40 % au reste du monde. A la différence du marché européen, les exportations vers les pays d'outre-mer présentent, d'année en année, de fortes oscillations dues aux variations de la situation, tant politique qu'économique des pays clients. Le Continent asiatique, qui occupe la première place parmi les débouchés extra-européens, absorbe environ 14 % de l'ensemble des exportations de produits chimiques de l'Allemagne de l'Ouest. Les pays sud-américains constituent aussi des marchés traditionnels, bien que certains d'entre eux soient chroniquement aux prises avec des difficultés en matière de devises. On comprend que devant cette situation, nombreuses aient été les grosses entreprises de l'Allemagne Fédérale qui, au cours de ces dernières années, ont monté des ateliers de production en Amérique du Sud ou se sont associées à des producteurs déjà existants. Il en est de même pour quelques pays en cours de développement sur d'autres continents.

Il est remarquable que les Etats-Unis soient à la fois le plus gros producteur de produits chimiques du monde et un bon client de l'industrie chimique allemande. L'an passé, les exportations vers les Etats-Unis ont marqué, pour la première fois depuis longtemps, un recul d'environ 14 % alors que la République Fédérale a augmenté ses achats

aux U.S.A. de près de 40 %. La comparaison des échanges montre que, en 1960, les Etats-Unis ont vendu à l'Allemagne trois fois plus qu'ils ne lui ont acheté. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que certains courants américains ne cessent de réclamer une rigoureuse réduction des importations. En tout cas, dans le domaine chimique, les Etats-Unis n'ont pas à se plaindre du bilan des échanges.

Avec les pays européens du bloc de l'Est, le

commerce des produits chimiques est en général surestimé. Alors qu'il représentait autrefois un huitième des exportations, il ne dépasse plus maintenant 4 %. En particulier, les efforts des exportateurs sur le marché de l'U.R.S.S. n'ont pas donné ce qu'on en attendait ; quant aux autres Etats du bloc de l'Est, on ne peut pas parler d'un courant d'affaires régulier mais seulement de certains progrès de temps à autre.

MARCHE COMMUN ET ZONE DE LIBRE ECHANGE

En ce qui concerne les problèmes d'intégration européenne, le commerce des produits chimiques est par la nature des choses intéressé à la fois par le Marché Commun (C.E.E.) et la zone de libre échange (A.E.L.E.). Il faut bien tenir compte qu'en général les pays de l'A.E.L.E. constituent de meilleurs clients de l'industrie chimique de l'Allemagne Fédérale que les pays de la C.E.E., encore qu'une intensification des échanges, dont on ne peut que se réjouir, ait eu lieu l'an passé avec ces derniers. Les exportations de produits chimiques vers la C.E.E. se sont accrues de 300 millions de DM. pour l'année 1960 et représentent 25,8 % du total. Il convient de noter à ce propos que les Pays-Bas, l'Italie et la France constituent, dans l'ensemble, les trois meilleurs clients. Si les importations françaises de produits chimiques de l'Allemagne de l'Ouest se sont accrues de près de 50 %, il faut toutefois observer qu'il y a eu changement dans l'établissement des statistiques du fait que la Sarre est maintenant réunie à l'Allemagne de l'Ouest. Les exportations vers l'A.E.L.E., pour 1960, ont augmenté de 23 % et représentent 28 % de l'ensemble des exportations de produits chimiques de la République Fédérale. Les ventes à la Suisse, à la Suède et à l'Autriche se sont particulièrement bien développées.

Les importations de produits chimiques d'origine européenne se présentent aussi sous un aspect favorable. Sur un montant total de 2 milliards de DM., pour 1960, 60 % proviennent des pays européens et 30 % environ des Etats-Unis. Il est intéressant de noter à cet égard qu'au cours des dernières années, on constate là aussi un changement dans la structure des importations ; les achats de produits bruts sont en diminution, de 11 % notamment en 1960, tandis que les importations de produits demi-finis et finis s'accroissent de façon marquée d'année en année pour atteindre environ 90 % des importations totales l'an passé.

Il convient de revenir sur la disparité entre les relations commerciales avec la C.E.E. et l'A.E.L.E. Comme il a déjà été indiqué, l'A.E.L.E. est pour l'Allemagne un meilleur client en matière de produits chimiques que les pays de la C.E.E. Durant les trois premiers trimestres de 1960, la République Fédérale a livré pour 1.172 millions de DM. aux pays de la C.E.E. et 1.226 millions de DM. aux pays de l'A.E.L.E. Par ailleurs, les importations des pays de la C.E.E. se sont élevées à 809 millions de DM. pour 1960, soit sensiblement plus que celles des pays de l'A.E.L.E. qui ont atteint 646 millions de DM.

CONCLUSION

Qu'on le regrette ou non, les efforts ultérieurs d'intégration de l'espace européen seront déterminés principalement par des considérations politiques. De ce fait, il est vraiment difficile de faire des prévisions. En ce qui concerne l'industrie chimique, on peut affirmer que, d'une manière générale, la collaboration internationale n'a pas attendu l'établissement des ères économiques pour s'établir

et s'affirmer. L'industrie chimique allemande se flatte de n'avoir pas caché son penchant pour la liberté du commerce. Sa prise de position en faveur de la C.E.E. n'est considérée par elle que comme un premier pas vers une large intégration européenne. Son objectif final, c'est un commerce mondial libre. Elle estime que tout effort pour établir un pont entre C.E.E. et A.E.L.E. mérite

d'autant plus d'être appuyé qu'elle redoute de voir les courants commerciaux traditionnels arbitrairement désorganisés, une nouvelle situation de marché créée par contrainte, ce qui risque de mettre en danger la stabilité d'ensemble de l'économie européenne. Si, à l'heure actuelle, se font jour des tendances réciproques à prendre pied dans une autre ère économique afin d'être mieux à même de surmonter des difficultés commerciales

croissantes, ce n'est pas un simple effet du hasard. La même remarque vaut aussi pour les efforts américains — qu'on observe actuellement — de se créer des points de production dans les pays de la C.E.E. comme dans ceux de l'A.E.L.E. En présence d'une concurrence ainsi artificiellement gonflée, l'espace économique européen court le risque de se trouver trop étroit.

ANNEXES

I. — Développement de la production des principaux produits chimiques

	1958	1959	Jan.-Sept. 1960
Produits chimiques industriels minéraux :			
— Acide sulfurique	2.381.361	2.398.473	2.587.892
— Carbonate de soude ..	901.839	999.014	1.117.162
— Soude caustique et lessive de soude	635.504	699.472	775.964
— Chlore	538.453	592.168	657.801
— Ammoniac de synthèse	1.121.281	1.093.290	1.242.166
— Carbure de calcium ..	997.179	1.035.452	1.101.107
Produits chimiques industriels organiques :			
— Méthanol brut	250.267	296.613	332.996
— Acétaldéhyde	220.452	224.742	244.252
— Acide acétique	94.135	100.530	109.447
Produits pharmaceutiques	1.704.420	1.858.529	2.144.414
Savons et détergents ..	477.158	510.362	525.888
Produits d'hygiène	470.452	555.636	613.543
Engrais azotés	1.047,4	1.050,0	1.125
Engrais phosphatés	629,9	672,0	819
Produits pour la protection des semences et des végétaux, insecticides	78.801	87.653	92.292
Matières plastiques	620	795	982
dont :			
— Dérivés de la cellulose	83	97	108
— Produits de condensation	266	324	384
— Produits de polymérisation	271	374	490
Fibres chimiques	401.913	421.308	438.077
— Fibrane	369.849	426.256	444.699
— Rayonne	8.720	17.348	21.318
— Fibres synthétiques ..	15.659	21.045	27.954
— Fils synthétiques			
Colorants minéraux et organiques	510.542	571.392	628.426
Laques, peintures et dilutions	401.612	450.612	497.741
Linoléum	82.947	86.610	98.483
Revêtement de sol	108.854	106.340	94.092
Cartons bitumés	118.120	132.303	149.303

II. — Développement de l'industrie chimique de l'Allemagne de l'Ouest

(En milliards de DM.)

Chiffre d'affaires		Exportations	
1950	7,06	1950	1,08
1951	9,85	1951	2,11
1952	9,65	1952	1,77
1953	10,89	1953	2,32
1954	12,34	1954	2,96
1955	14,02	1955	3,40
1956	15,43	1956	3,91
1957	17,19	1957	4,50
1958	18,05	1958	4,62
1959	20,52	1959	5,45
1960 (*)	23,0	1960 (*)	6,2

(*) Estimation.

(*) Estimation.

III. — Répartition des exportations allemandes de produits chimiques vers l'Europe

(En millions de RM. puis de DM.)

Années	C.E.E.	% des exportations totales	A.E.L.E.	% des exportations totales	Europe de l'Est	% des exportations totales
1937	132,4	14,8	201,4	22,7	111,8	12,5
1955	776,8	22,8	944,2	27,5	111,4	3,2
1958	1.054,4	22,8	1.248,4	27,0	170,6	3,6
1959	1.302,9	23,9	1.466,4	26,9	208,0	3,6
1960*	1.595,0	25,8	1.736,0	28,0	217,0	3,5

(*) Janvier-Septembre.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE BELGE DANS LE MARCHÉ COMMUN

par A. GUILMOT,
Directeur général de la Fédération
des Industries chimiques de Belgique

*Quels sont les points faibles et les atouts de l'industrie chimique belge.
Quels changements lui apporte la création du Marché Commun ?*

1. La signature du Traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne, l'entrée en application de ce Traité et le Conseil des Ministres décidant d'accélérer la réalisation de certains objectifs fixés ont été considérés par l'Industrie Chimique Belge comme des événements heureux.

Cette satisfaction est compréhensible lorsque l'on sait que l'industrie chimique belge se classe — si on évalue la production par tête d'habitant — parmi les plus importantes du monde. Cette production s'évalue :

à 144 \$ pour les Etats-Unis, par habitant,
84 \$ pour l'Allemagne,
82 \$ pour le Canada,
78 \$ pour la Grande-Bretagne,
71 \$ pour la France,
66 \$ pour la Belgique, au 6^e rang, avant
63 \$ pour les Pays-Bas,
47 \$ pour l'U.R.S.S., et
31 \$ pour le Japon.

A la différence des Etats-Unis, qui ne doivent exporter au maximum que 10 % de leur production, l'industrie chimique belge doit trouver sur les marchés étrangers un débouché pour plus de la moitié de sa production.

Le marché intérieur belge consomme par an environ 25 milliards de francs de produits chimiques, ce qui correspond à 80 % de la production de

l'industrie chimique belge. Sur ce montant 10 milliards proviennent des pays étrangers.

Un marché intérieur relativement étroit et par ailleurs largement ouvert à la concurrence étrangère, ne permettait guère d'assurer le plein emploi des capacités de plus en plus importantes exigées par les progrès de la technique et la rentabilité optimum.

2. Pour ces raisons, dès 1945, l'industrie chimique belge avait pris une position en flèche, au sein de l'industrie belge, en faveur d'une intégration européenne, espérant que celle-ci lui vaudrait un important élargissement de son marché intérieur et permettrait le développement souhaitable de son industrie.

L'industrie chimique connaît actuellement, dans le monde entier, un essor de plus en plus rapide. Aux Etats-Unis, on admet couramment que le tiers des ventes actuelles est réalisé en produits qui n'étaient pas sur le marché il y a dix ans, et que dans dix ans, une proportion peut-être supérieure de produits encore inconnus aujourd'hui, auront pris place sur le marché.

Une telle évolution exige :

qu'une part croissante des budgets soit consacrée à la recherche,

que les installations industrielles soient amorties très rapidement,

et que l'industrie puisse disposer de capitaux très importants.

De plus en plus, en effet, les investissements atteignent ou dépassent deux et même trois fois la valeur de la production annuelle.

Ces conditions n'étaient que très imparfaitement réalisées, puisque pour la moitié de son chiffre d'affaires, l'industrie chimique belge dépendait de mesures prises sur des marchés étrangers, où, au surplus, elle se trouvait aux prises avec la production nationale et la concurrence étrangère, qui écoulait des tonnes marginales à bon compte.

3. Il n'est aucune industrie qui n'ait recours à l'industrie chimique ; les pays les plus industrialisés sont aussi les consommateurs les plus importants en produits chimiques.

La Belgique est au centre d'une des régions où se trouvent concentrées une population très dense (70 millions dans un rayon de 300 km autour d'Anvers) et le plus grand nombre d'industries du monde.

La suppression du cloisonnement économique doit permettre à l'industrie chimique belge d'exploiter au maximum l'avantage de la situation géographique.

4. L'industrie chimique belge a un *chiffre d'affaires* annuel de 31 milliards de fr. b. (3,1 milliards N.F.) soit 8 % de la production industrielle totale du pays.

Elle occupe 57.000 travailleurs qui se répartissent en 37.500 ouvriers, 17.000 employés et cadres et 2.500 chercheurs, soit 3 % de la population totale de l'industrie chimique belge.

Au point de vue production, elle se classe au 10^e rang mondial, avec moins de 1 % du total mondial. Elle représente 5 % de la production de la C.E.E. Cependant, étant donné l'importance de ses exportations, elle représente 5 % des échanges mondiaux, avec 300 millions de \$ (sur un total d'environ 6 milliards de \$).

Son principal handicap se trouve dans le fait qu'elle ne dispose d'aucune matière première nationale, sauf la houille, dont le prix est trop élevé. Mais l'importation de matières premières est facilitée par la grande densité des voies de communications fluviales et ferroviaires qui sillonnent le pays et assurent également l'acheminement des produits fabriqués.

5. La *production* la plus importante se situe dans le domaine de la chimie minérale et des engrais (acide sulfurique et chlorhydrique et leurs sels, alcalis et dérivés, engrais phosphatés, engrais azotés, carbure de calcium, ferro-alliages).

Le développement de la fabrication de produits de la chimie organique a été entravé dans le domaine de la carbochimie, par le prix élevé des houilles nationales, et dans le domaine de la pétrochimie, par la capacité relativement peu importante des raffineries installées en territoire national ; ajoutons qu'à l'inverse de nos voisins et partenaires, la Belgique ne dispose pas de ressources en gaz naturels.

Or, il est bien certain que la pétrochimie constitue le secteur le plus dynamique de la chimie organique : les plastiques, les textiles artificiels, les élastomères de synthèse, les solvants dépendent des hydrocarbures liquides ou gazeux.

Deux raffineries sont installées et livrent leur gaz de cracking à une unité qui fabrique de l'oxyde d'éthylène, du phénol, de l'acétone, des alkylidènes et des alkylaryls.

Une nouvelle usine entrera bientôt en activité, produisant du polyéthylène.

Il est trop tôt pour déterminer dans quelle mesure le développement futur de l'industrie chimique belge sera influencé par l'exploitation des gisements de gaz de Hassi M'Rel ou de Slochteren aux Pays-Bas.

La chimie de l'acétylène a été développée au départ de carbure de calcium et une usine de P.V.C. et une autre de solvants chlorés transforment cet hydrocarbure.

Dans un domaine voisin de la chimie organique, l'industrie pharmaceutique a connu depuis 1945 un développement satisfaisant, et ses laboratoires de recherches ont mis au point des produits originaux, qui ont fait l'objet de licences accordées à de nombreux pays étrangers, jusque et y compris les U.S.A. En dix ans, ce secteur a multiplié par 5 son chiffre d'affaires.

Très voisine par certains aspects, l'industrie photographique est un fleuron de l'industrie chimique belge. Une firme belge a conquis dans ce domaine un renom mondial et son chiffre d'exportation représente le quart du chiffre mondial.

6. Quels sont les *points faibles* de l'industrie chimique belge ?

a) La dispersion de ses entreprises. Les 57.000 travailleurs se répartissent entre 420 entreprises, dont la plus importante compte environ 8.000 personnes et certaines ont à peine dépassé le stade artisanal. On peut dire que 10 entreprises seulement interviennent pour 80 % dans le chiffre d'affaires global. A l'échelle de nos voisins, nos grandes entreprises font encore figure d'entreprises moyennes.

b) La production est trop axée sur les produits lourds : la valeur moyenne des exportations ne dépasse pas 6.300 fr la tonne.

c) Le manque d'hydrocarbures, matière première, dû à la cherté relative de la houille, à l'absence de ressources propres en gaz naturels, à l'insuffisance des capacités de raffinage.

d) La période transitoire prévue par le Traité qui cloisonne pendant huit années encore l'Europe (bien que de moins en moins), ne permet néanmoins pas dès aujourd'hui à l'industrie chimique belge de profiter pleinement du marché de 160 millions d'habitants pour y prendre position, alors que ses partenaires sur des marchés encore partiellement protégés, bénéficient du traditionnel libéralisme de notre politique économique.

e) Le retard de la réalisation d'investissements d'envergure. Pendant l'immédiat après-guerre, l'objectif a été limité à la restauration de l'appareil de production existant avant la guerre.

Les circonstances structurelles défavorables, au premier rang desquelles il faut placer la politique charbonnière, avaient découragé les investissements et ceux-ci étaient inférieurs aux amortissements légaux.

Ce n'est que depuis la signature du Traité de Paris, instituant la C.E.C.A. que la tendance s'est retournée et que les investissements ont pris une allure nettement progressive.

7. Quels sont les atouts de l'industrie chimique belge ?

a) La reprise des investissements.

Depuis quelques années en effet, les montants consacrés aux investissements se sont accrus.

Pour la période 1954/59, l'augmentation moyenne annuelle des investissements dépasse celle de ses partenaires. L'Allemagne a accru ses investissements de 9,4 %, la France de 10,2 %, l'Italie de 12,6 % et la Belgique de 14 %.

Ce pourcentage élevé pour la Belgique tient au fait que le retard des premières années était considérable, et que les chiffres de 1954 étaient loin de représenter un montant suffisant.

b) L'accroissement moyen annuel de la production se chiffre comme suit pendant les années 1950 à 1959 :

En Belgique	5,6 %
En Italie	12,3 %
En France	11,2 %
En Allemagne	11 %
Au Pays-Bas	5,4 %

Pour les années 1953 à 1959, l'accroissement de la production belge est plus considérable : 6,2 % par an, ce qui eu égard aux conditions dans lesquelles il a été réalisé est assez satisfaisant.

8. D'où venons-nous ?

Avant l'ouverture des négociations préparatoires à la rédaction du Traité de Rome, nous connaissions la situation suivante pour nos échanges avec nos partenaires actuels :

Allemagne :

— Tarif douanier d'une incidence moyenne approximative de : 19 %.

— Aucune restriction quantitative à l'importation de produits chimiques en provenance de Belgique.

France :

— Tarif douanier d'une incidence moyenne approximative de : 17 %.

— Les importations sont contingentées sévèrement par suite du déséquilibre de la balance des paiements ; le commerce belge en produits chimiques est limité.

Italie :

— Tarif douanier d'une incidence moyenne approximative de : 15 %.

— Les importations de produits chimiques belges sont libérées à raison de 95 %.

Belgique, Luxembourg, Pays-Bas :

— Tarif douanier d'incidence minimale : 3,5 %.

— Aucune restriction quantitative à l'importa-

tion de produits chimiques en provenance des pays appelés à faire partie de la C.E.E.

Depuis 1948, aucune perception douanière ne frappe les échanges entre les partenaires de Bénélux. Depuis 1950, les restrictions quantitatives avaient été levées en ce qui concerne les produits industriels.

Le résultat de cette situation pour les années antérieures à 1958, était un accroissement des échanges à sens unique : les importations de produits chimiques étrangers augmentaient d'année en année, tandis que les exportations de l'industrie chimique belge ne croissaient qu'à une allure beaucoup plus lente.

Tout le monde comprendra par conséquent les raisons pour lesquelles notre industrie appelait de tous ses vœux la réalisation d'un grand espace européen où les marchandises circuleraient sans entraves.

En millions de francs belges

Exportations à destination de :	1953	1958	1959	1960
Pays-Bas ...	1.199	2.077	2.329	2.715
Allemagne ..	641	1.162	1.344	1.570
France	638	745	840	1.035
Italie	287	352	463	375

9. Le tableau ci-dessous montre le développement des exportations qui a suivi les mesures de réduction des entraves (première réduction tarifaire le 1.01.59, 2^e réduction tarifaire, le 1.07.60).

Ce mouvement ne peut manquer de s'accroître au cours de l'année 1961 et des années suivantes, puisqu'aussi bien les restrictions quantitatives ont pratiquement pris fin et que l'incidence des droits est réduite de 3/10^e depuis le 1.01.1961, devant :

— Allemagne	: 17 %
— France	: 12 %
— Italie	: 10,5 %

10. L'intégration européenne doit-elle être considérée comme ayant atteint son optimum ?

Nous ne le pensons pas. Ce n'est pas que l'ouverture prochaine d'un marché de 160 millions d'habitants soit considérée par notre industrie comme ne suffisant pas à ses ambitions.

Il nous semble cependant illogique de limiter l'œuvre de création européenne aux Six pays actuellement associés à la réalisation de la C.E.E. Tôt ou tard, il faudra songer à rassembler tout ce que les événements malheureux de ce dernier quart de siècle ont laissé subsister de l'Europe libre, non pas à n'importe quelles conditions, mais dans l'égalité des charges et des engagements, comme dans l'égalité des avantages et des profits.

Une Europe qui s'étendrait du Cap Nord aux rivages de la Méditerranée, du Danube à l'Océan Atlantique, serait une puissance économique sans seconde, au sein de laquelle l'industrie chimique belge aurait la place qui lui revient.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE ITALIENNE

par le Docteur Dino COCCO

Délégué de l'Associazione Nazionale dell' Industria chimica

Stimulée par les impératifs économiques résultant de la première guerre mondiale, l'industrie chimique italienne avait atteint, dès avant le dernier conflit, un stade qui la rapprochait des grands producteurs étrangers. Au cours des quinze dernières années elle a montré un dynamisme spectaculaire tant dans le domaine des réalisations que dans celui de la recherche.

L'HISTOIRE de l'industrie chimique italienne montre à la fois qu'elle a eu des origines récentes et que ses progrès ont été très rapides.

Ce n'est qu'au début du xx^e siècle que l'on a commencé à bâtir, chez nous, les fondements d'une industrie chimique. A la même époque, cette industrie, dans d'autres pays, était déjà solidement implantée et avait atteint un haut degré de maturité technique et économique. En France, bien avant la fin du siècle, la structure du secteur chimique paraissait en avance sur beaucoup d'autres activités caractéristiques du progrès industriel. En Allemagne, des découvertes scientifiques et techniques de portée exceptionnelle, avaient ouvert des horizons grandioses sur le champ presque inexploré des grandes synthèses organiques. Pour des dizaines d'années, les Allemands s'étaient assurés une primauté incontestable et incontestée. En Belgique, à Couillet, avait été montée la première usine pour la fabrication du carbonate de soude par le procédé Solvay. Cette fabrication donnait aux Belges une aire d'activité internationale et leur permettait d'exporter outre-mer.

Il serait trop long d'examiner en détail les causes du retard de l'Italie sur les autres pays de la Communauté. On peut dire en gros qu'il faut incriminer les circonstances d'ordre général qui ne nous ont pas permis une industrialisation intensive avant la seconde moitié du xix^e siècle. Cette industrialisation n'a battu son plein qu'au commencement du xx^e .

A ce moment, la structure originelle de l'industrie chimique italienne, principalement centrée sur la production d'acide sulfurique et de superphos-

phates, selon les exigences d'une économie encore essentiellement agricole, commence à s'amplifier et à se diversifier. Elle devient mieux articulée et plus complexe, tout en laissant subsister de nombreuses lacunes, particulièrement dans le domaine de la « grande chimie organique ».

La première guerre mondiale, avec ses exigences impérieuses, immédiates et médiate, avait donné une impulsion décisive à nos activités chimiques et en avait accéléré l'évolution. Ne fallait-il pas remplacer les produits pour lesquels nous étions tributaires de l'Etranger, de l'Allemagne en particulier, et en fabriquer d'autres nécessaires au combat, tels les explosifs ?

L'effort réalisé eut d'heureuses conséquences : nous avons alors commencé à obtenir de nombreuses substances chimiques, parmi lesquelles il suffira de rappeler les colorants organiques de synthèse, les dérivés de la série acétique, les explosifs et certains produits pharmaceutiques.

Après la guerre, une fois surmontée l'inévitable crise qui postulait arrangements et reconversions, l'évolution de l'industrie que nous étudions s'est poursuivie sans interruption et à un rythme progressivement accéléré : une étape fut franchie, qui, en gros, va de la fin de la première guerre mondiale au début de la seconde. Exceptionnellement féconde et fertile en réalisations, cette étape est marquée par la production de carbonate de soude, et d'ammoniaque synthétique par un procédé italien qui a été adopté depuis dans le monde entier, enfin par la production de méthane. La fabrication des colorants organiques de synthèse fut développée avec celle des produits pharmaceuti-

ques, des spécialités médicales, des vernis, des émaux et peintures, des pigments inorganiques, etc... Epoque féconde, nous le répétons, au cours de laquelle l'expansion de la chimie italienne fut pourtant freinée, notamment dans le domaine des grandes synthèses organiques, par le manque de certaines matières premières de base, de charbon en particulier.

Après la liquidation du désastreux bilan de la dernière guerre et l'accomplissement d'une immense tâche de reconstruction, l'industrie chimique italienne, reconvertie, adaptée aux techniques modernes n'a pas seulement inauguré une nouvelle et heureuse période d'expansion : elle a définitivement surmonté son complexe d'infériorité par rapport à ses riches concurrentes européennes.

Les progrès révolutionnaires accomplis par la science et la technique dans la chimie du pétrole nous ont offert l'occasion d'exploiter rationnellement nos ressources en hydrocarbures. De là, pour notre industrie, la possibilité d'accélérer le rythme de son expansion, de prétendre à un nouveau rang dans la hiérarchie de la production chimique européenne, de raccourcir progressivement la distance qui la séparait de celle-ci.

**

L'importance essentielle prise par l'industrie chimique, surtout au cours des dix dernières années, dans le cadre général de l'économie italienne, peut être mesurée à la part déterminante que cette industrie a tenue et tient dans la transformation actuelle des structures du pays. Elle y est aussi un élément stabilisateur de la conjoncture. Un grand organisme international qualifié, la Commission Economique pour l'Europe de l'O.N.U., l'a reconnu récemment. On lit dans son rapport annuel pour 1959 : « On aurait pu s'attendre à ce que le développement de ces pays qui, au début de la décennie 1950-1959, avaient encore nombre de secteurs industriels peu dynamiques, fut plus lent. Il est vrai que le désavantage initial résultant d'une telle situation, a pu, dans une large mesure, être compensé par l'adaptation structurale qui accompagne toujours l'expansion. *A cet égard, l'exemple de l'Italie est typique. En effet, au cours de cette décennie, elle a réalisé un accroissement important de sa production industrielle, bien que ses industries textiles aient eu d'abord à supporter un lourd handicap. Cela grâce à l'action décisive de facteurs particuliers, notamment la découverte de gisements d'hydrocarbures gras et liquides, qui ont permis à son*

industrie chimique de se développer sans arrêt » (1).

Il y a aussi le témoignage des « Statistiques industrielles 1900-1959 », établies et récemment publiées par l'O.E.C.E. (2). Ces statistiques nous fournissent des données d'autant plus significatives, quant à l'objet qui nous occupe, qu'elles comportent d'intéressantes comparaisons avec l'ensemble des pays européens et spécialement ceux de la Communauté. Dans les six secteurs entre lesquels on est convenu de répartir la production manufacturière des pays considérés, la chimie représente 22,5 % de la production italienne, tenant ainsi, relativement, la première place. (Sont comprises dans ce pourcentage de multiples activités de notre pays qui, ayant leur individualité propre, font appel aux techniques de la chimie. Une analyse plus poussée les ferait ressortir).

Cette situation apparaît d'autant plus remarquable, par comparaison avec les cinq autres pays de la Communauté, qu'elle montre que l'Italie est celui où la production chimique (entendue au sens large) représente le plus haut pourcentage de la production industrielle totale.

Définie d'après les statistiques nationales et les renseignements puisés aux sources officielles italiennes, l'importance de notre industrie chimique et sa contribution à l'activité industrielle apparaissent comme essentielles.

**

Il est difficile de confronter l'industrie chimique italienne aux grandes industries chimiques étrangères du Monde Libre parce que nous manquons de données homogènes et comparables. Si l'on en croit une étude allemande (3), l'Italie occupait, en 1954, le sixième rang après les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et le Japon. Aujourd'hui encore, elle conserve ce rang, mais la valeur de sa production tend à se rapprocher de celle des productions concurrentes. Si l'on attribue la valeur 100 à sa production de 1953, elle passe, de 123 en 1954, à 209 en 1959, réalisant un progrès supérieur à celui de tous les autres pays de l'O.E.C.E. Dans le même temps, l'indice de la production chimique des pays de la Communauté passait de 114 à 196 pour l'Allemagne, de 114 à 195

(1) United Nations. — Economic Survey of Europe in 1959. Prepared by the of the Economic Commission for Europe. Geneva, 1960.

(2) O.E.C.E. — Bulletins statistiques. Statistiques industrielles 1900-1959. Paris, 1960.

(3) Cf. Alfons METZNER. — Die Chemische Industrie der Welt. Econ. Verlag. Duesseldorf, 1955.

pour la France, de 110 à 145 pour la Hollande, de 117 à 135 pour la Belgique. Quant aux autres grands producteurs du Monde Occidental, on note un accroissement de 110 à 138 pour l'Angleterre, de 99 à 141 pour les U.S.A., de 108 à 147 pour le Canada.

Nous manquons encore de renseignements complets sur 1960, qui a été une année d'expansion exceptionnelle pour l'industrie chimique du Monde Libre. On peut assurer toutefois que, dans les derniers mois, les progrès de l'Italie ont été proportionnellement supérieurs à ceux de ses concurrents. Pour le premier semestre 1960, elle a atteint l'indice 239 [France, 233 ; Allemagne, 223 ; Hollande, 156,50 ; Belgique, 50 (4)].

Si les chiffres qui précèdent ont été faciles à obtenir, grâce aux statistiques officielles et à celles de l'« Association Nationale de l'Industrie Chimique », il est plus délicat de donner un aperçu panoramique de la production qui correspond à ces chiffres et de la localiser. Les renseignements du « III^e Recensement Général de l'Industrie Italienne », du 5 novembre 1951, sont incomplets et manquent d'exactitude. En effet, les unités de production recensées ne sont pas également représentatives. D'autre part, au cours de sa plus récente phase d'expansion, l'industrie chimique italienne a modifié ses localisations pour mettre à profit, d'une façon plus rationnelle et systématique, les ressources humaines et naturelles du Pays.

D'après le recensement de 1951, sur 6.428 « unités locales » (comprises les petites unités à caractère artisanal), 57 % se situaient dans l'Italie du Nord, 21 % dans l'Italie centrale et un peu moins de 22 % dans l'Italie méridionale et insulaire. Pour la même année une évaluation non officielle, portant sur les seuls établissements de production chimique, au sens strict, en attribuait 73 % à l'Italie du Nord (dont 34 % à la seule Lombardie), 16 % à l'Italie centrale et 11 % à l'Italie méridionale et insulaire.

Une étude publiée peu après présente la Lombardie comme le centre moteur de cette industrie. Sur 295 Sociétés à capital de plus de 10 millions et réunissant ensemble 80 milliards environ, cette province en groupe plus de la moitié (50 milliards de capital) et on y trouve le plus grand complexe chimique italien.

Si, au cours des dernières années, les progrès de la Lombardie se sont encore accentués, il n'en

reste pas moins que l'expansion économique-sociale de l'Italie méridionale et insulaire a quelque peu modifié le schéma géographique ci-dessus esquissé. Dans le Sud, les Îles, le Centre, de nouvelles unités de production ont surgi, d'autres se sont amplifiées. Pour ne parler que des réalisations les plus importantes, mentionnons l'utilisation des gisements de potasse en Sicile, le grand complexe pétro-chimique en cours de réalisation à Brindisi et celui, très important, de Ferrare. Dans un proche avenir ces régions sont promises à de nouveaux développements.

Ce que nous avons écrit de l'expansion progressive de l'industrie chimique en Italie donne une première indication sur les grands centres à partir desquels cette industrie s'est développée. L'un des plus anciens, celui de la *chimie non organique*, garde son importance bien que ses progrès soient plus lents que ceux des jeunes et dynamiques nouveaux-venus.

Parmi les pays de la Communauté, l'Italie tient la deuxième place pour l'acide sulfurique. Sa production de composés sodiques et de chlore, déjà considérable, a augmenté en 1959. Celle de carbure de calcium, malgré une baisse récente due à des causes fortuites, se maintient à un niveau satisfaisant. La fabrication des principaux dérivés inorganiques à usage industriel augmente grâce à une spécialisation très poussée et à l'emploi de techniques efficaces.

L'Italie a maintenu sa place traditionnelle dans la production d'engrais azotés et de phosphates. Elle vient en deuxième position pour l'ammoniaque synthétique. Bientôt l'exploitation des gisements siciliens de Saint-Cataldo et de Sainte-Catherine lui assurera une place de choix pour les engrais potassiques.

La chimie organique, la pétro-chimie en particulier, a pris une part prépondérante à l'expansion de l'industrie chimique italienne au cours de ces dernières années. Il suffira de dire que la production, exprimée en tonnes de carbone élémentaire, est passée de 16.000 T en 1954 à 180.000 T en 1959. Il en est résulté, non seulement un accroissement important de la fabrication des produits de base destinés aux synthèses organiques, mais aussi de celle des matières plastiques, des fibres synthétiques, etc... On a évalué à plus de 250.000 tonnes les matières plastiques et les résines synthétiques produites en 1959.

Les produits pharmaceutiques, les spécialités médicales, les colorants de synthèse, les vernis, les

(4) Bulletins statistiques de l'O.E.C.E. Statistiques générales, 1960, n° 6.

émaux, les peintures, les pigments inorganiques, les pellicules photographiques n'ont épargné aucun effort pour figurer avec honneur dans le Marché Commun.

Pour porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de l'industrie chimique italienne, il faut donc tenir compte des améliorations de structure de cette industrie, des centres nouveaux qui ont été créés, de l'exploitation rationnelle, après la guerre, des gisements de méthane et de potasse, enfin, des modifications, apportées par cette exploitation, dans la répartition géographique des usines.

L'aide technico-scientifique donnée à l'industrie chimique italienne par les entreprises étrangères les plus qualifiées, notamment les entreprises américaines, a été considérable. Toutefois les réalisations spécifiquement italiennes témoignent d'un haut degré de maturité. Par là s'explique la vigueur de certaines branches nouvelles.

Ainsi, les découvertes d'un illustre savant italien, le Pr Natta, sur la polymérisation des huiles ont été à l'origine, non seulement de réalisations dans le domaine des matières plastiques et des fibres synthétiques, mais ont encore permis à l'Italie de participer aux formes nouvelles de collaboration internationale, par la cession de licences.

Parmi les matières premières nouvelles qui ont conditionné l'expansion de notre industrie, le méthane mérite une mention particulière. Il a été le facteur déterminant des progrès accomplis par la pétro-chimie italienne. L'industrie chimique emploie toujours plus de méthane : plus d'un milliard de M³ l'année dernière !

La nouvelle répartition géographique des usines n'est pas seulement le fait des avantages technico-économiques liés à l'exploitation des récentes sources de matières premières : elle contribue aussi à la solution des graves problèmes posés par la structure générale de l'économie italienne, l'existence de régions sous-développées en Italie méridionale et insulaire. L'implantation récente d'importantes industries chimiques dans ces régions a donné du travail à de nombreux ouvriers, augmentant ainsi leurs revenus et leur niveau de vie. Cette industrie a donc dépassé les aspects purement nationaux du problème pour rejoindre les buts que la Communauté Economique Européenne s'est clairement fixés aux termes de l'article 2 du Traité.

Selon l'estimation du Comité des Produits chimiques de l'O.E.C.E. la valeur de nos investissements productifs a atteint, pour la période 1955-1958, la

moyenne annuelle d'environ 115 milliards de liras. Ce chiffre a dépassé 150 milliards en 1959. Sur ce montant, 70 milliards de liras ont été apportés sous forme d'émissions d'actions ou d'obligations. En 1960 ce chiffre aurait été dépassé.

En revanche, il ne s'est guère réalisé de progrès vers la *concentration industrielle*, concentration que postule pourtant la logique de la Communauté et dont l'exemple des autres pays nous fait sentir toujours plus vivement la nécessité. Les inexplicables délais apportés à la réalisation des promesses de détaxes fiscales sur les transformations et fusions de Sociétés sont seuls responsables de cette carence.

La collaboration de l'industrie chimique italienne avec celle des autres pays de la Communauté, se développe. On a récemment annoncé la conclusion d'un accord entre le plus important de nos complexes chimiques et un groupe hollandais pour la fabrication en Hollande du polypropylène par le procédé Natta. D'autres accords en vue de la fabrication du même produit, ont été conclus avec des groupes français et allemands.

On peut citer, dans le sens inverse, d'intéressantes initiatives de groupes étrangers en Italie : une société française construira en Piémont une usine pour fabriquer des désherbants et des produits contre les parasites ; Hollandais et Italiens se sont associés pour produire de l'acide citrique en Toscane ; en Campanie, une collaboration française permettra l'obtention de peintures, d'émaux, d'encre d'imprimerie.

L'apport des groupes américains, dont il est difficile de préciser la valeur, par suite du manque de données actuelles et complètes, n'en reste pas moins le plus important si l'on considère la masse des investissements et les formes diverses de collaboration technico-scientifique. L'Union Carbide Corporation, La Monsanto Chemical Company, la Chemstrand Corporation, la Olin Mathieson, sont les plus importantes des sociétés américaines venues s'installer en Italie. Il faut y ajouter de puissantes industries pharmaceutiques et de nombreuses entreprises moins puissantes.

La participation de notre pays à un Marché Commun de 170 millions de consommateurs, ses réserves de main-d'œuvre partiellement inemployées, la rapide élévation de son standing de vie sont autant d'éléments favorables à la participation américaine à l'industrie chimique italienne qui est maintenant une des plus vivantes et des plus dynamiques de l'Europe Occidentale.

L'ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE AUX PAYS-BAS A PARTIR DE 1945

par C. A. van HAEFTEN

Directeur du Vereniging van de Nederlandse Chemische Industrie

Accélérée d'abord par la nécessité de remédier aux carences résultant de la fermeture des frontières de 1914 à 1918, l'expansion de l'industrie chimique néerlandaise a repris de plus belle après la seconde guerre mondiale. La mise en œuvre du Marché Commun lui apporte des chances nouvelles.

L'EXTENSION de l'industrie chimique néerlandaise fut très rapide après la deuxième guerre mondiale. Elle fut possible grâce au fait que, bien avant 1945, de nombreuses entreprises avec une gamme de produits assez divers existaient déjà dans notre pays. Toutefois il s'agissait, en général, d'entreprises de moyenne et petite importance. Les Pays-Bas, épargnés par la première guerre mondiale, avaient néanmoins ressenti la pénurie de produits chimiques survenue du fait de la fermeture des frontières et cela avait provoqué la fabrication de plusieurs produits chimiques jusqu'alors toujours importés.

C'est ainsi qu'on voit vers 1920 la création de hauts-fourneaux et de cokeries aboutissant, à partir du gaz des fours à coke, à la fabrication des engrais azotés. D'autre part l'exploitation d'importants gisements salins fit naître l'électrolyse du sel. La production de carbure de calcium et de ses dérivés fut entamée. Il y eut aussi extension de la production de produits phosphatés, de la rayonne et, d'une façon plus générale, de toute la gamme de produits de l'industrie minérale et organique déjà existante avant 1914.

Pendant la deuxième guerre mondiale, une grande partie des installations fut détruite. Toutefois, grâce, entre autres, à l'aide du plan Marshall, la reconstruction d'usines modernes put s'effectuer dans un délai relativement court.

Pour la première fois, les producteurs hollandais bénéficièrent d'une certaine protection, non du fait des tarifs mais par suite des restrictions douanières sur les sorties de devises. Par ailleurs, l'étranger n'était pas encore en mesure, le plus souvent, de satisfaire à la demande de sorte que, de ce chef également, la concurrence ne pouvait se faire ressentir normalement.

La situation se modifia vers 1950 lorsque la pénurie de devises et, dès lors, la protection se fit moins

sentir. L'Allemagne faisait sa réapparition sur le marché mondial. Malgré ces circonstances moins favorables, cette branche importante de la vie économique de notre pays avait pu entre temps se renforcer de telle façon qu'elle continua néanmoins à s'accroître. La nécessité de poursuivre l'industrialisation joua, à cet égard, un rôle important.

Quelques années plus tard, ce fut le début du Marché Commun. Prudents comme le sont les Hollandais, il fallut encore quelques années avant qu'ils utilisent à fond les chances qui leur étaient offertes. Ils attendaient surtout le résultat des pourparlers sur une Europe encore plus intégrée. Une fois acquise la certitude qu'une zone de libre échange pour toute l'Europe occidentale ne serait pas créée, on démarra. Jusque-là, on pouvait craindre, en effet, qu'une zone de libre échange s'étendant à toute l'Europe occidentale suscitât un climat beaucoup plus favorable pour les industries situées hors de la Communauté des Six qu'au dedans de celle-ci, par le fait qu'au dehors on ne serait pas lié par les diverses réglementations antidiscriminatoires que devaient respecter les entreprises situées dans la Communauté des Six.

C'est alors seulement que les entreprises néerlandaises saisirent les chances qui s'offraient à elles et aussi que la grosse industrie américaine n'hésita plus quant au choix à faire pour son établissement en Europe, c'est-à-dire, dans ou hors du Marché Commun. Nombre de ces industries choisirent, parmi les Six, les Pays-Bas. Au cours des deux dernières années, on assista à une série de fusions et d'extensions des entreprises nationales, tandis que des groupes étrangers, presque uniquement américains, procédèrent à la création d'entreprises destinées à satisfaire de gros débouchés, soit sous forme de sociétés leur appartenant en totalité, soit en combinaison avec des sociétés déjà sur place. Les quelques industries chimiques d'allure interna-

tionale, existant déjà en 1940, se développèrent rapidement. Cette évolution n'est certainement pas encore terminée de nos jours.

Etant donné cet intérêt de la part de la grande industrie américaine, il est remarquable de constater que les grandes entreprises chimiques européennes n'ont pas ou peu contribué à la création d'établissements aux Pays-Bas ces dernières années, ce qui s'explique pour les entreprises situées dans les autres pays du Marché Commun. Avant 1940, les investissements étrangers, peu nombreux mais assez importants, provenaient principalement de la France, de la Belgique et de l'Italie.

Le nombre des industries chimiques de notre pays atteint quelques centaines mais la plupart n'ont qu'une importance locale. Sur le plan international on distingue 50 à 60 entreprises parmi lesquelles une dizaine d'entreprises américaines déjà installées ou en cours d'installation, travaillant soit sous leur nom, soit en association avec une société néerlandaise.

L'intégration de l'industrie chimique des Pays-Bas n'est pas aussi poussée que dans les pays voisins et il est à prévoir qu'elle ne le sera pas. Ceci vient de ce que plusieurs entreprises néerlandaises dont la production principale n'est pas l'industrie chimique, ont ajouté une branche chimique à leur activité. Ces firmes sont généralement d'importance internationale mais leur branche chimie, quoique déjà importante en elle-même, tient peu de place dans l'ensemble des entreprises en question.

Dans ce cas, se trouvent par exemple :

La Shell (engrais azotés à base du gaz de fours à coke, du mazout et du gaz naturel et plusieurs fabrications pétrochimiques).

Unilever (savons et détergents).

Philips (produits pharmaceutiques, phytopharmaceutiques et matières plastiques).

L'Etat néerlandais est lui-même producteur (fabrication d'engrais azotés, de sous-produits à base du gaz provenant de cokeries, de matières plastiques).

Leurs intérêts principaux se situent sur des domaines très diversifiés, éloignés les uns des autres. C'est pourquoi une fusion des intérêts sur le plan chimie est peu probable ; le nombre des entreprises restera plus élevé qu'ailleurs et, dès lors, il est à prévoir que l'intégration de l'industrie chimique se manifestera moins dans notre pays.

Quant aux matières premières, on trouve aux Pays-Bas d'excellentes houilles à coke, de grandes quantités de sel de très bonne qualité, du pétrole,

du gaz naturel dans l'est et dans l'ouest du pays, tandis qu'on a découvert récemment au nord une nappe de gaz naturel comparable à celle de Lacq. De plus, l'agriculture fournit diverses matières premières : pommes de terre, huiles et graisses.

Les entreprises chimiques sont disséminées un peu partout. Les fabriques construites après la guerre ou en cours de construction sont surtout situées dans la région du Botlek, à l'embouchure du Rhin entre Rotterdam et Hoek van Holland. Cette région comprend le deuxième port maritime mondial et, peut-être, la concentration la plus importante d'Europe de raffinage de pétrole. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la pétrochimie ait choisi surtout cette région pour s'y établir.

Là où la Meuse traverse la frontière, aux environs de Maastricht, se trouvent des entreprises chimiques à proximité des gisements de houille à coke. On en retrouve près du port d'Amsterdam et le long du canal qui relie ce port à la mer, puis, au Nord, aux alentours de la ville de Groningue (sel et pommes de terre), là où l'immense nappe de gaz naturel, non encore en exploitation, a été découverte, enfin, près du canal maritime Gand-Terneuzen.

Le chiffre d'affaires annuel, en nouveaux francs français, a atteint : en 1938, 325 millions, en 1950, 1,6 milliard et 2,6 milliards en 1955. Il arrivera à 4,2 milliards en 1960 et atteindra vraisemblablement les 5 milliards en 1962.

Environ la moitié de la production a été exportée au cours de la dernière décennie. Les chiffres ci-dessus sont basés sur la classification en usage dans l'industrie chimique. Elle comprend la rayonne et les fibres synthétiques (pour un montant approximatif de 450 millions de N.F.). Les chiffres publiés par le Bureau Officiel de la Statistique sont basés sur une autre classification et s'écartent sensiblement de la normale.

Notre industrie chimique est surtout importante dans les secteurs des produits de base minérale et organique ; engrais phosphatés et azotés, rayonne, fibres purement synthétiques, savons et détergents, pigments, frites, huiles essentielles, essences et parfums synthétiques, dextrine, colles et produits auxiliaires pour textile et pesticides. La pétrochimie est en plein développement. Cette nomenclature est inévitablement incomplète.

L'industrie chimique occupe, sur la base des chiffres d'affaires, la troisième place dans la vie économique de notre pays. A l'échelle européenne, elle tient la cinquième place après l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie.

LES ÉCHANGES DE PRODUITS CHIMIQUES DANS LA C.E.E.

par Jean DESANTI

Directeur du Service Douanes et Commerce
Extérieur de l'Union des Industries chimiques

Utilisant des chiffres strictement comparables, l'auteur montre que l'industrie chimique participe d'une façon très active au commerce de la C.E.E. et contribue, pour une large part, à équilibrer la balance commerciale de celle-ci.

LES tableaux que l'on trouvera ci-après ont été dressés à partir des éléments puisés dans les bulletins de l'Office Statistique des Communautés Européennes qui utilise la Classification Statistique et Tarifaire pour le commerce international (C.S.T.). Cette définition statistique, tout en comportant certaines anomalies, a l'avantage de donner, pour tous les pays considérés, des chiffres strictement comparables, alors que les statistiques

nationales diffèrent encore dans leur définition de l'Industrie Chimique. Toutefois de légères variations pourront être constatées entre les chiffres d'exportation d'un pays vers un autre et les chiffres d'importation de ce dernier pays en provenance du premier ; ces différences, à l'exception du cas de l'U.E.B.L., sur lequel nous reviendrons, sont très faibles et de toutes façons inévitables.

I. — IMPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E.

A) Ventilation selon l'origine et la destination.

L'élément qui ressort tout d'abord de la lecture du tableau ci-joint est l'importance du commerce intra-communautaire. Sur un total d'importations, en 1959, de 1.265 millions de dollars les pays de la Communauté Européenne ont importé 595 millions de dollars des autres pays membres ou des pays associés, soit 47 % des importations totales. Les autres zones principales d'approvisionnement en produits chimiques des pays de la C.E.E. sont l'A.E.L.E. et les Etats-Unis qui, avec 270 millions de dollars, représentent chacune 22 % du total des importations.

On pourra constater, en outre, que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse réunis vendent à la C.E.E. pour près de 500 millions de dollars, c'est-à-dire 75 % de ses approvisionnements extérieurs en produits chimiques.

Par ailleurs, l'acheteur le plus important parmi les pays de la C.E.E., est l'Allemagne dont les importations représentent plus de 26 % des importations totales. Les achats des quatre autres pays s'élèvent, pour chacun d'entre eux, entre 18 et 19 % du total des importations de l'ensemble de la C.E.E. Toutefois, il y a lieu d'apporter un correctif aux importations de l'U.E.B.L. dans lesquel-

les sont comptés 30 millions de dollars d'engrais potassiques ne faisant que transiter sur son territoire, ce qui ramène les importations de ce pays à 200 millions de dollars environ, soit 16 % du total des importations de la C.E.E.

B) Evolution des importations de 1958 à 1959.

Les importations globales des pays de la C.E.E. ont augmenté de 15 % d'une année sur l'autre. Mais cette évolution est variable tant en fonction de l'origine que de la destination.

On constate tout d'abord que ce sont les achats intra-communautaires qui ont le plus progressé avec 20 % d'augmentation. Par ailleurs, les importations de la C.E.E. en provenance de l'A.E.L.E. ont augmenté de plus de 13 % (dont 19 % en provenance de Suisse), alors que les achats effectués aux Etats-Unis n'ont progressé que de 8 %.

Sur le plan de l'évolution des achats de 1959 par rapport à 1958, c'est l'Allemagne qui se place en tête avec + 23 %. Viennent ensuite les Pays-Bas (+ 22 %), l'Italie (+ 17 %) et enfin l'U.E.B.L.

Ces pourcentages sont évalués à partir de valeurs exprimées en dollars. Toutefois, il y a lieu de remarquer que les importations françaises, exprimées en francs courants, ont augmenté de 18 % par suite de la dévaluation de fin 1958 ; l'augmen-

tation réelle, exprimée en volume, se situe entre ces deux chiffres, c'est-à-dire à environ 10 %.

C) *Ventilation, par branches, des importations de la C.E.E.*

Enfin, pour compléter ce commentaire rapide sur les importations de la C.E.E., il est utile d'ajouter que celles-ci se répartissent, par grands secteurs, comme suit :

- 1° Produits Chimiques organiques 23,5 %
- 2° Matières plastiques 15 %
- 3° Produits Chimiques inorganiques .. 13,5 %
- 4° Produits médicaux et pharmaceutiques 11 %

- 5° Engrais manufacturés 6,5 %
- 6° Colorants 4,5 %
- 7° Huiles essentielles et produits de parfumerie 3,5 %
- 8° Divers, dont savons et détersifs, peintures et vernis, explosifs 22,5 %

On voit donc que le marché des produits chimiques de la C.E.E. est très ouvert et qu'il laisse sa place à la concurrence extérieure aussi bien pour les matières premières et produits intermédiaires (produits chimiques organiques et inorganiques) que pour les produits finis tels que produits pharmaceutiques, engrais et colorants.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS DE 1959
ET COMPARAISON AVEC 1958

(Valeurs en millions de dollars)

Pays d'origine	C. E. E.		Allemagne Fédérale		France		Italie		Pays-Bas		U.E.B.L.	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958
Allemagne Féd.	254,3	121	1,7 (1)	98	54	115	70,2	131	78	123	50,4	114
France	115,5	120	31,2	175	—	—	19	117	12,2	111	53,1	104
Italie	36	124	16,2	134	11,6	108	—	—	4,3	135	3,9	125
Pays-Bas	97	124	35	128	15,1	159	9,4	118	—	—	37,5	112
U.E.B.L.	81,8	113	20,5	116	13,9	113	5,5	129	41,9	110	—	—
Total C.E.E. ..	584,6	120	104,6	136	94,6	119	104,1	127	136,4	118	144,9	110
D.O.M. C.E.E. et P.T.O.M. C.E.E.	10,8	97	0,8	133	9,5	91	0,2	200	0,2	200	0,1	100
Total C.E.E. .. (y compris l'Outre-mer)	595,4	120	105,4	136	104,1	116	104,3	127	136,6	118	145	110
Royaume-Uni ..	121,2	108	27,3	108	18,6	87	23,5	117	33,9	119	17,9	108
Suède	17,3	113	7,7	128	2,5	86	2	102	2,6	101	2,5	139
Suisse	104,3	119	39,4	133	22	109	20,3	116	10	134	12,6	102
Autres pays de l'A.E.L.E.	26,1	113	11,8	131	3,3	77	3,6	100	5,1	140	2,3	92
Total A.E.L.E. ..	268,9	113	86,2	123	46,4	94	49,4	114	51,6	122	35,3	106
Pays de l'Est, y compris la Chine populaire (2)	48,2	119	19,2	123	6,5	81	9,7	133	5,9	159	6,9	115
U.S.A.	270,7	108	98	118	51,9	90	53,3	100	31	127	36,5	117
Autres pays ..	81,7	110	25,9	98	20,2	94	12,7	146	18,5	137	4,4	122
Total Général ..	1.264,9	115	334,7	123	229,1	101	229,4	117	243,6	122	228,1	111

(1) Achats de l'Allemagne à la Sarre en 1958 et jusqu'au 6 juillet 1959, date du rattachement économique de la Sarre à l'Allemagne.

(2) Pays de l'Est : Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Chine populaire.

II. — EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E. (1)

A) *Ventilation selon la destination et l'origine.*

En dehors des ventes intra-communautaires qui représentent 24 % du total, les exportations de produits chimiques de la C.E.E. vont pour 22 % à l'A.E.L.E., 7 % aux Pays de l'Est, 6 % aux Etats-Unis, 5,5 % à ses associés d'Outre-Mer (la France assurant la presque totalité de ces ventes) et 35 % aux « Autres Pays ». Parmi ces derniers, on dénombre 23 pays achetant à la C.E.E. entre 50 et 10 millions de \$ de produits chimiques annuellement.

En ce qui concerne l'origine, l'Allemagne est le premier exportateur avec 47 % des exportations totales de la C.E.E. Viennent ensuite la France avec 20 %, les Pays-Bas, 14 %, l'U.E.B.L., près de 10 % (le chiffre réel des exportations de l'U.E.B.L. étant de 230 environ et non 258 millions de \$) et l'Italie, près de 9 %.

B) *Evolution des exportations de 1958 à 1959.*

Globalement les exportations de produits chimiques des pays de la C.E.E. ont augmenté, de 1958 à 1959, à peu près autant que les importations (+ 16 %). Ce sont les exportations vers les Etats-Unis qui ont marqué la plus forte progression (+ 34 %). Il est à noter également, en dehors de l'augmentation du commerce intra-communautaire dont nous avons parlé plus haut, que les exportations vers l'A.E.L.E. ont augmenté de 17 %.

Du point de vue de l'origine ce sont les exportations italiennes (+ 23 %) qui marquent le plus fort pourcentage d'augmentation. Viennent ensuite l'Allemagne (+ 17 %), les Pays-Bas (+ 17 %) et l'U.E.B.L. (+ 11 %). En ce qui concerne la France le pourcentage ne s'élève qu'à 10 %. Toutefois ce pourcentage s'élève à 17 % pour les seules exportations vers l'étranger (322 contre 275 millions de \$) ce qui, du fait de la dévaluation de fin 1958, correspond à une augmentation en volume d'environ 25 à 30 %.

C) *Ventilation, par branches, des exportations de la C.E.E.*

Enfin, pour terminer ce tour d'horizon rapide sur les exportations de produits chimiques des pays de la C.E.E., signalons que celles-ci se répartissent, par branches importantes, de la façon suivante :

1° Produits chimiques organiques	17,5 %
2° Engrais manufacturés	17 %
3° Produits chimiques inorganiques ..	12,5 %
4° Produits médicaux et pharmaceutiques	11,5 %
5° Matières plastiques	11,5 %
6° Matières colorantes	4,5 %
7° Huiles essentielles et produits de parfumerie	2,5 %
8° Divers, dont savons et détergents, peintures et vernis, explosifs	23 %

CONCLUSIONS

De 1958 à 1959 le commerce intra-communautaire de produits chimiques a plus augmenté que les échanges avec les autres pays du monde. Cela tient beaucoup plus à un effort de préparation du Marché Commun futur qu'aux premières mesures d'application du Traité de Rome. En effet, ces mesures, qu'il s'agisse du premier abaissement de 10 % des droits de douane ou de l'élargissement des contingents d'importation, ont été, en presque totalité, étendues aux pays tiers. Elles n'ont donc pas revêtu un caractère préférentiel.

Par ailleurs, il y a lieu de faire ressortir que les exportations de produits chimiques des pays de la

C.E.E. sont presque deux fois plus élevées que leurs importations (2.360 millions de \$ contre 1.264 millions de \$). De plus, les importations de produits chimiques ne représentent que 5,2 % des importations totales de la C.E.E. alors que les exportations de produits chimiques s'élèvent à 9,4 % des exportations totales. Ainsi l'Industrie Chimique participe d'une façon très active au Commerce de la C.E.E. et contribue pour une large part à équilibrer la balance commerciale de celle-ci.

Enfin la C.E.E., en se classant avant les Etats-Unis, arrive en tête du commerce mondial des produits chimiques tant à l'importation qu'à l'exportation.

(1) Voir le tableau page ci-après.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE 1959
ET COMPARAISON AVEC 1958

(Valeurs en millions de dollars)

Pays destinataires	C. E. E.		Allemagne Fédérale		France		Italie		Pays-Bas		U.E.B.L.	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958		1959 1958
Allemagne Féd.	108,8	135	3,3 (1)	71	34,1	182	16,8	128	36,1	127	18,5	118
France	95,9	123	54,3	121	—	—	11,9	101	15,8	170	13,9	115
Italie	121,5	128	80,8	134	20,6	117	—	—	13,6	117	6,5	118
Pays-Bas	132,6	115	80,1	120	13,2	103	4,6	132	—	—	34,7	109
U.E.B.L.	115,3	116	53,8	120	22,1	111	3,3	139	36,1	112	—	—
Total C.E.E. ..	574,1	123	272,3	123	90	130	36,6	119	101,6	125	73,6	113
D.O.M. C.E.E. ..	78	101	0,4	163	76,8	101	0,2	91	0,1	57	0,5	75
P.T.O.M. C.E.E.	53,4	97	3,3	106	39,1	96	0,9	110	2,3	103	7,8	91
Total C.E.E. .. (y compris l'Outre-mer)	705,5	118	276,0	123	205,9	111	37,7	119	104	124	81,9	110
Autriche	63,3	108	46,7	109	5	124	5,6	90	3	125	3	104
Danemark	60,8	121	39,6	124	4,2	98	2,7	212	9,2	111	5,1	117
Norvège	31,6	112	20,7	113	3,4	106	0,6	117	3,7	122	3,2	105
Portugal	25	106	11,8	99	2,5	82	3	105	2,8	124	4,9	136
Royaume-Uni ..	147,9	115	63,5	112	30,5	113	9,5	123	22	108	22,4	132
Suède	76,3	114	49,5	114	7,1	132	1,3	88	10,8	122	7,6	95
Suisse	114,4	132	67,1	136	26,1	131	8,9	132	8,3	120	4	105
Total A.E.L.E. ..	519,3	117	298,9	117	78,8	118	31,6	118	59,8	115	50,2	118
U.S.A.	138,6	134	49,6	121	27,7	128	15,1	127	19,6	111	26,6	235
Chine populaire.	82,2	108	31,9	84	5,7	291	19,4	160	8,7	119	16,5	99
Autres pays de l'Est	82,6	125	38,4	124	11,1	91	16,7	217	12,4	127	4	77
Total des pays de l'Est (2) ..	164,8	116	70,3	101	16,8	128	36,1	180	21,1	123	20,5	94
<i>Autres pays :</i>												
Espagne	49,4	100	24,9	105	9,9	70	3,4	642	5,2	85	6	119
Finlande	30,9	121	18,2	127	2,5	111	0,8	123	4,4	118	5	111
Grèce	31,6	109	13,4	118	2,6	102	10	94	2,1	92	3,5	159
Turquie	28,1	158	14,2	144	3,1	198	6,3	129	3,2	149	1,3	228
Yougoslavie	35,5	123	18,4	148	1,5	178	9,1	105	4,7	143	1,8	71
Argentine	25,2	102	13,1	109	4,3	106	2,5	89	4,1	98	1,2	78
Brésil	34,2	88	18,4	84	6,7	87	2,9	114	3,7	88	2,5	92
Mexique	25,9	100	15,5	90	2,8	119	1,8	104	4,4	117	1,4	177
Union Indienne.	40,9	152	22,8	153	5,4	122	6,9	106	4,2	—	1,6	144
Japon	59,3	124	33,1	133	9,3	107	1	192	4,4	168	11,5	106
Australie	25,5	113	18,3	126	2,7	93	0,8	88	2,6	112	1,1	60
Divers	445,8	117	199,7	115	91,9	105	40,9	108	71,3	105	41,9	89
Total général ..	2.360,4	116	1.104,8	117	471,9	110	206,9	123	318,8	117	258	111

(1) Ventes de l'Allemagne à la Sarre en 1958 et jusqu'au 6 juillet 1959, date du rattachement économique de la Sarre à l'Allemagne.

(2) Pays de l'Est : Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Chine populaire.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE DE L'U.R.S.S.

par Jean ECHARD

Ancien Directeur de l'Industrie Chimique
au Ministère de l'Industrie et du Commerce

Les différences essentielles qui séparent l'économie russe des économies occidentales, jointes à la difficulté d'obtenir des renseignements complets, rendent malaisée la comparaison de l'industrie chimique de l'U.R.S.S. avec celles des pays de l'Ouest. L'auteur s'efforce cependant d'apporter un maximum de précisions.

COMPARER les industries chimiques de divers pays est, en général, un travail difficile, car les définitions retenues dans chacun d'entre eux sont le plus souvent différentes. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux rapports annuels de l'O.E.C.E. sur la situation des industries chimiques dans les pays membres pour apprécier les difficultés auxquelles ont eu à faire face les auteurs de ces rapports et la nécessité devant laquelle ils se sont trouvés d'adopter pour leurs travaux une définition commune.

Parler de l'industrie chimique de l'U.R.S.S. ne fait point échapper à cette difficulté générale. L'U.R.S.S. a sa propre définition de l'industrie chimique. Mais à cette difficulté, attendue pourrait-on dire, s'en ajoutent d'autres, spécifiques du régime économique soviétique :

1°) La notion de chiffre d'affaires, telle qu'elle est définie dans les pays occidentaux, n'a pas de sens en économie socialiste. On y parle, par contre, de valeur de production, c'est-à-dire du produit d'une quantité fabriquée d'une certaine matière par sa valeur, fixée d'ailleurs par l'Etat et non pas déterminée par la loi du marché.

Comme la valeur d'un produit quelconque en U.R.S.S. n'a *a priori* aucun rapport avec la valeur du même produit dans les économies occidentales, on conçoit que la valeur de production au sens soviétique n'ait que peu de chance de pouvoir facilement se comparer avec la valeur de production qu'on peut déduire, dans les économies occidentales, des données relatives aux chiffres d'affaires.

On peut toutefois admettre que, dans la mesure où le rapprochement du catalogue des prix libres des mêmes produits en économies occidentales, permet de constater qu'un certain rapport de valeur existe dans la plupart des cas entre les prix de chaque produit dans l'un et l'autre systèmes économi-

ques, une comparaison d'économie à économie est possible. On admettra que ce rapport existe en matière de produits chimiques (*).

2°) C'est ce rapport qui peut seul servir de base valable aux comparaisons en valeur. Mais ce rapport n'a pas de raison *a priori* d'être égal au taux officiel des changes. C'est un taux de change fictif qui doit être appliqué au rouble pour obtenir dans une monnaie occidentale de référence (dollar par exemple), des données concernant la chimie, susceptibles d'être valablement comparées aux données correspondantes des économies chimiques occidentales.

Sans chercher à justifier plus avant le taux de change retenu ici, nous admettrons qu'il peut être pris égal à 1 R = 0,50 NF (le rouble ici en question est celui défini avant la dernière réforme monétaire russe, puisqu'aussi bien les données chiffrées dont on peut disposer correspondent à la période antérieure à la réforme).

Ce taux correspond approximativement à 1 \$ = 10 roubles, alors que le taux de change officiel (avant la même réforme) était de 1 \$ = 4 roubles.

Il convient donc de faire très attention aux données en valeur extraites de la littérature, lorsqu'elles sont libellées en dollars (ou en une quelconque monnaie occidentale), afin de discerner quel taux de change a été retenu par l'auteur de l'article.

Il y a donc tout lieu d'accueillir tous les renseignements statistiques avec une certaine prudence.

3°) Il convient enfin de rappeler que les statistiques de production ne sont généralement pas publiées. Les Russes donnent, de temps à autre, des indications en pourcentage sur le niveau atteint

(*) Cf. Tableau des prix, dans Rapport préliminaire sur la mission de l'industrie chimique française en U.R.S.S.

par telle ou telle production, par rapport au niveau atteint pendant une année de référence.

Mais le plus souvent, la valeur absolue de la production n'est pas connue.

I. — IMPORTANCE ACTUELLE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE RUSSE

Les indications fournies dans le « Rapport préliminaire sur la Mission de l'Industrie chimique française en U.R.S.S. » (dans *Revue I.F.P.*, janvier 1960) sont les suivantes :

	Valeur de production de l'industrie chimique soviétique en milliards de roubles	en millions de \$
1940	8,2	820
1950	14,6	1.460
1955	34,1	3.410
1956	38,7	3.870
1957	42,9	4.290
1958	48	4.800

On renvoie à ce rapport pour la définition précise du domaine d'activité couvert en U.R.S.S. par le vocable « Industrie Chimique ». Dans les gran-

des lignes, il s'agit de l'industrie minérale (y compris l'extraction de certains sels), de l'industrie organique, de ce qu'en France on appelle la parachimie (mais sans les produits pharmaceutiques et photographiques) et des fibres artificielles et synthétiques.

Les chiffres indiqués ci-dessus ne concordent pas avec les indications figurant dans un article d'avril 1960 de la revue allemande « *Chemische Industrie* » dans lequel l'auteur indique :

— d'une part, une valeur de la production chimique pour 1958 de 39 milliards de R. ;

— d'autre part, une même valeur en dollars de 9,3 milliards de dollars.

Au taux de change de 1 \$ = 4 roubles, on voit que 9,3 milliards de dollars correspondent à 37,2 milliards de roubles, chiffre assez voisin des 39 milliards (de R.) également indiqué par l'auteur. Mais cette valeur en dollars de la production chimique russe qui sert d'élément de comparaison dans la suite de l'étude allemande pour situer l'industrie russe par rapport aux industries des U.S.A. et de l'Allemagne de l'Ouest apparaît entachée d'erreur pour les raisons d'ordre général que nous avons indiquées précédemment. A notre avis, le tableau donné dans la revue allemande devrait être ainsi corrigé :

	1954	1955	1956	1957	1958	1959
U.R.S.S.						
(en milliards de roubles)	27,6	28,8	30,4	32,8	37,2	40,8
(en millions \$) (*)	2.760	2.880	3.040	3.280	3.720	4.080
U.S.A. (en millions \$)	19.060	21.423	22.736	23.418	23.219	25.738
Allemagne Ouest (en millions \$)	2.935	3.338	3.675	4.092	4.300	4.881

Selon que l'on prend comme valeur de production de l'industrie chimique de l'U.R.S.S. la série de chiffres (en \$) figurant au tableau précédent ou celle donnée dans l'article de la revue allemande (en renvoi), on arrive à des résultats essentiellement différents :

— Dans un cas (revue allemande), l'industrie chimique russe serait deux fois plus puissante en 1959 que l'industrie chimique allemande occidentale (10.200 millions \$ contre 4.881) ;

— Dans l'autre cas (série de chiffres du présent article, c'est-à-dire chiffres français et chiffres allemands corrigés), l'industrie chimique russe serait

en 1959 moins forte que l'industrie chimique occidentale.

L'importance des conséquences que l'on peut tirer de l'une ou l'autre conclusion est si grande qu'il convient d'essayer, par tous les moyens possibles, de poursuivre cette comparaison entre les industries chimiques des deux pays par l'examen des productions respectives de différents produits (clés de préférence).

La comparaison globale ne peut être faite qu'en valeur. Il n'y a, en effet, aucun autre moyen de comparer des activités dont certaines concernent des produits d'un niveau de prix de l'ordre de grandeur de 0,10 NF/kg (type acide sulfurique), d'autres, des produits d'un niveau du prix de 2,50 NF/kg (type matière plastique ou caoutchouc syn-

(*) La Revue allemande pour les mêmes années donne : (en milliards de \$)

1954	1955	1956	1957	1958	1959
6,9	7,2	7,6	8,2	9,3	10,2

thétique), d'autres enfin, des produits d'un niveau de prix de 10 NF/kg et plus (type colorants, produits de base pour pharmacie).

Il y a donc lieu de pondérer les différents renseignements obtenus en tonnage sur certaines productions par la valeur moyenne des prix de ces produits.

C'est ainsi qu'il faut toujours avoir à l'esprit que 2.000.000 tonnes d'acide sulfurique à 0,10 NF/kg (valeur 200.000.000 NF) ne représentent pas plus que 100.000 tonnes d'une matière plastique à 2,00 NF/kg (valeur 200.000.000 NF).

	Allemagne de l'Ouest	U.R.S.S.
Acide sulfurique	(1958) 2.376.000 t.	(1958) 4.800.000 t.
Chlore	> 539.000 t.	?
Carbonate de Na	> 901.200 t.	> 1.692.000 t.
Engrais azoté (tonnes N)	> 1.077.000 t.	> 1.030.000 t.
Engrais phosphatés (tonnes P ₂ O ₅)	> 644.000 t.	> 1.000.000 t.
Engrais potassiques (tonnes K ₂ O)		> 990.000 t.
Total engrais		> 3.020.000 t.
Matières colorantes (tonnes)	> 51.000 t.	> 80.100 t.
Matières plastiques (tonnes)	(1957) 589.000 t.	(1957) 243.718 t.
Caoutchoucs synthéti- ques (tonnes)	?	(1958) 230.000 t.
Fibres chimiques (art. et synth.)	(1958) 220.000 t.	(1958) 179.000 t.
Produits pharmaceuti- ques	équivalente à celle de l'U.R.S.S.	2 milliards de R.

Il ressort du tableau précédent que, dans certains secteurs, notamment dans les domaines en expansion de la chimie organique, là où les prix unitaires des produits fabriqués sont parmi les plus élevés, la production chimique allemande est supérieure à la production chimique de l'U.R.S.S.

Dans le domaine de la chimie minérale, la production importante d'acide sulfurique de l'U.R.S.S. correspond à une production importante de sulfate d'ammoniaque qui doit représenter, dans ce pays, une part relativement beaucoup plus considérable de la production d'engrais azotés qu'en Allemagne de l'Ouest.

Il n'est donc pas interdit de penser que la situation relativement faible de l'industrie chimique russe de 1958 s'explique par le fait que, jusqu'à présent, le développement de ce secteur a été minimisé par rapport à celui des industries de base et lourdes (énergie, sidérurgie).

II. — PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT FUTUR

On sait que l'U.R.S.S. s'est lancée dans la réalisation d'un plan septennal de développement qui a démarré le 1^{er} janvier 1959. Au terme de ce plan, en 1965, on prévoit que les objectifs suivants auront été atteints :

Production des engrais : augmentation en tonnage de 3 fois par rapport à 1958 ;

Production des caoutchoucs synthétiques : augmentation en tonnage de 4 fois par rapport à 1958 ;

Production des fibres artificielles et synthétiques : augmentation en tonnage de 4 fois par rapport à 1958 ;

Production des matières plastiques : augmentation de 7,5 à 8 fois.

La chimie, dans son ensemble, doit voir sa valeur de production multipliée par 3.

Pour aboutir à un tel résultat, le Plan septennal prévoit que les investissements dans l'industrie chimique pendant les sept années d'exécution du programme de développement s'élèveront à 100 milliards de roubles. Il a d'ailleurs été précisé que ces 100 milliards de roubles comprennent, le cas échéant, le coût des logements pour le personnel, qui ne seraient pas financés par ailleurs.

Ce chiffre de 100 milliards de roubles appelle quelques commentaires. On sait qu'on peut en effet écrire une relation de la forme :

$$I_n = \lambda \left(C_{n+1} - C_n \right)$$

I_n : étant l'investissement consenti, pendant l'année n , dans l'industrie chimique ;
 C_n : étant le chiffre d'affaires réalisé pendant cette même année ;
 C_{n+1} : étant le chiffre d'affaires réalisé l'année suivante.

Au bout d'un certain nombre d'année, p par exemple, on a :

$$I_n + I_{n+1} + \dots + I_{n+p} = \lambda (C_{n+p+1} - C_n)$$

marquant que la somme des investissements réalisés pendant une période est proportionnelle à l'accroissement du chiffre d'affaire qu'elle entraîne.

Cette relation apparaît évidemment comme valable en période de monnaie stable ; mais elle est également vérifiée si la valeur de la monnaie varie lentement puisque alors I_n et $C_{n+1} - C_n$

sont affectés relativement dans les mêmes proportions.

On constate également que la valeur du paramètre λ est fonction de la nature des fabrications — chimiques — entreprises et des investissements nécessaires à leur réalisation.

C'est ainsi que λ peut varier entre 1,5 et 2 pour les investissements lourds, dits de base, notamment dans le domaine de la carbochimie, de la pétrochimie, de l'azote, du carbonate de soude. Ce rapport est, au contraire, voisin de 1, quelquefois même inférieur pour les investissements dits légers, correspondant à la fabrication de produits à prix unitaire élevé, matières colorantes, produits pharmaceutiques (*), etc...

On pourrait donc s'attendre, devant l'ampleur du programme d'investissement soviétique, à trouver un rapport sensiblement plus grand que 1 (1,5 à 2). En fait, il n'en est rien :

Si l'on prend en effet $\Sigma I = \lambda (+ C_7 - C_0)$, on sait que $C_7 = 3 C_0$ (puisque la valeur de production chimique doit être multipliée par 3).

$$\Sigma I = 100 \text{ milliards de roubles.}$$

Si $C_0 = 48$ milliards de roubles, on obtient :

$$\lambda = \frac{100}{2 \times 48} = 1,04$$

Comme on ne peut pas penser que les dirigeants du Plan se soient trompés, ni dans les perspectives de production, ni dans les perspectives de financement de ces productions, force est d'admettre qu'une partie notable des investissements nécessaires est incorporée, sous forme de carbochimie et de pétrochimie, dans les plans des industries du coke et du pétrole.

Si on admet pour l'année 1958 une valeur de production de l'industrie chimique russe de 39 milliards de roubles — et non 48 — d'après la série corrigée fournie par l'article déjà cité de la revue « *Chemische Industrie* », on trouve une valeur de $\lambda = 1,3$ plus proche de la valeur normalement attendue. Les chiffres de la série allemande sur les valeurs de production serrent peut-être la vérité de plus près que les chiffres donnés par la Mission française. On voit bien par cet exemple à quel degré d'incertitude on en est souvent réduit dans l'étude de la situation de l'industrie chimique russe.

L'auteur de l'article allemand, devant tant d'incertitude, a cherché à préciser dans quelle mesure

ce Plan pourrait être effectivement réalisé, c'est-à-dire si les investissements réalisés d'ici 1965 par l'industrie chimique russe pouvaient effectivement atteindre les 100 milliards de roubles annoncés.

Le raisonnement est le suivant :

On peut estimer que dans les investissements de l'industrie chimique (en général), la partie matériels et appareillages représente 64 % du coût total, le reste correspondant à la partie génie civil et montage.

Dans la grande industrie chimique, où se développent beaucoup les installations à l'air libre, la part matériels et appareillages tend à croître. En sens inverse (point que l'auteur allemand n'a pas noté), les techniciens russes ont affirmé à la Mission française que dans les 100 milliards de roubles était incorporée parfois la valeur des logements pour le personnel quand elle n'est pas comprise dans un autre chapitre du Plan. Ce point a déjà été signalé plus haut.

On peut donc admettre, en première approximation, qu'il faille trouver une soixantaine de milliards de dépenses de matériel et d'appareillage. D'où viennent-elles ? L'auteur allemand a dressé le tableau reproduit page suivante.

On s'aperçoit que sur 53 milliards de roubles répartis sur 7 ans (soit un déficit de l'ordre d'une dizaine de milliards de roubles) :

7.081 milliards viennent d'importations des pays de l'Est et occidentaux, sous forme de matériel spécifié ;

10.437 milliards viennent d'importations des pays de l'Est et occidentaux, rentrant dans d'autres rubriques douanières que le matériel pour industries chimiques par exemple : compresseurs, pompes, etc.

Total :	17.518 milliards
Fournitures	
russes :	35.436 milliards

Total	
général :	52.954 milliards.

(*) Ceux-ci ne rentrant d'ailleurs pas dans le domaine de compétence du Comité d'Etat.

INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL TECHNIQUE 1959-1965
(ÉVALUATION EN MILLIONS DE ROUBLES)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	Total 1959-1965	
Importations de matériel pour l'ind. chimique	des pays de l'Ouest du bloc de l'Est	78	123 (1)	194	307	486	767	1.210	1.913	5.000
		124	151 (2)	184	225	275	336	410	500	2.081
	Total ..	202	274	378	532	761	1.103	1.620	2.413	7.081
	Part du bloc de l'Est	61,5 %	55,2 %	48,7 %	42,3 %	36,1 %	30,5 %	25,3 %	20,7 %	29,4 %
Importations pour l'industrie chimique provenant d'autres postes (Est et Ouest) (3) ..										
	1.000	1.100	1.210	1.331	1.464	1.611	1.772	1.949	10.437	
Total des importations de matériel										
	1.202	1.374	1.588	1.863	2.225	2.714	3.392	4.362	17.518	
Production de matériel de l'U.R.S.S. (4)										
	1.300	2.015 (5)	2.620 (6)	3.406 (7)	4.428	5.756	7.483	9.728	35.436	
Total des investissements en matériel ..										
	2.502	3.389	4.208	5.269	6.653	8.470	10.875	14.090	52.954	
Accroissement annuel ..										
	—	35,5 %	24,2 %	25,2 %	26,3 %	27,3 %	28,4 %	29,6 %	2.016,4 %	
Investissements prévus par le Plan										
	—	3.314	4.408	5.863	7.798	10.472	13.796	18.349	64.000	
Couverture du Plan ..										
	—	+ 75	— 200	— 594	— 1.145	-- 2.002	— 2.921	— 4.259	— 11.046	

1) Taux annuel d'augmentation : 56 %.

2) Taux annuel d'augmentation : 22 %.

3) Taux annuel d'augmentation : 10 %.

4) Y compris 90 % pour les frais de montage.

5) Augmentation connue pour 1959 (55 %).

6) Augmentation d'après Plan 1960 (30 %).

7) Augmentation à partir de 1961 (30 %).

On peut donc dire que, approximativement, le tiers des matériels d'équipement nécessaires à la réalisation du plan septennal de développement de l'industrie chimique russe est fourni par l'extérieur.

La part importante revenant aux pays occidentaux est assez bien connue. Elle a pu faire l'objet d'une liste (dressée par l'auteur de l'article allemand), dont les renseignements permettent de recouper l'ordre de grandeur du montant des biens d'équipement chimiques commandés dans les pays occidentaux.

On ne peut donc pas dire que la réalisation matérielle du Plan septennal prévue pour l'industrie chimique est impossible. Il reste entre les évaluations faites de deux manières différentes un écart, peut-être explicable par le coût des logements pour le personnel. Il n'en reste pas moins que si la seule partie matériels et appareillages

chimiques s'élève seulement à environ 53 milliards de roubles (et non 64), le coût des investissements pour obtenir la production chimique désirée en fin de période apparaît faible par rapport aux normes habituellement retenues dans les pays occidentaux.

C'est pourquoi le Rapport de la Mission française en U.R.S.S. pose la question de savoir si une partie des investissements (par exemple la pétrochimie) n'est pas comprise dans le coût des investissements destinés à l'industrie pétrolière. On peut, en effet, remarquer dans la liste allemande des biens d'équipement (dont j'ai parlé plus haut) que, seules, figurent des installations pour le cracking du méthane en acétylène, mais aucune installation analogue à un steam-cracking par exemple.

Cette absence d'installation est corollaire du découpage des activités entre le Comité d'Etat pour l'industrie chimique et le Comité d'Etat du Pétro-

le. Il ne m'a pas été possible, malheureusement, de savoir si du côté des installations pétrolières avait été prévu l'achat d'installations de fabrication de produits pétrochimiques de base (type éthylène, propylène, butènes, butadiènes et dérivés immédiats).

III. — LE COMMERCE EXTERIEUR DES PRODUITS CHIMIQUES

Les problèmes de valeur se posent également à propos des questions de commerce extérieur. En effet, quand les statistiques russes donnent un montant d'importation ou d'exportation d'un produit quelconque en roubles, il ne s'agit pas du montant obtenu en multipliant la quantité achetée ou vendue par la valeur unitaire du produit telle qu'elle est définie sur le marché intérieur russe. Le montant correspond à la valeur d'achat ou de vente dans la devise du pays avec lequel la transaction a été effectuée, convertie en roubles sur la base du taux officiel du change. Or, on a vu que ce taux officiel ne donnait pas une idée exacte de la situation réelle.

Il paraît donc nécessaire de retraduire au taux officiel les valeurs données (en roubles) en monnaie étrangère (dollars par exemple), ce qui donne les montants exacts des importations ou des exportations russes dans le système économique occidental, puis d'appliquer à ces montants le taux de change fictif dollar-rouble, dont il a été question au début de cette étude. Les montants ainsi trouvés en roubles peuvent être comparés au montant de la valeur de production russe.

On a donné, en annexe, la liste des importations et des exportations par produits pour l'année 1958. On pourra constater que la structure des exportations traduit également un appareil de production chimique assez peu évolué.

Autrement dit, si l'on met à part le rôle de plaque tournante que l'U.R.S.S. peut jouer dans certains cas vis-à-vis de certains pays socialistes, on s'aperçoit que la structure de son commerce extérieur traduit encore la faiblesse relative de son industrie chimique.

Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. en matière de produits chimiques s'élève aux chiffres suivants :

	1956	1957	1958
	Millions de dollars		
Exportation	134,2	152,0	162,3
Importation	142,4	161,4	204,6

On s'aperçoit que l'importance du commerce extérieur par rapport à sa production intérieure est pour 1958 :

Production intérieure	48.000 millions roubles
	ou 39.000 millions roubles
Importation	2.046 —
Exportation	1.623 —

Le montant des importations par rapport à la production intérieure est de 4,1 % ; celui des exportations de 3,3 %. Autrement dit, jusqu'à présent, l'importance du commerce extérieur des produits chimiques russes est faible. Les tableaux joints donnent des indications plus précises :

D'une part, sur la nature des principaux produits à l'importation et à l'exportation ;

D'autre part, sur les courants respectifs du commerce avec les pays de l'Est et les pays capitalistes (le classement découle littéralement des données russes).

On peut constater sur le tableau suivant que la part des pays de l'Est diminue progressivement d'année en année depuis trois ans à l'importation ; par contre, une reprise s'est fait sentir en 1958 sur les exportations.

	Importations			Exportations		
	1956	1957	1958	1956	1957	1958
Europe de l'Est	50,9	43,7	40,5	43,7	43,6	54,7
Est asiatique ...	16,1	14,3	15,1	11,7	10,0	10,0
Bloc de l'Est						
Total	67	58	55,6	55,4	53,6	64,7
Europe	23,6	26,5	21,5	24,6	25,0	17,6
Autres pays du monde	9,4	15,5	22,9	20,0	21,4	17,7
Total	100	100	100	100	100	100

Il n'est pas possible d'obtenir des précisions sur les perspectives du commerce extérieur des produits chimiques de l'U.R.S.S. en 1965.

CONCLUSIONS

Il est difficile de se faire une opinion très fondée sur l'industrie chimique russe. Il semble, d'après les renseignements les plus récents tirés de sources françaises et étrangères, que le potentiel chimique russe ne soit pas globalement supérieur à l'heure actuelle au potentiel de l'industrie chimique de

l'Allemagne de l'Ouest. Si l'U.R.S.S. a une industrie minérale plus développée, la République Fédérale allemande a une industrie organique plus importante.

C'est justement d'ailleurs dans ces secteurs organiques que sont prévus les développements de l'industrie chimique russe, d'après le Plan septennal. Mais ce sont aussi ceux où, en économie occiden-

tale, on constate les plus forts taux annuels de croissance.

Il n'est donc pas dit que l'industrie chimique russe ne puisse pas, au terme de ce plan septennal, atteindre les objectifs fixés. Mais il y a de fortes chances pour que les pays occidentaux aient également réalisé des progressions importantes dans les mêmes domaines.

ANNEXES

EXPORTATIONS 1958

	en 1.000 \$	en 1.000 t.		en 1.000 \$	en 1.000 t.
1) Produits de base	14.002		8) Engrais	49.694	
dont produits sodiques ..	3.112	64,6	engrais phosphatés	30.753,7	1.603,4
acide sulfurique d = 184			(dont apatites concentrés)	27.119	1.504,7
66° B	655,5	21,0	engrais azotés	9.635,5	156,7
eau oxygénée 35 %	611,5	2,3	engrais potassiques	9.304,5	394,6
2) Produits de l'industrie du			9) Insecticides, fongicides ..	2.671,5	
coke	26.635		D.D.T. (70 %)	698	1,7
dont benzène raffiné	13.071,5	185,5	SO ₂ Cu	1.439,5	8,1
huile de créosote	2.542,6	60,2	10) Caoutchoucs et articles en		
naphtalène	3.355,5	43,5	caoutchouc		
3) Matériaux pour fabrica-			ouvrages en amiante	35.993	
tion des			caoutchouc synthétique ..	23.603,5	41,9
plastiques	2.463,7	0,6	pneus automobiles (1.000		
phénol	207,7	6,5	pneus)	11.003,7	260,7
formaldéhyde 40 %	516,5		11) Matériaux d'isolation	763	
4) Produits chimiques du			12) Huiles essentielles, gom-		
bois	3.333		mes et produits naturels		
colophane	1.715	9,3	pour usage pharmaceuti-		
térébenthine	1.485	9,7	que	2.341	
5) Produits intermédiaires			produit de la médecine du		
pour matières colorantes .	2.203,5		Tibet	914,5	
huile d'aniline (brute) ..	702	2,8	produit pour aromatiser le		
chlorobenzène	417	2,8	tabac	297,5	3,0
6) Colorants, peintures et			huiles essentielles	574	
verniss	6.952,5		13) Vitamines	621	
tannins	5.090	—	14) Produits pharmaceutiques	5.915	
colorants organiques	522,5	0,8	15) Produits sanitaires, hygié-		
verniss	315	2,1	niques et cosmétiques ..	5.975	
7) Produits photographiques	2.127,5		16) Divers général	604,5	
films cinématographiques			Total général	313.627	
vierges	1.670,7	31,1 millions m ³			

I. — EXPORTATIONS U.R.S.S.

	1.000 t.	1.000 \$			
1) Produits de base		22.930	6) Produits intermédiaires pour		
produits sodiques	184,2	8.796,5	matières colorantes		2.329
carbure de calcium	61,4	5.370	7) Colorants, peintures et vernis		19.990
2) Produits dérivés du bois		4.501	produits tannants		4.977,7
colophane	29,7	4.501	— nitrolaques et diluants	7,6	4.946,5
3) Diluants		1.378	— noirs de fumée	21,1	1.955
acétate de butyle	2,1	654	— colorants organiques .		14.109
4) Produits intermédiaires pour			8) Produits photographiques	1,9	9.918
plastiques		15.946	— films de cinéma en millions		
anhydride phtalique	13,8	4.284	mètres carrés		933,7
5) Alcools et aldéhydes	15,6	5.772	9) Engrais		—
igelit (PIC et Pc)		5.605	sulfate de NH ₃		—
alcool éthylique	24,4	3.031,7	sels de Ca		9.531 1
paraldéhyde	0,4	68	10) Insecticides, fongicides, etc. .	30,0	6.600
alcool isobutylique	7,4	1.907,7	Wofatox (à base de phos-		
			phore).		160.028,8

APERÇU SUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE AUX ETATS-UNIS

par G. E. H.

L'INDUSTRIE chimique vient au quatrième rang des industries du pays, après l'industrie pétrolière, la métallurgie et les transports.

En 1960, son chiffre d'affaires s'est élevé à 28 milliards de dollars, en augmentation de 9 % sur l'année précédente (25 milliards 700 millions) et de 70,4 % sur 1950. Selon le « Statistical Abstract of the United States », le nombre d'entreprises de 20 personnes et plus dans cette industrie était en 1958 de 4.259 avec un total de 743.000 personnes dont 484.000 ouvriers de production. Toutefois, en dépit des apparences, un certain malaise semble régner dans l'industrie chimique, la compression des marges bénéficiaires en constituant le signe le plus sérieux (les bénéfices pour les trois premiers trimestres de 1960 sont en diminution de 5,7 % sur ceux de la même période de 1959).

Les principaux facteurs de cette situation sont :

L'augmentation constante des frais de production (et singulièrement de ceux engagés pour la recherche qui s'avère de plus en plus indispensable étant donné l'âpreté de la concurrence, intérieure et extérieure).

Le fléchissement des prix depuis 1958, prix qui, dans toute l'industrie chimique américaine, n'étaient — en octobre 1960 — supérieurs que de 0,6 % à ceux d'octobre 59, et de 10,5 % à ceux de la période 1947-49 servant de base ; ces derniers chiffres sont à considérer au regard des 28 % de l'augmentation générale des prix (produits agricoles et alimentation exceptés).

Il y a excédent de capacité de production (sur la base de 100 pour 1957, l'indice de production était de 114 en 1959 et 120 en 1960) dans un nombre croissant de secteurs, parmi lesquels les engrais, les produits minéraux de base, les solvants organiques,

les polyoléfines, l'acide sulfurique, les colorants et même certaines nouvelles matières premières plastiques telles que le polypropylène. En 1960, la moyenne d'exploitation est demeurée à 82 % de la capacité de production.

Durant la dernière décade le nombre de nouvelles entreprises s'est considérablement accru ; celui des producteurs d'ammoniaque est passé de 12 à 41, celui des producteurs d'urée de 2 à 13, celui des producteurs de phénol de 10 à 18. De nombreux clients de l'industrie chimique sont devenus producteurs pour satisfaire leurs propres besoins et concurrencer leurs anciens fournisseurs.

A cela, la pression de la production étrangère est venue s'ajouter ; l'industrie chimique américaine y a déjà répondu par des investissements record en dehors du continent, et les efforts qu'elle a accomplis pour vendre davantage sur ses marchés extérieurs sont une caractéristique évidente de l'année 1960. Selon le Department of Commerce, les dépenses d'investissement pour installations à l'étranger, sont passées de 216 millions de dollars en 1959, à plus de 245 millions en 1960, et l'on peut noter que l'une des six plus grosses entreprises chimiques a consacré cette année 70 % de ses fonds d'expansion à des investissements à l'étranger ; en 1962 ce taux sera porté de 75 à 80 %.

Pour remédier au malaise actuel, certains dirigeants préconisent l'intensification de la recherche pour développer de nouveaux produits et de nouvelles utilisations pour les anciens produits.

Il est intéressant de mentionner qu'aux Etats-Unis, en 1960, 154 millions de NF de produits chimiques ont été importés de France tandis que 499 millions de NF y étaient exportés. Une bonne moitié de ces exportations était constituée par du caoutchouc synthétique.

LE MARCHÉ COMMUN ET L'ACTUALITÉ

LA VIE DU MARCHÉ COMMUN ET DES AUTRES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Sous ce titre, nous publions chaque mois une analyse courte mais complète de l'activité de la C.E.E. et des autres institutions européennes. Elle permet au lecteur pressé d'être rapidement informé et constitue un éphéméride auquel il peut être commode de se reporter.

I. — LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE.

Nominations

- **L'Assemblée Parlementaire Européenne**
— vient de procéder à la nomination des membres de ses commissions pour l'année (mars 1961-mars 1962), en même temps qu'à la modification des titres de certaines de ses treize commissions ;
— M. Hans Furler est réélu Président par acclamations.
- **Représentation auprès de la C.E.E.** : en la personne de M. Djim Monar Cueye, le Sénégal est le premier Etat d'Outre-Mer à être représenté directement auprès de la C.E.E.

Réunions

- **Conseil des Ministres responsables de la politique de concurrence (7 mars)** :
Une réunion officieuse consacrée à l'étude du règlement sur les ententes a eu lieu à Strasbourg : la création d'un groupe d'experts a été décidée.
- **Conseil des Ministres des Six (20 mars 1961)** :
A l'ordre du jour figuraient les questions suivantes :
2. Association avec la Grèce : une solution d'ensemble sera soumise au Conseil des Ministres d'avril, ce qui permet d'espérer la conclusion à bref délai de l'accord en discussion depuis bientôt 18 mois.
2. Reprise des négociations avec la Turquie : le Conseil a donné son accord pour que des contacts soient renoués par M. Jean Rey.
- 3. Contingents tarifaires : (voir infra travaux).
- **Conseil des Ministres de la C.E.C.A.** : A l'ordre du jour figuraient la coordination des politiques énergétiques

et la révision éventuelle du Traité, qui consisterait dans un assouplissement des dispositions anti-cartels afin de rendre possible, en cas de nécessité, la création de « cartels de crise ».

- **Assemblée Parlementaire Européenne (7 et 8 mars)** :
Les débats ont porté sur l'examen des résultats de la Conférence au sommet et la situation conjoncturelle des Six, d'après le rapport de M. Marjolin. L'Assemblée a, en outre, rendu son avis (obligatoire) sur les programmes généraux proposés par la Commission, relatifs à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services ; enfin, elle a pris certaines décisions relatives aux Pays et Territoires d'Outre-Mer associés (voir infra travaux).

- **Ministres des Finances des Six** : approbation de la revalorisation du D.M. et du Florin, à l'exclusion de tout autre changement de taux.

Travaux

1. Tarifs :

- Baisse conjoncturelle des tarifs douaniers français (Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1961).

Cette baisse, qui est une anticipation sur la réduction de 10 % prévue par le Traité de Rome au 31 décembre prochain, s'appliquera aux Etats membres et aux Pays tiers, avec pour ces derniers la limite du Tarif Extérieur Commun et comportera deux taux :

- un abaissement linéaire de 5 % sur le tarif français en vigueur le 1^{er} janvier 1957 pour l'ensemble des produits industriels,
- un abaissement spécifique supplémentaire de 5 % sur un certain nombre de produits dont, par ailleurs, les prix seront libérés. Parmi ces produits figurent, à côté de l'auto-

mobile et des textiles, les matériels électriques suivants : accumulateurs au plomb, moteurs, transformateurs et bobines inférieurs à 15 kgs, piles, boîtiers de lampes, lampes portatives, lampes de sûreté pour mineurs.

Rappelons que c'est également le 1^{er} avril que la dernière tranche de libération des échanges, entrera en vigueur en France.

— Contingents tarifaires : au cours de sa réunion du 20 mars, le Conseil des Ministres des Six a pris plusieurs décisions concernant les contingents tarifaires.

Certains ont été accordés pour 1961, notamment sur le papier journal ; pour d'autres, les demandes ont été retirées et remplacées par une suspension, jusqu'à fin 1961, de l'application des taux du tarif extérieur commun.

2. Ententes :

La section spécialisée pour les questions économiques du Comité Economique et Social, chargée de préparer les délibérations de la session plénière des 27 et 28 mars, s'est prononcée à une forte majorité, 22 voix contre 12, contre le principe de la déclaration obligatoire des ententes. Elle a insisté également sur la nécessité d'apprécier la nocivité des ententes, non pas seulement du point de vue juridique, mais en fonction « d'une politique économique dont les objectifs doivent être arrêtés en commun par les six Etats membres ».

3. Questions Sociales :

— Formation professionnelle accélérée :

Après un retard important, la République Fédérale a donné son accord sur le financement de la formation professionnelle accélérée de 9.000 ouvriers italiens, dont 1.200 pour les industries mécanique et électrique. Cette quote-part allemande s'élèvera à 3 millions de D.M.

— Fonds Social Européen :

A la date limite du 20 mars 1961, tous les Etats membres ont présenté au Fonds Social Européen les demandes de remboursement relatives aux dépenses de rééducation professionnelle ou de réinstallation effectuées au cours des années 1958 et 1959. Il semble, d'après les premières évaluations, que les demandes soient supérieures aux prévisions surtout de la part de l'Allemagne.

4. Transports.

— Publicité des tarifs.

— Le Gouvernement néerlandais décide d'introduire un recours contre la récente recommandation de la Haute Autorité, en matière de publicité des tarifs de Transports.

— Par ailleurs, en réponse à une question parlementaire

de M. de la Malène (France) la H.A. a fait remarquer que les « tarifs secrets » en matière de transports ferroviaires existaient dans tous les pays de la C.E.E. ; il est intéressant de remarquer qu'il s'agit aux Pays-Bas de la presque totalité du trafic, contre seulement 5 % en France et que le Gouvernement français s'est déclaré prêt à supprimer ce système si les autres pays acceptaient de faire de même, alors que les P.B. restent opposés à la suppression de leurs « tarifs secrets ».

— Politique Commune.

— Approbation par la Commission du Mémoire relatif aux grandes lignes de la politique commune présenté par la Direction Générale des Transports ; la transmission au Conseil est prévue pour la fin du mois d'avril.

5. Pays et Territoires d'Outre-Mer associés :

— Bien qu'aucun débat sur les pays d'Outre-Mer n'ait été inscrit à l'ordre du jour de la session, l'Assemblée Parlementaire a pris trois sortes de décisions :

— créations d'un groupe ad hoc chargé de préparer les documents de travail pour la Conférence parlementaire euro-africaine de juin prochain à Strasbourg. MM. Van der Goes van Naters (Pays-Bas), Devieusart (Belgique), Pedini (Italie), Peyrefitte (France), ont été chargés d'établir ces documents,

— vote d'une résolution chargeant M. Carcassonne (socialiste français) d'une enquête sur les lenteurs d'intervention du F.E.D.O.M.

— précision apportée dans l'avis sur le droit d'établissement : l'Assemblée Parlementaire Européenne désire « ne pas voir limiter aux seules activités libérées avant le 31 décembre 1962 le droit d'établissement des ressortissants des Pays et Territoires d'Outre-Mer associés ».

— Conférence de Yaoundé du 26 mars. Elle a entériné le projet de création de l'O.A.M.C.E. (Organisation Africaine et Malgache de Coopération Economique) qui grouperait douze pays africains d'expression française. Ces pays sont : République Malgache - Cameroun - Rép. Centre-Africaine - Congo ex franç. - Côte d'Ivoire - Dahomey - Rép. du Gabon - Hte-Volta - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad.

— F.E.D.O.M. : Le Comité permanent du F.E.D.O.M. vient d'approuver une première tranche de financement de projets à exécuter en Algérie. Ces projets, dont le coût s'élève à 26,5 millions de \$ concernent notamment la construction de 4 écoles et de 17 centres de formation professionnelle.

II. LA C.E.E. ET LES PAYS TIERS

A.E.L.E.

1. Association de la Finlande :

Le projet a été soumis à la ratification des 8 gouvernements intéressés, le 27 mars 1961, et entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet prochain.

La Finlande aura à pratiquer une baisse de 30 % de ses droits de douane vis-à-vis de l'A.E.L.E. : 20 % comme le prévoit la convention de Stockholm et 10 % en raison de l'accélération prévue pour le 1.7.61, avec certaines exceptions cependant pour des produits particuliers dont les générateurs et les moteurs électriques supérieurs à 250 Kgs et les câbles qui ne supporteront qu'une baisse de 20 %.

2. Grande-Bretagne :

— L'économiste anglais Sir Roy Harrold, considéré comme l'un des conseillers économiques du Premier Ministre, préconise, dans un article paru dans le Financial Times, le rétablissement en Grande-Bretagne de restrictions quantitatives sur les importations afin d'équilibrer la balance commerciale.

Les Six et les Sept

— En marge de la Conférence de Londres, les délégations du Commonwealth ont abordé le problème d'un éventuel accord des Six et des Sept. Si le Canada, dont les exportations vers la C.E.E. ont augmenté de 39 % en 1960, est plutôt favorable à une adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, la Nouvelle-Zélande craint d'être exclue des marchés en voie d'expansion.

— Au cours d'un exposé fait à Paris le 20 mars, M. Mansholt, Vice-Président de la Commission chargé des questions agricoles, a insisté sur la nécessité d'inclure l'agriculture dans un éventuel accord entre les Six et les Sept. Selon lui, en cas d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, une conciliation des politiques agricoles britannique et de celle des Six serait possible en conservant, sur une échelle réduite, les systèmes de subventions accordées aux produits agricoles.

— A la suite des conversations bilatérales germano-britanniques des 23 et 24 mars à Bonn, M. Lloyd a annoncé que, selon sa propre impression « les chances d'un arrangement possible augmentaient ».

G.A.T.T.

— Renégociations au titre de l'art. XXIV - 6.

Le Conseil du 20 mars a donné de nouvelles directives à ses représentants à Genève et il semble que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en particulier ayant obtenu satisfaction, les négociations devraient se terminer après Pâques.

— Conseil - création de 3 groupes de travail :

— l'un se consacrera aux consultations entre la Suisse et les pays qui exportent vers elle des produits agricoles,
— un deuxième examinera les restrictions à l'importation appliquées par l'Italie et qui ne sont plus justifiées par des raisons de balance des paiements,

— le dernier étudiera les relations entre le Japon et les pays qui lui appliquent l'art. XXXV - c'est-à-dire qui lui refusent l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Le Japon s'inquiète particulièrement de l'attitude des pays africains devenus indépendants, et qui pourraient continuer vis-à-vis de lui la politique suivie par la France et la Grande-Bretagne quand elles les administraient.

La C.E.E. et les Etats Unis

Nouvelle forme d'un soutien allemand du dollar.

— La Commission des Nations Unies pour l'Europe pro-

pose à la République Fédérale une solution au problème du soutien européen du dollar : blocage de dollars d'un montant équivalent aux dépenses militaires américaines sur son territoire et utilisation d'une partie de ces fonds pour l'aide aux pays sous-développés.

Aide aux Pays sous-développés

— M. L. Ball, chargé des Affaires Economiques au Ministère américain des Affaires Etrangères, a présenté au Development Assistance Group (1) le nouveau plan américain visant à assurer une répartition accrue et plus efficace de l'aide aux pays en voie de développement :

a) Les pays industrialisés devraient apporter une contribution proportionnelle à leurs moyens, pour arriver à un total de 7 milliards 5 de dollars par an.

b) Les prêts accordés aux pays sous-développés ne seraient pas liés, c'est-à-dire que les pays bénéficiaires ne seraient pas tenus d'acheter dans les pays donateurs, sauf en cas de difficultés provisoires de la balance des paiements de ces pays (88 % de l'aide britannique actuelle est concentrée dans le Commonwealth).

c) Les sommes versées seraient inscrites aux budgets nationaux des pays donateurs.

d) Les programmes d'aides comporteraient des engagements financiers valables 5 ans :

— L'Allemagne s'est engagée, sous réserve de l'approbation du Parlement à consacrer une somme de 5 milliards de D.M. d'ici 1962 à l'aide aux pays sous-développés. Selon les milieux informés, cette somme représenterait la totalité des débours que la République Fédérale s'engagerait à faire d'ici fin 1962, c'est-à-dire qu'elle engloberait le programme de 4 milliards de D.M., dont 1.500 millions couverts par l'emprunt auprès de l'industrie allemande, déjà annoncé par M. Erhard.

Le D.A.G. (1) sera vraisemblablement remplacé par le Comité d'aide au développement lorsque l'O.C.D.E. entrera en activité et le nombre de ses participants pourrait s'accroître en raison de l'admission dans cette organisation des pays industriels européens faisant partie de l'A.E.L.E.

3. Groupe d'Assistance technique des Six.

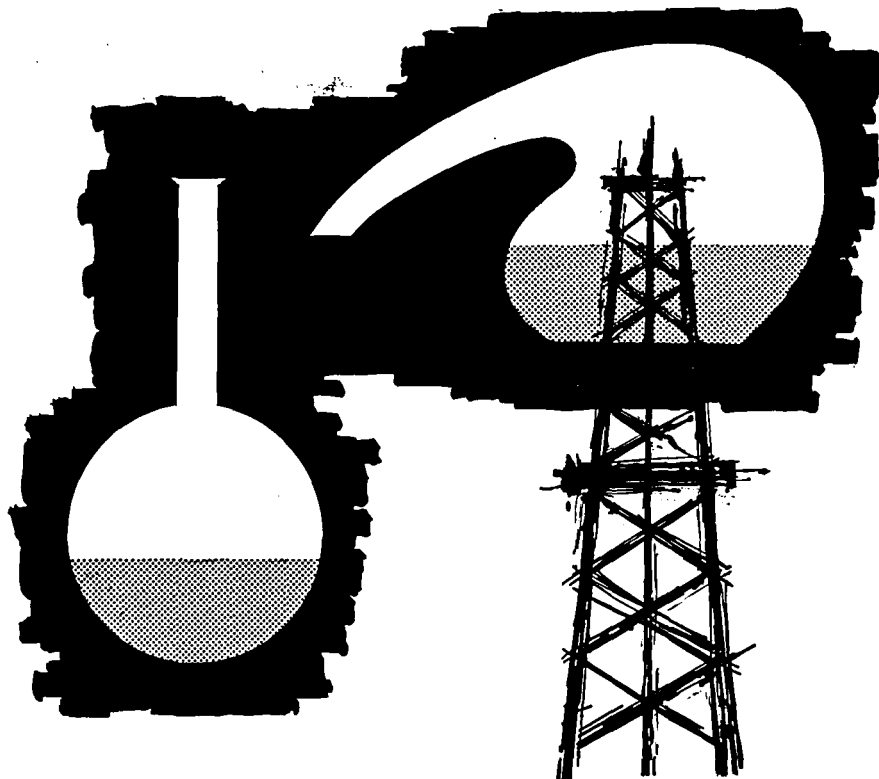
Dans sa réunion de mars, ce groupe a achevé la mise au point de la procédure d'échange d'informations qui devra porter à la fois sur les actions déjà entreprises par les Etats membres et sur les actions en projet, afin d'éviter les doubles emplois.

Les études relatives à la création d'un Institut Européen de Développement se poursuivent.

(1) D.A.G. comprend actuellement : 111 membres, les Six du Marché Commun, moins le Luxembourg — la Commission de la Communauté Européenne — La Grande-Bretagne, le Portugal, les Etats-Unis, le Canada et le Japon.

INDUSTRIELS

**la C. F. R.
fabrique pour vous :
produits spéciaux
et bases chimiques.**



TOUS SOLVANTS INDUSTRIELS DU PÉTROLE :

- Essences spéciales - white spirit - kérosène désaromatisé ;
- Solvants pour les industries des peintures et vernis, du caoutchouc, des résines synthétiques, des insecticides, etc...

EXAROLS :

- Plastifiants et extendeurs à forte teneur en hydrocarbures aromatiques pour caoutchouc, chlorure de polyvinyle, etc...
- Plastifiants pour encres d'imprimerie.

MATIÈRES PLASTIQUES :

- Polyéthylène basse pression Manolène.

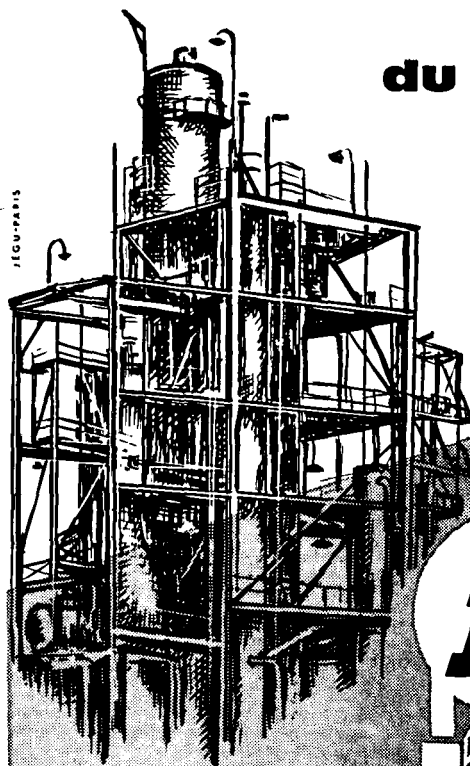
PRODUITS de BASE pour la SYNTHÈSE ORGANIQUE :

- Ethylène - Propylène - Isobutylène - Dimères de butylène - Trimères et Tétramères de propylène.

ÉTUDES de TOUS PRODUITS pour USAGES SPÉCIAUX :

Compagnie Française de Raffinage

22, rue Boileau. - Paris-16°. AUT. 49-19,



du pétrole...

aux produits chimiques



- * Oxyde d'éthylène
- * Glycols
- * Polyglycols liquides et solides
- * Ethers du glycol et dérivés
- * Ethanolamines
- * Oxyde de propylène
- * Propylèneglycols
- * Polypropylèneglycols
- * Alcool isopropylique
- * Acétate d'isopropyle
- * Acétone

203, rue du Fg St-Honoré, PARIS (8^e) - (ARNE) 64-10
Usine à LAVERA, par MARTIGUES (B.-du-R.)

★★★★
H

PARIS

GRAND HOTEL

**TERMINUS
SAINT-LAZARE**

EUR. 36.80

108, Rue St-Lazare

400 CHAMBRES



SA

ROTISSERIE NORMANDE

Chez le même éditeur

LA REVUE FRANÇAISE DE L'ÉNERGIE

Etude depuis 1949 sous les signatures des praticiens les plus compétents, les problèmes relatifs à l'économie et aux structures des industries du charbon, du pétrole, de l'électricité, du gaz, de l'énergie atomique. Chaque numéro contient la « Situation Economique Française » par Alfred SAUVY.

Abonnement pour un an :

France 3.600 fr. (36 NF)
Etranger 4.100 fr. (41 NF)

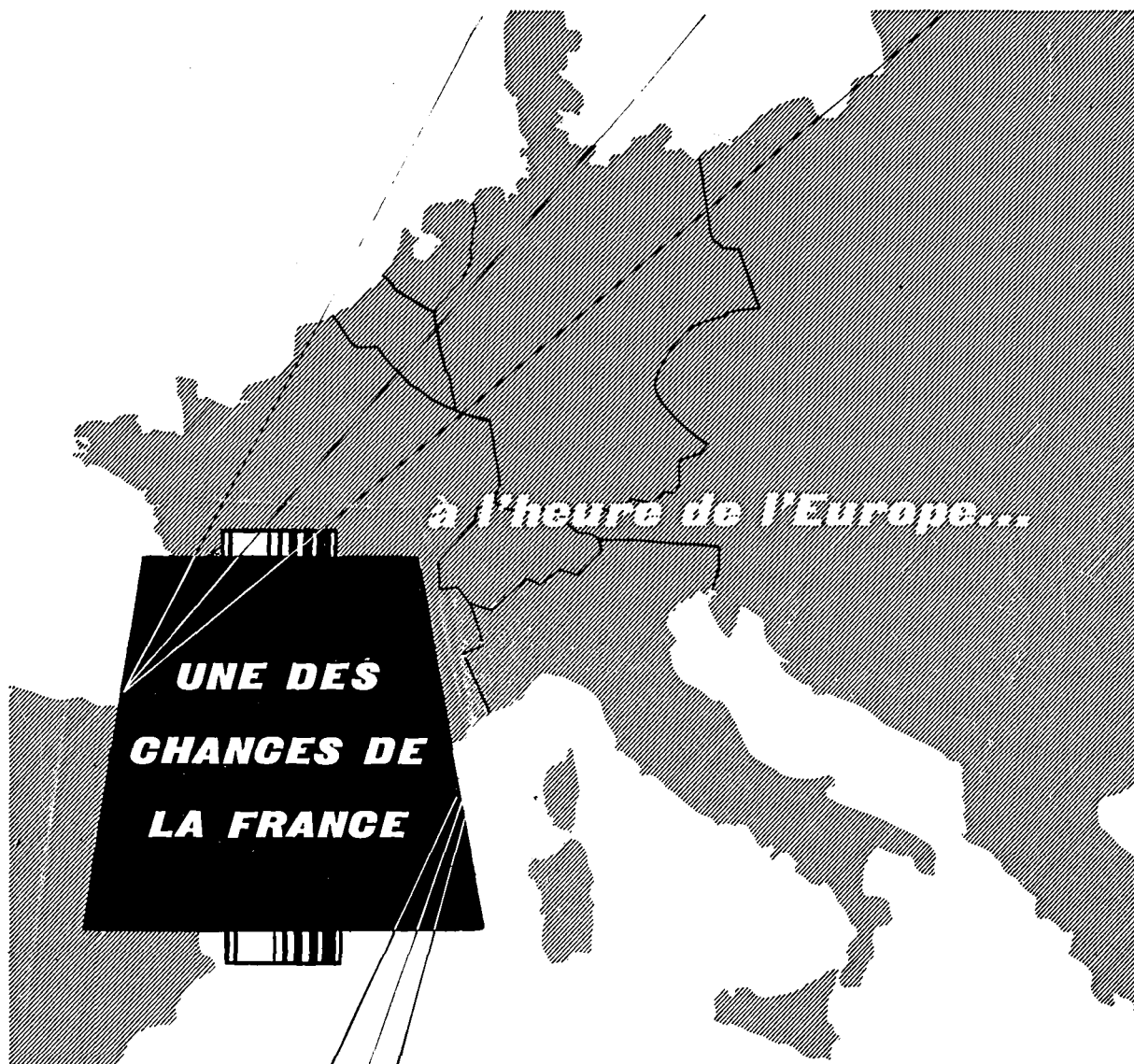
TRANSPORTS

Économie — Réalisations — Équipement

Depuis 1956 étudie les problèmes du point de vue de l'économie et de la rentabilité des divers moyens de transports.

Abonnement pour un an :

France 4.000 fr. (40 NF)
Etranger 4.500 fr. (45 NF)



**UNE DES
CHANCES DE
LA FRANCE**

à l'heure de l'Europe...

LES TEXTILES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES



Facteurs d'élévation du niveau de vie,

parce qu'ils ont élargi le champ des applications textiles, simplifié la vie de tous les jours, et placé l'élégance à la portée de tous.



Facteurs de stabilisation des prix,

parce que textiles industriels, ils échappent aux fluctuations de cours des produits agricoles



Facteurs d'équilibre de la balance des comptes,

à laquelle ils ont apporté en 1960 un bénéfice en devises de 520 millions de nouveaux francs.

ÉTABLISSEMENTS

KUHLMANN

Société Anonyme au Capital de 124.985.200 NF

25, Boulevard de l'Amiral-Bruix — PARIS-XVI^e

**PRODUITS CHIMIQUES
INDUSTRIELS & AGRICOLES**

PRODUITS ORGANIQUES

RÉSINES & MATIÈRES PLASTIQUES

TEXTILES ARTIFICIELS

Pour vos opérations de
COMMERCE EXTERIEUR

B.N.C.I

**BANQUE NATIONALE
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**

1.250 SIÈGES ET FILIALES EN FRANCE
DANS LES PAYS D'OUTRE-MER ET A L'ÉTRANGER

STATIONS THERMALES FRANÇAISES

affiliées au
SYNDICAT NATIONAL DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX DE FRANCE

53, Boulevard Haussmann - PARIS-9^e



FRANCE, PAYS DE LA SANTÉ
DISPOSE D'UN TRÉSOR, UNIQUE AU MONDE
DE STATIONS THERMALES

PLUS DE 100 STATIONS.

au milieu des sites les plus pittoresques
sont à la disposition des curistes



Wagon citerne calorifugé pour le transport de **naphtaline fondue** Température au chargement : 120°; température minima au déchargement après 120 heures : 80°

Ateliers de Construction d'Epluches

S.A.R.L. AU CAPITAL DE 5 MILLIONS DE NF

CONSTRUCTIONS et
RÉPARATIONS de WAGONS

- Usine à **EPLUCHES**
près Pontoise
- 24.000 m² Couverts
- 9 km. de voies

WAGONS PÉTROLIERS

et pour produits chimiques.

PUBLI-MARK

**Au service
du commerce extérieur
UN RÉSEAU MONDIAL**

CRÉDIT LYONNAIS

LA PLUS GRANDE BANQUE FRANÇAISE DE DÉPÔTS
1650 AGENCES

■ **AGENCES EN AFRIQUE**

ALGÉRIE • MAROC • TUNISIE • RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE • RÉPUBLIQUE DU CONGO • RÉPUBLIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE • RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY • RÉPUBLIQUE DU GABON • RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL • RÉPUBLIQUE SOUDANAISE • RÉPUBLIQUE DU TCHAD • CAMEROUN • TOGO

■ **AGENCES A L'ÉTRANGER**

ALLEMAGNE • ANGLETERRE • BELGIQUE • ESPAGNE • LUXEMBOURG • PRINCIPAUTÉ DE MONACO • RÉPUBLIQUE DU SOUDAN • SUISSE

■ **BANQUES ASSOCIÉES**

BRÉSIL : Banco Frances e Brasileiro
PÉROU : Banco de Lima
VENEZUELA : Banco Provincial de Venezuela
IRAN : Banque Etebarate Iran
LIBAN : Banque G. TRAD (Crédit Lyonnais)

■ **FILIALES**

PORTUGAL : Crédit franco-portugais
ÎLE DE LA RÉUNION : Banque de La Réunion & Société Bourbonnaise de Crédit réunies

■ **REPRÉSENTATIONS**

ALLEMAGNE • ARGENTINE

■ **CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER**

POUR TOUTES VOS OPÉRATIONS DANS LE CADRE DU TRAITÉ DE

MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

consultez le service spécialisé :

SECRÉTARIAT COMMERCIAL (MARCHÉ COMMUN)

DIRECTION DE LA HAUTE BANQUE ET DES AGENCES ÉTRANGÈRES

19 Boulevard des Italiens à PARIS (2^e)

OU ADRESSEZ-VOUS À L'AGENCE LA PLUS PROCHE DE VOTRE ENTREPRISE



LE MEILLEUR EMPLOI
DE VOS
DISPONIBILITÉS...

**BONS
DU
TRÉSOR**

*A VOTRE
CHOIX:*

BONS A 1 ET 2 ANS :

***UN RENDEMENT
IMPORTANT***

BONS A INTÉRÊT
PROGRESSIF :

***UNE PARFAITE
LIQUIDITÉ***

CNEP

SIÈGE SOCIAL : 14, rue Bergère, PARIS IX^e
SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, PARIS II^e



Plus de 800 Agences et Bureaux en France, dont 78 dans Paris et la Banlieue

Entreprises...

l'application du Traité de Rome vous ouvre de grandes possibilités, elle vous pose en même temps d'importants et multiples problèmes. C'est pourquoi le **COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS** a créé spécialement pour vous un

SERVICE "MARCHÉ COMMUN"

mis à votre disposition pour vous aider

- à constituer toute documentation utile
- à effectuer toute enquête nécessaire
- à faciliter toute entrée en relations
- à rechercher toute représentation
- à préparer tous accords de fabrication et de spécialisation.

Grâce à ses liaisons permanentes avec les Correspondants du Comptoir National d'Escompte de Paris dans les pays membres de la Communauté et avec son réseau d'Agences en France et dans la Zone Franc, le Service « Marché Commun » est en mesure de vous apporter un concours actif et efficace.

Consultez-le pour résoudre vos problèmes

"MARCHÉ COMMUN"



AGENCES, FILIALE ET REPRESENTATIONS DANS LE MONDE

EUROPE : LONDRES, 8/13 King William Street, E.C. 4
BRUXELLES, 2, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères
MONTE-CARLO, 1, Galerie Charles-III

AFRIQUE : ALGERIE... ALGER, 5, Boul. de la République
TUNISIE... TUNIS — BIZERTÉ — SFAX — SOUSSE
MADAGASCAR... TANANARIVE — AMBATONDRAZAKA
— DIEGO-SUAREZ — PARAFANGANA — FIANARANTSOA — MAJUNGA — MANAKARA — MANANJARY — MOROMBE — TAMATAVE — TULÉAR

AMERIQUE DU NORD : Filiale à NEW-YORK, French American Banking Corporation, 120, Broadway, 5, N.Y.

AMERIQUE DU SUD : Représentants en ARGENTINE, à BUENOS-AIRES, Reconquista, 165 — Délégation pour le BRESIL, la BOLIVIE, la COLOMBIE, l'EQUATEUR et le PEROU, Rua 24 de Mayo, 276, App. III SAO-PAULO.
ASIE : INDE... BOMBAY, The French Bank Building, Homji Street — CALCUTTA, Stephen House, 4-A Dalhousie Square East — Représentation à NEW-DELHI, Ratendon Road, 19.

AUSTRALIE : MELBOURNE, 27, Queen Street — SYDNEY, French Bank Building, 12, Castlereagh Street

INDUSTRIELS

où allez-vous développer vos usines ?



**CONSEIL EN IMPLANTATION
ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIELS**

la **SODIC**

vous fait bénéficier

- **DE SA DOCUMENTATION APPROFONDIE ET
OBJECTIVE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE**
- **DE L'EXPERIENCE DE SES INGÉNIEURS**
- **DU PARRAINAGE DE SES ÉTABLISSEMENTS
FINANCIERS FONDATEURS**



Société pour la Conversion et le Développement Industriels
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.500 000 N.F.
14, rue de Bourgogne, Paris 7 - Tél. INValides 57-42 à 44

IMPRIMÉ EN FRANCE